

## La Chine et la prolifération nucléaire

RIEN ne va plus dans la diplomatie chinoise depuis que, il y a deux ans, les dirigeants du régime communiste ont repris les choses en main, sous le couvert d'un mouvement démocratique. Rapprochant au sein d'eux-mêmes, appliquant en politique étrangère cette même loi de la jungle qu'ils pratiquent à l'intérieur de leurs frontières, consternés par l'échec du putsch de Moscou, qu'ils étaient résolus à soutenir, les dirigeants ont une peur de l'avenir qui se traduit par une agression accrue dans les relations internationales.

Il ne se passe pas de jour sans que Pékin se fasse remarquer. Vendredi 1<sup>er</sup> novembre, le gouvernement chinois a publié un « Livre blanc » donnant sa version des droits de l'homme. La veille, le ministère des affaires étrangères avait confirmé que la Chine entretenait une coopération nucléaire avec l'Iran et de nombreux pays, mais démentait formellement les accusations américaines selon lesquelles cette coopération avait un objectif militaire, celui d'éluder Téhéran - où se trouve actuellement le président chinois Yang Shangkun - à se doter de l'arme atomique. D'autres informations circulent à Washington sur les efforts chinois dans le domaine bactériologique.

MERcredi, le Comité permanent du Parlement chinois avait repoussé, à une date, la ratification du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La Chine, ultime puissance nucléaire à n'avoir pas signé ce texte, avait pourtant promis, en août dernier, de le faire. Certains experts se demandent si Pékin ne compte pas marchander sa signature contre des concessions américaines.

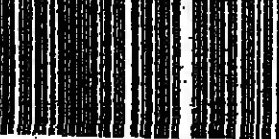
Les relations sino-américaines sont en effet en crise. Malgré les efforts du président Bush pour maintenir une diplomatie pro-chinoise, Washington a mal réagi au non-respect des accords commerciaux par Pékin. D'autant que les violations répétées des droits de l'homme et les exportations d'armes chinoises font en même temps couler beaucoup d'encre.

Devenue l'un des principaux marchands de canons de la planète - fort loin toutefois des trolé « grands », Etats-Unis, URSS et France, - la Chine, en dépit de ses déclarations d'intention, ne montre guère de scrupules à passer outre aux principes de non-prolifération. Transferts de technologies sensibles ou exportation de matériel nucléaire, ventes de missiles à des pays du Proche-Orient, sont au cœur d'une politique commerciale tous azimuts.

PÉKIN a besoin de devises, et cherche à s'en procurer par bien des moyens. Son industrie de défense, contrôlée par l'armée, est en fait totalement indépendante d'un pouvoir civil qui doit se contenter de bonnes paroles qu'il ne peut faire respecter.

Et, surtout, les dirigeants du PC chinois, encore sous le choc de l'effondrement du communisme en URSS, voient des complots partout dans cet Occident dont ils réclament pourtant l'aide. D'où cette politique contradictoire de dirigeants qui font appel aux investissements capitalistes tout en dénonçant les « ingérences » étrangères, et qui clament que la Chine est une grande puissance responsable tout en vendant en sous-main des technologies de mort à des pays qui risquent de s'en servir.

M0147 - 1102 0 - 6,00 F



## Avant la reprise de la conférence sur la paix au Proche-Orient

# La première rencontre de Madrid s'est achevée sur de vifs échanges entre Israël et la Syrie

La session d'ouverture de la conférence de paix au Proche-Orient s'est achevée, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, sur un vif échange de propos entre M. Itzhak Shamir et le chef de la diplomatie syrienne. M. Farouk El Charah a traité de

« terroriste » le premier ministre israélien, qui a dénoncé le régime « oppressif » et « tyrannique » de Damas. Le chef de la délégation palestinienne a proposé la mise sous tutelle internationale des territoires occupés. Les négociations bilatérales devraient commencer dimanche à

Madrid, mais le désaccord sur la localisation de la suite des pourparlers n'est pas réglé. En Cisjordanie, des Palestiniens ont manifesté leurs espoirs de paix en brandissant des rameaux d'olivier.

## Retour aux vieux griefs...

MADRID  
de nos envoyés spéciaux

La pompe, le cérémonial des premières heures de la conférence de paix, les superlatifs sur l'événement historique et les tabous brisés ne pouvaient longtemps occulter la réalité. Quand est venu le tour de parole des protagonistes du conflit israélo-arabe, jeudi 31 octobre, à Madrid, le palais royal a résonné d'échos plus familiers.

Les uns et les autres ont exposé leurs griefs, repris les habituels discours, réitéré leurs positions, bref, présenté pour la énième fois leur version du conflit, les traditionnelles lignes de fracture du

Proche-Orient. A vrai dire, ce ne fut pas tout à fait une surprise, même si certains ont vécu l'événement comme une douche froide et si le secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui présidait la séance, faisait triste figure.

FRANÇOISE CHIPAUX  
PATRICE CLAUDE  
et ALAIN FRACHON  
Lire la suite page 5

### Lire aussi

- Extraits des discours
- Les rencontres entre journalistes
- La querelle sur le lieu des conversations bilatérales
- Les juifs de Syrie
- Les réactions en Israël et dans les territoires occupés

pages 4 et 5 et page 16

## Le discours rentré de M. Arafat

TUNIS

de notre envoyé spécial

M. Yasser Arafat avait un discours rentré. Celui qu'il eût aimé prononcer, en tant que chef reconnu d'une délégation de l'OLP, à la conférence de paix sur le Proche-Orient, si Israël n'avait mis un veto à sa présence. Ce discours-là, le patron de la cen-

trale palestinienne l'a fait, en quelque sorte, jeudi soir 31 octobre, dans son quartier général de Tunis, devant les envoyés spéciaux de douze quotidiens européens, parmi lesquels celui du Monde, invités par les Nations unies à le rencontrer.

Le « Vieux » est tout juste de retour d'un voyage-éclair à Marrakech, où il s'est entretenu avec le roi du Maroc qui s'est beaucoup agité en marge de la conférence de paix, et qui ne serait peut-être pas mécontent d'accueillir chez lui les négociateurs de l'après-Madrid. Le chef de l'OLP n'en dit rien. Serait-ce donc prématuré de regarder si « loin » ?

JACQUES DE BARRIN  
Lire la suite page 4

## L'immigration Est-Ouest sera freinée

A l'initiative de l'Allemagne, les ministres de l'intérieur ou de la justice de vingt-sept Etats européens se sont réunis à Berlin, mercredi 30 et jeudi 31 octobre, pour arrêter des mesures communes contre l'immigration irrégulière à l'Ouest de personnes en provenance de l'Est.

C'est la cinquième conférence réunie sur cette question en moins d'un an, mais, pour la première fois, on a dépassé le stade des pétitions de principe, dans un cadre plus large que celui de la CEE puisque tous les pays de l'ancien bloc soviétique et les Républiques nouvellement indépendantes, comme l'Ukraine ou la Biélorussie, étaient représentés. Les vingt-sept participants se sont engagés notamment à reprendre les immigrants qui auraient laissé passer illégalement, à rapprocher leurs politiques en matière de visas et à autoriser des séjours de formation et d'emploi de durée limitée. Les pays les plus exposés pourraient bénéficier d'une compensation financière.

Lire page 8 l'article de PHILIPPE BERNARD

## Inciter les jeunes au travail

L'insertion par l'emploi plutôt que des mesures d'assistance :

M<sup>me</sup> Martine Aubry veut rompre radicalement avec les politiques en cours

par Alain Lebaube

Son discours ne trompe pas. Désormais, les pouvoirs publics privilégieront l'accès au travail avant toute mesure d'assistance destinée aux jeunes. En forme de rappel aux réalités, l'objectif de M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, est clair : l'insertion par l'emploi vaut mieux que le recours à tout type de dispositif. Il est temps de faire des efforts et de rompre avec des facilités parfois anesthésiantes. Pour en passer à l'essentiel, plusieurs formules de soutien viennent d'être officiellement approuvées ou sensible-

ment modifiées. Ce faisant, le ministre du travail veut obliger les jeunes à se lancer sans filet dans la vie active, et amener les responsables du service de l'emploi à abandonner leur rôle de nouveau trop complaisant. Autrement dit, à l'entendre, il faut se ressaisir et commencer par le commencement.

Cette nouvelle orientation se lit déjà dans le projet de budget « emploi » et dans quelques autres décisions récentes qui, toutes, ont le mérite de la cohérence, mais comportent une bonne dose d'incertitudes. D'abord, et au grand dam des finances, qui n'en reve-

naient pas, M<sup>me</sup> Aubry a souhaité la suppression des allocations d'insertion servies à ceux que l'on appelle les « primo-demandeurs d'emploi ». C'est-à-dire, sous condition de diplômes, aux jeunes qui viennent de sortir du système scolaire ou du service national et qui n'ont pas encore trouvé de travail. Avec 1 300 francs d'indemnités versés pendant trois ou six mois, ils pouvaient se permettre - en continuant de vivre chez leurs parents - d'attendre le poste de leur choix ou s'éviter ainsi de sombrer trop vite dans le cycle des missions d'intérim ou des contrats à durée déterminée.

Lire la suite page 12



Lire aussi l'article de FRÉDÉRIC BOBIN, page 7

## L'extrême droite face aux Verts

Le Front national veut apparaître comme le seul parti authentiquement écologique.

page 7

## Transfusion sanguine et sida

Oona, une entraineuse au « Monde », le docteur Bahmen Habibi explique comment avait été rédigé son rapport sur le sida de mai 1985.

page 9

## Avertissement aux grévistes de Renault

Le ministre du travail comme les syndicats de l'usine de Cléon d'accepter ses propositions de négociation.

page 12

## Troc franco-soviétique

Des produits alimentaires contre du gaz et du pétrole.

page 12

Le sommaire complet se trouve page 16

## Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

# PROCHE-ORIENT : de la guerre à la paix ?

Un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 p. - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Z, comme Succo

L'évocation théâtrale du « monstre de Mestre » sur le lieu de ses crimes, en Savoie, est très contestée

LYON

de notre bureau régional

Bernard-Marie Koltès s'est librement inspiré de la vie de Roberto Succo qui, entre 1981 et 1987, a assassiné au moins sept personnes, dont sa mère et son père, avant de se suicider, en mai 1988, au pénitencier de Vicece, en Italie, pour écrire une pièce de théâtre intitulée *Roberto Succo*. Elle doit être créée en France (1), le 7 novembre, au TNP, à Villeurbanne, dans une mise en scène de Bruno Boëglin. Elle devrait ensuite tourner à Nice, Valence, Chambéry, Bruxelles et Toulouse, avant d'être accueillie à Paris, en

février, au Théâtre de la Ville. Sa programmation, les 8 et 9 janvier 1992, à Chambéry, suscite une sourde mais grave polémique dans une ville et une région où Succo a accompli plusieurs de ses crimes.

ROBERT BELLERET  
Lire la suite page 9

(1) La pièce de Bernard-Marie Koltès, créée le 15 avril 1989, à quarante et un ans, a été publiée en septembre 1990 par Les Éditions de Minuit. Ce texte avait fait l'objet d'une lecture publique, par Michel Piccoli, le 16 mars 1990, au TNP. Créée en avril 1990, à la Schaubühne de Berlin, dans une mise en scène de Peter Stein (*Le Monde* du 21 avril 1990), *Roberto Succo* a depuis été reprise par une dizaine de compagnies, en Allemagne.

SANS VISA

■ Grenade, janvier 1492. ■ Tatin, dragons et merveilleux. ■ La résurrection des Tasmaniens. ■ Vieux-Nice, vrai Nice. pages 17 à 24

هذا من الاصل

ملک من لیل

2 Le Monde • Samedi 2 novembre 1991 •

## DÉBATS

Droits de l'homme

# Vaclav Havel, un philosophe sur le trône

par Antonin J. Liehm

EN avril 1968, après une longue conversation avec Vaclav Havel, j'avais écrit : « J'en connais beaucoup qui se consolent en disant que, non Dieu, le cas de Vaclav Havel n'est pas typique, que c'est un cas marginal et pas véritablement représentatif de sa génération. Au contraire, Havel exprime les sentiments de sa génération avec une remarquable exactitude. Et même ceux de la génération précédente. Celui qui ne l'aura pas compris perdrait définitivement la portée de notre pays (1). »

Et, vingt ans plus tard, au printemps 1989, six mois avant la « révolution de velours » : « Vaclav Havel est un représentant fidèle de l'opposition. Fort de sa tolérance et de sa démocratie, qui la différencient radicalement de ceux qui gouvernent. Havel ne croit pas aux revenants, aux préjugés, aux superstitions. Que Dieu lui donne la force et la sagesse pour assumer la tâche que l'Histoire a placée sur ses épaules, parce que, le moment venu, il s'en lève et a dit son non à tout cela. Qu'il puisse rassembler tous ceux qui en veulent la peine et trouver avec eux une issue à la situation qui est la nôtre (2). »

Dans les vingt années qui séparent ces deux textes, la Tchécoslovaquie et le monde sont passés par des expériences multiples, prévisibles et moins prévisibles. Ils ont évolué, changé, et Vaclav Havel avec eux. L'écrivain, fondateur et représentant le plus accompli du théâtre de l'absurde tchèque, avait depuis toujours un penchant pour la philosophie et pour la politique. Lui-même disait que la structure, la poétique, l'esthétique même de son œuvre théâtrale de l'époque s'inspiraient directement de l'absurdité de la politique et de la vie quotidienne que cette politique engendrait. Son théâtre de l'absurde était en effet un théâtre fort réaliste, comparé aux théâtres de certains de ses contemporains étrangers, beaucoup plus célèbres à l'époque.

Si Havel avait quitté la Tchécoslovaquie après l'invasion soviétique de 1968, il aurait probablement vite rejoint leurs rangs. Mais il a choisi la philosophie et la politique. Sans pourtant, bien sûr, abandonner le théâtre. C'est ainsi que j'avais interprété sa décision de rester (sans la comprendre au début), sachant que l'idée d'un patriotisme défini comme « être attaché au sol » ou bien « partager physiquement le sort de son peuple » lui était étrangère. Son grand vis-à-vis et seulement de quelques années son aîné, Milan Kundera, a lui, choisi la littérature : il est parti.

Moralistes tous les deux, chacun a suivi son chemin avec l'obstina-

tion qui accompagne les grandes causes. Chacun à sa façon. Mais avec leurs destinées et leurs œuvres à la fois différentes et parallèles, ils ont inscrit le nom de leur petit pays et de sa culture dans la mémoire de notre siècle. Leurs deux choix, comme on le voit aujourd'hui, se valaient donc, dans une certaine mesure.

### « Réflexions estivales »

Il y aura bientôt deux ans, Havel est devenu président. Président d'un pays à tel point oublié, après l'invasion de 1968, que même la météo ne l'incluait plus dans ses prévisions européennes. Mais Havel a vite capté l'attention du monde et son pays a réintégré la carte. N'est-il pas devenu le symbole d'un de ces bouleversements qui font des prisonniers les présidents, des parias les modèles, des simples paysans les rois des contes de fées ?

Ce n'est, bien sûr, pas seulement Havel et ses amis dissidents qui ont tué le dragon, qui ont créé les conditions du changement. Cela s'est fait ailleurs. Mais leur génie politique, et celui de Havel en particulier, était d'avoir saisi l'opportunité, d'avoir compris que la bête était mortellement blessée et d'avoir tiré le maximum de la situation en liquidant avec le dragon son nid de vipères, sa progéniture prête à prendre sa succession.

Deux ans plus tard, Vaclav Havel vient de publier son premier livre depuis la « révolution de velours ». Un petit volume de 120 pages, intitulé *Réflexions estivales* (3). Ceux qui s'attendaient à une autoréflexion, à l'auto-analyse d'un intellectuel propulsé par l'Histoire aux plus hautes fonctions politiques, seront peut-être déçus. A tort, car, dans la situation de l'intellectuel Vaclav Havel, une telle autoréflexion, une telle auto-analyse est non seulement impossible mais serait fort inopportune. Ceux, en revanche, qui ont suivi l'itinéraire de Havel pendant les dernières vingt années, sa transformation progressive en homme politique, seront confirmés dans leur opinion que, derrière l'intellectuel, derrière le philosophe propulsé sur le trône, il y a bel et bien un homme d'Etat.

A huit mois des secondes élections parlementaires et présidentielles, le président tchécoslovaque a donc décidé d'exposer non seulement sa philosophie politique mais aussi son programme. Dans un langage cultivé, précis et transparent, il traite de tous les problèmes qui vont être au centre de la campagne électorale : la Constitution, le problème national, la transformation économique, etc. Le ton est en même temps poétique,

décochant des flèches dans diverses directions. Ce côté échappatoire probablement aux lecteurs étrangers qui - après l'expérience décevante de la *Biographie* parue récemment en Europe (4) - pourront toutefois faire connaissance de l'un des plus intéressants praticiens contemporains de la politique en Europe.

La vision et l'analyse réalistes de la situation en Tchécoslovaquie ne sont contredites qu'une fois dans ce livre, dans les pages où l'auteur se laisse aller à rêver du visage concret de l'avenir, pas démesurément lointain, de l'Europe en général et de son pays en particulier. Là, la perspective « restaurationniste » des révolutions est-européennes apparaît nettement, l'utopie se confond avec les images du passé révolu et l'expérience vécue des conflits existants ou mûrissants dans le monde contemporain développé fait défaut.

### Le procès de sa propre nation

C'est en fait la partie concernant le problème national et celui de l'Etat commun des peuples tchèque et slovaque qui retiennent le plus l'attention. Avec une rare lucidité, Havel, le Tchéque, fait d'abord le procès de sa propre nation et de sa responsabilité dans le conflit actuel, sans se gêner pour désigner ensuite par son nom la responsabilité du monde politique slovaque. En finissant par tracer la voie démocratique qui mène à la solution du problème, acceptable et vivable pour tous.

En lisant ces pages, on ne peut s'empêcher de penser au rôle des grands hommes d'Etat qui, dans des moments difficiles, osent marcher à l'encontre des courants populistes et trouver pour leur peuple de vraies issues aux affrontements historiques, parfois séculaires. Si l'on prend l'exemple des relations franco-allemandes, on peut imaginer que les Tchèques ont déjà leur de Gaulle, tandis que les Slovaques attendent encore leur Adenauer. Mais peut-être est-il déjà en train de se former et va-t-il se manifester... Si Vaclav Havel devait réussir cette tâche historique, il mériterait, sur fond d'horreurs yougoslaves, un prix Nobel de la Paix.

Antonin J. Liehm est écrivain tchèque, directeur de la revue *Lettre internationale*.

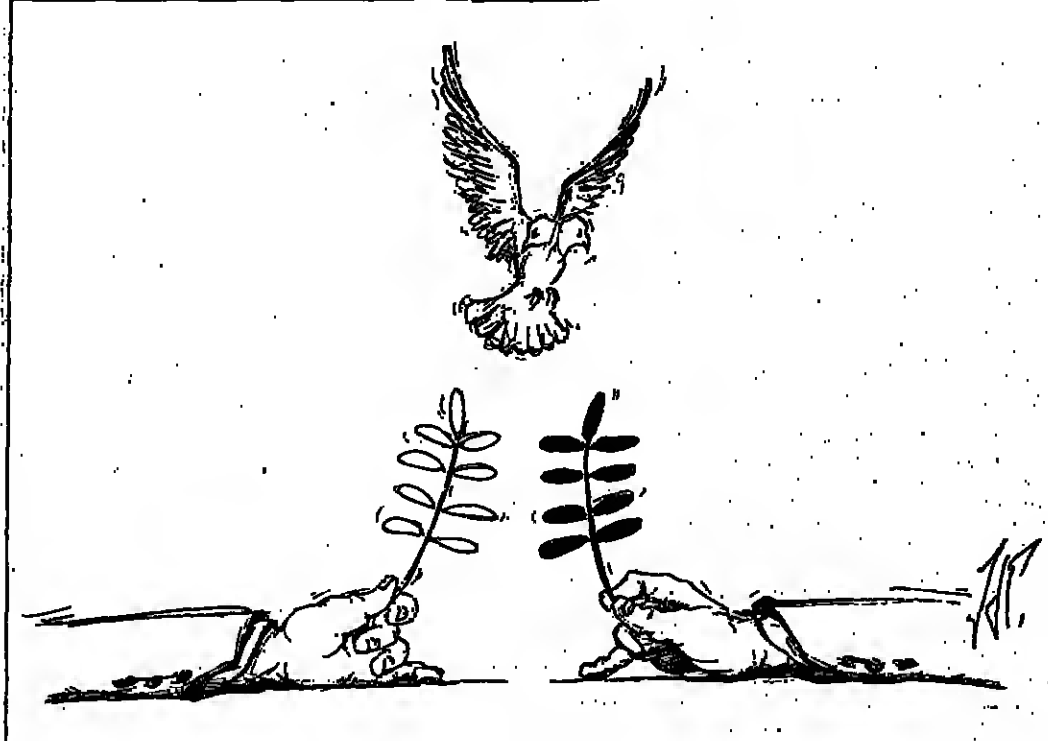
(1) A. J. Liehm, *Trois générations*, Gallimard, 1970.

(2) *Le Monde*, n° 4, (1989) Rome.

(3) *Réflexions estivales*, (Lettre Rožmanská), Ed. Odeon, Prague, 1991 (en tchèque).

(4) Havel, la biographie, Eda Krišková, Ed. de l'Aube, 1991.

TRAIT LIBRE



## Que faire des minorités ?

par Fabienne Rouso-Lenoir

A U moment où, à l'Ouest, les Etats-nations conjuguent leur souveraineté à la première personne de l'unité européenne, à l'Est, les Nations décident de la commune mesure dans une union atomisée, une farouche volonté d'indépendance souveraine. La question des minorités se pose à nouveau, cruciale. Parce qu'elle fut le ferment de sa division, cette question exige de l'Europe une réponse commune.

La véritable victoire contre le totalitarisme nazi a été la mise en place d'une communauté organisée, associant, dans le même contrat, la souveraineté, la liberté et la sécurité des Etats à celles des hommes qui les composent. Mémoire du chaos qui lui donna naissance, la Convention européenne des droits de l'homme fut charte fondatrice et table des matières de ce nouvel ordre démocratique, qui servit de vecteur à l'unité européenne. De notre capacité à ajuster ce projet aux particularités historiques de l'Est européen enfin affranchi du totalitarisme communiste dépendent les conditions de sécurité - donc de viabilité - de l'intégration européenne.

La Convention a garanti à chacun la jouissance de ses droits, « sans distinction aucune, fondée notamment sur la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale » (art. 14). Ce n'est pas l'identité qui dit le droit, mais le droit qui, contre la subjectivité toute-puissante, fonde un statut permettant et préservant le respect d'identités différentes dans un espace commun. Il nous faut aujourd'hui à la fois ouvrir et affermir cet espace, en donnant à l'Europe les moyens de ne pas

exclure ses minorités du bénéfice du droit commun des droits de l'homme.

Alors que, depuis la création de l'ONU, les différentes tentatives d'élaboration normative internationale ou régionale visant à la protection des minorités ont successivement échoué, de nombreux pays de l'Ouest, également et institutionnellement, par des mesures internes et bilatérales, ont su résoudre leurs relations avec leurs groupes minoritaires.

Le recensement des modalités particulières, des clauses de protection ou des institutions instaurées par et entre de nombreux Etats au bénéfice des minorités, vivant sur leur territoire, rend compte de la richesse de la législation déjà en vigueur dans ce domaine et du développement d'un corpus de normes d'application assurant l'égalité de traitement dans l'exercice du droit commun des droits de l'homme. Présentes en ordre dispersé, ces normes, une fois systématisées, harmonisées et complétées, n'en constituent pas moins la matière d'une réglementation du principe de non-discrimination.

### Un organe de prévention de recours et de médiation

Ce qui fait défaut à l'Europe pour un règlement des problèmes soulevés par l'existence des minorités, c'est la garantie collective et internationale de ce principe. Celle-ci doit être assurée par une instance compétente pour dire le droit y afférent et contrôler sa mise en œuvre. La problématique des minorités ne s'inscrit pas uniquement dans la traditionnelle relation verticale Etat-citoyens, mais également dans des relations horizontales, entre minorités et de minorités à majorités, tant à l'intérieur qu'au-delà des frontières.

Le système de protection et de

contrôle instauré par la Convention et assuré par la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme, sur la base d'une saisine inter-étatique automatique et d'une saisine individuelle facultative après épuisement des voies de recours internes, est inadéquat à appréhender la réalité de cette problématique, où le droit se double d'un facteur politique, interne et international, porteur d'instabilité et de menace contre la paix. La saisine inter-étatique ne résoudrait pas longtemps au jeu des alliances et, quant à la saisine individuelle, quelle serait son efficacité à prévenir pogroms ou persécutions intercommunautaires ?

L'intégration des pays de l'Est commande la création d'un organe de prévention, de recours et de médiation, capable d'apporter et de garantir, pour un même dessein, celui de la construction démocratique européenne, une géométrie variable de solutions alternatives, adaptées à chaque cas. Les obligations inhérentes à l'exercice des droits et libertés revêtent ici une responsabilité collective et partagée, la conciliation de forces et d'intérêts contradictoires acquiert une dimension juridique qui exige, si l'on cherche l'efficacité, d'être réfléchi, à un degré ou à un autre, par la concertation de toutes les parties dans une composition multipartite de cette instance, à l'exemple, notamment, de l'Organisation internationale du travail, dont les résultats sont probants. En ce qui concerne, par exemple, les minorités nationales, plus grande sera leur implication dans le destin du pays où elles ont été rattachées, moindre le risque d'interférence avec leur pays d'origine. Ce n'est que par des engagements librement consentis pour le projet de fonder ensemble l'Europe démocratique, une et pluraliste, que les uns et les autres acceptent de soumettre et de régler par le droit des valeurs identitaires exclusives ou, sinon, prendront racines une multitude de pouvoirs communautaires totalitaires.

Novatrice en matière européenne, la France, qui a eu l'initiative de la commission d'arbitrage de la CEE sur le conflit yougoslave, pourrait proposer la création d'une telle institution. Il est vrai que, ne renonçant à aucune minorité nationale sur son territoire, elle avait jusqu'ici préféré garder un profil bas. Mais la décentralisation, le nouveau statut de la Corse et, surtout, les déclarations réitérées de M. Mitterrand sur le sujet augurent d'une nouvelle attitude. Ce mécanisme trouverait sa place soit au Conseil de l'Europe par la voie d'un protocole à l'article 14 de la Convention, soit au Centre de prévention des conflits de la CSCE, soit dans le projet de confédération européenne, ou encore en tant qu'instance du premier degré dans le projet de cour proposé dans ces colonnes, par M. Badinter. Entre rejoindre les représentations du passé ou en dénouer les liens pour libérer l'avenir, l'Europe doit aujourd'hui choisir de juger son Histoire ou de se laisser juger par elle.

Fabienne Rouso-Lenoir est secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'homme.

**Le Monde**

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Froppe, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Martial Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amélie Jean-Marie Colombani Robert Zola (responsable du directeur de la rédaction)

Thomas Farencl Philippe Harman Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1992) André Laurens (1982-1989) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-35-25-25 Télécopieur : 40-35-25-86

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-35-25-25 Télécopieur : 49-50-30-10

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-35-25-25 Télécopieur : (1) 40-35-25-99 Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-35-25-25 Télécopieur : (1) 49-50-30-10 Tél. : 261.311 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

ABONNEMENTS	
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-50-32-90	
Tarif	FRANCE
3 mois	400 F
6 mois	790 F
1 an	1 620 F
Tarif	SUR-SEINE
3 mois	572 F
6 mois	1 123 F
1 an	2 066 F
Tarif	AUTRES PAYS
3 mois	790 F
6 mois	1 500 F
1 an	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE : composez 38-15 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL : 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO



YUGOSLAVIE : les tentatives de règlement de la crise

## Des divergences apparaissent entre Belgrade et les Serbes de Croatie

Un nouveau projet de règlement de la crise yougoslave a été soumis par les médiateurs européens aux représentants des six Républiques, jeudi 31 octobre. Cette « troisième version » fait des concessions à la Serbie, qui avait rejeté les plans précédents, puisqu'elle ne mentionne plus le rétablissement de l'autonomie des provinces serbes du Kosovo (peuplée à 90 % d'Albanais de souche) et de la Vojvodine (à forte minorité hongroise).

Il semble que le dirigeant serbe, M. Slobodan Milosevic, qui a rencontré à Belgrade l'émissaire de la CEE, M. Henry Wijnendts, soit disposé à assouplir sa position à condition que les Serbes de Croatie jouissent d'une pleine autonomie. Des divergences sont apparues entre M. Milosevic et les dirigeants des minorités serbes de Krajina et de Slavonie.

BELGRADE

de notre correspondant

Selon M. Milosevic, le projet de règlement de la crise yougoslave ne peut réussir que si elle renonce aux pressions et aux menaces, et que si elle tient compte équitablement des aspirations de chacun des peuples yougoslaves. M. Milosevic a donc demandé

que le plan européen prenne en compte, parallèlement à son idée d'alliance souple de Républiques indépendantes, la formule d'Etat « fédéral » qu'il propose pour les peuples aspirant à vivre ensemble, en particulier le peuple serbe. Lors de ses discussions avec M. Wijnendts, M. Milosevic a néanmoins salué le principe du « statut spécial » (figurant dans le projet) qui pourrait être attribué aux Serbes de Croatie, leur donnant une autonomie totale avec un organe législatif propre, une force de police et un système judiciaire et éducatif. Si le président de Serbie continue à émettre des réserves sur la troisième version du document de La Haye, il ne le juge pas d'emblée inacceptable.

Grave dilemme

L'assouplissement, encore discret mais perceptible, de la Serbie a été condamné jeudi par MM. Babic et Hadzic, les « chefs de gouvernement » de la Krajina et de la Slavonie (Croatie), pour qui les différentes versions du plan européen de règlement de la crise sont « irrécevables, orbitaires, illégitimes et contraires aux intérêts du peuple serbe ». « Nous avons un Etat, la Yougoslavie, et nous n'y renoncerons jamais », a affirmé M. Babic, déclarant, pour la première fois, que les dirigeants de Serbie avaient tenté de le persuader d'accepter le plan de La Haye qui, selon lui, « abolit la Yougoslavie ».

« Nous ne signerons jamais ce document (...), nous préférons mourir ou nous exiler que faire partie de la Croatie », avait-il ajouté.

M. Milosevic a répété, jeudi, à M. Wijnendts, qu'il rejetait l'ultimatum des Douze préconisant des sanctions économiques contre les Républiques qui s'opposent à une négociation sur la base des propositions de la CEE. Mais il a promis d'étudier le plan européen modifié qui devrait être présenté dans les prochains jours. On estimait, jeudi soir à Belgrade, que M. Milosevic pourrait signer ou promettre de signer ce document à condition que certaines modifications y soient apportées.

Le président serbe est confronté à un dilemme : satisfaire les idéaux nationalistes d'une grande partie de son électorat en poursuivant le rêve d'un « seul Etat pour tous les Serbes », en sachant bien que l'Europe s'oppose à toute modification des frontières internes de l'actuelle Yougoslavie ; ou bien renoncer à ce projet, se contenter des frontières actuelles, au risque d'être accusés de trahir la « cause serbe ». Mais il serait alors soutenu par ses opposants qui salueraient sa sagesse. S'il accepte le plan européen, M. Milosevic devra également affronter les leaders des provinces autonomes serbes de

Croatie et éventuellement de Bosnie-Herzégovine, ainsi que les dirigeants de l'armée fédérale qui a pris fait et cause pour la Grande Serbie.

L'acceptation d'un compromis

Toutefois, M. Milosevic peut justifier l'acceptation d'un compromis en montrant à la Krajina et à la Slavonie qu'elles ont obtenu beaucoup plus qu'elles ne pouvaient espérer (sur le plan des droits et de l'autonomie) voici quelques mois. Il lui faudra aussi, sans doute, se désolidariser d'une armée fédérale qu'il ne contrôle plus et créer une « armée serbe » revendiquée par l'opposition et une grande partie de la population. Enfin, il devra calmer les passions de son entourage et de certains membres de son gouvernement. Jeudi, un responsable serbe avouait par exemple que la « nouvelle Yougoslavie » envisagée par les Serbes n'était autre qu'une « Union d'Etats serbes ». M. Pavic-Obrovic, vice-président-adjoint du Parlement avait précisé le même jour lors d'une visite dans la région autonome de Slavonie (Croatie) que ces « Etats-Unis » comprendraient la Serbie, le Monténégro, la Krajina, la Slavonie, la Bosnie-Herzégovine et les autres régions autonomes serbes de Bosnie-Herzégovine, ainsi que les enclaves serbes de Macédoine.

FLORENCE HARTMANN

Envisageant des « liens plus forts » avec l'OTAN

## Bucarest veut modifier son traité avec l'URSS

BUCAREST

de notre correspondant

Unique pays de l'ex-bloc soviétique à avoir signé un nouveau traité « d'amitié, de coopération et de bon voisinage » avec l'URSS – non ratifié par le Parlement de Bucarest – la Roumanie cherche à présent à en obtenir la révision. L'article 4 du traité, qui devait se substituer aux textes du pacte de Varsovie, stipule en effet que « la Roumanie et l'URSS ne feront pas partie d'une alliance contraire aux intérêts de l'autre », ce qui donne de facto un droit de veto aux Soviétiques sur les futures alliances de Bucarest.

Le président Iliescu, qui avait signé le traité le 5 avril dernier, avec M. Gorbatchev et qui estimait encore lors du putsch que ce traité était plus valable que jamais, a changé d'avis. Le 10 octobre, il écrivait même au secrétaire général de l'OTAN, La Lettre, passablement embrouillée, laisse penser que la Roumanie pourrait demander une association avec l'OTAN comme l'ont déjà fait d'autres pays d'Europe centrale. Il faut envisager « des liens plus forts entre l'OTAN et la Roumanie » qui est « prête à participer à toutes les formes de coopération ouverte aux pays d'Europe centrale », écrit M. Iliescu à M. Manfred Wörner. La volte-face a été préparée par une version récemment découverte, assez fantaisiste mais « officielle », des négociations. Un porte-parole a expliqué qu'en avril dernier, les ministres soviétique et roumain des affaires étrangères avaient

abouti à un accord malheureusement seulement « verbal » : si d'autres pays européens obtenaient une clause de sécurité différente, la Roumanie pourrait renégocier la sienne. Ce que le ministre roumain des affaires étrangères vient de demander à son nouvel homologue soviétique, qui n'a pas encore répondu.

« Eventuellement d'autres clauses » pourront être révisées « vu les évolutions en Union soviétique », a précisé le porte-parole des affaires étrangères à Bucarest. Une autre disposition du traité, – fortement critiquée par l'opposition – reconnaît les frontières actuelles. Or la Moldavie soviétique, proclamée indépendante après l'échec du putsch, a été annexée par l'URSS en vertu du pacte Ribbentrop-Molotov, comme les pays baltes... dont Moscou a finalement reconnu le droit à la liberté.

J.-B. N.

ALLEMAGNE : l'ex-RDA doit être classée zone « particulièrement défavorisée », estime M. Delors. – Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, s'est engagé jeudi 31 octobre, à Potsdam (Allemagne orientale), à œuvrer pour que l'ancienne République démocratique allemande (RDA) bénéficie du statut de région « particulièrement défavorisée ». M. Delors veut faire en sorte que ce statut soit reconnu à partir de 1993, lui permettant ainsi de bénéficier au même titre que la Grèce, le Portugal ou l'Espagne d'aides au développement spécifiques. – (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : la rentrée du Parlement

## Un discours du trône sur fond préélectoral

La reine Elizabeth II a prononcé, jeudi 31 octobre, le traditionnel discours du trône, qui marque la rentrée du Parlement. Ce texte, qui présente le programme du premier ministre, s'inscrit dans un climat politique préélectoral dominé par la situation économique, le débat sur la santé publique et l'Europe.

LONDRES

de notre correspondant

L'exercice est immuable, comme la monarchie : la souveraine lit avec application un discours écrit intégralement par son premier ministre, qui est censé donner les grandes orientations de la politique gouvernementale jusqu'à la fin de la session parlementaire. M. John Major, pour qui c'était une première, s'est livré à cet exercice à un moment où sa popularité reste forte dans l'opinion et dans les rangs du Parti conservateur. Mais les perspectives électorales ne sont guère prometteuses pour les Tories, devancés en moyenne de six points, dans les sondages, par le Parti travailliste.

« Sur le chemin de la reprise »

L'atmosphère du débat qui a suivi, aux Communes, le discours de la souveraine a illustré la tonalité de la campagne électorale à venir, dont les thèmes sont maintenant connus : l'économie, avec une reprise incertaine, le débat sur la privatisation du Service national de santé (NHS) et les retombées du sommet européen de Maastricht.

M. Major est dans une position inconfortable puisqu'il lui faut, à la fois, convaincre une partie de l'électorat que la page Thatcher est définitivement tournée et rappeler qu'il est aussi l'héritier des grands principes libéraux de onze années de thatcherisme. C'est pourquoi les dispositions visant à remplacer l'impopulaire poll tax par la council tax figurent en priorité parmi les quelques douze projets de loi annoncés dans le discours du trône. Cet « impôt par tête », que M. Thatcher avait voulu identifier pour tout adulte afin de « responsabiliser » ses concitoyens et dont l'introduction a précipité son départ du pouvoir, sera remplacé, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1993, par une simple taxe d'habitation.

Mais la poll tax, même allégée, n'est pas complètement écartée puisque les contribuables devront la payer avant le prochain scrutin. Or rien n'indique que la situation financière des Britanniques se sera améliorée avant cette échéance. Le

chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a souligné, jeudi soir, la nécessité de faire preuve de prudence dans la gestion de l'économie, même s'il croit que celle-ci est « sur le chemin de la reprise ». Les dépenses de l'Etat ayant augmenté bien au-delà des objectifs que s'était fixés le gouvernement, une réduction des impôts et de certaines taxes – espérée par les stratèges du Parti conservateur – est exclue, et une nouvelle baisse des taux d'intérêt semble improbable.

Marqués d'une forte empreinte électorale, les projets du gouvernement restent, dans l'ensemble, peu dépensiers, qu'il s'agisse du renforcement des mesures pour lutter contre l'immigration clandestine, les mutineries dans les prisons ou les vols de voitures, ou de la mise en place – mais sans aucun texte de loi dans l'immédiat de cette fameuse « charte des citoyens », qui constitue l'armature du programme électoral du Parti conservateur et dont plusieurs dispositions concernent l'amélioration des services publics, la santé et l'éducation. Le gouvernement ne parvenant pas à convaincre l'opinion que le Parti conservateur n'a aucune intention de privatiser le NHS, M. Major s'est engagé, pour l'avenir, à augmenter chaque année les crédits consacrés à la santé.

LAURENT ZECCHINI

## La visite de M. Major à Bonn est ajournée

Après la nouvelle de l'accident grave dont a été victime le fils de M. Helmut Kohl, le premier ministre britannique, M. John Major, a ajourné la visite qu'il devait effectuer à Bonn, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, pour aborder, avec son homologue allemand, le dossier de l'avenir de l'Europe communautaire.

Le fils du chancelier, M. Peter Kohl, vingt-six ans, a été victime d'un grave accident de la route en Italie, près de Rovigo (Vénétie). Il se trouvait jeudi soir au service de réanimation de l'hôpital San Gerardo de Monza.

La rencontre germano-britannique, qui n'est que reportée, se présentait sous les meilleurs auspices. La presse britannique avait évoqué avec insistance, ces derniers jours, le climat très positif qui devait l'entourer en soulignant que la voie de l'union économique s'était éclaircie depuis la présentation par les Pays-Bas d'un projet de traité sur l'union économique et monétaire (le Monde du 30 octobre) suffisamment « ouvert » pour satisfaire Londres.

**Vous connaissez beaucoup de modèles disponibles en 30 minutes, options comprises ?**



**PEUGEOT ASSISTANCE**  
sur place en moins de 30 minutes.

24 heures sur 24, 7 jours sur 7, où que vous soyez en France, les hommes de Peugeot Assistance répondent à votre appel et sont sur place en moins de 30 minutes, pour vous permettre en priorité de repartir au volant de votre véhicule. **NEVERT 05.44.24.24**  
Ils sont bien sûr au service de tous les automobilistes.

**PEUGEOT et son réseau, priorité au service.**

هنا من الجمل



# LA CONFÉRENCE

## Les interventions des chefs de délégations

### M. Shamir : « La nature du conflit n'est pas territoriale »

Voici les principaux points du discours prononcé jeudi 31 octobre par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, devant la conférence de paix (traduction officielle en français) :

— Au nom de l'Histoire et la Bible : « Ce n'est pas l'holocauste qui a amené la communauté internationale à reconnaître notre juste revendication à la terre d'Israël. En fait la reconnaissance de l'Etat d'Israël, aussitôt après l'holocauste, a fait oublier que nous sommes le seul peuple à avoir vécu sur cette terre sans interruption depuis près de quatre mille ans (...) à avoir exercé une souveraineté indépendante (...) à avoir consacré Jérusalem comme capitale (...) le seul peuple dont les Lieux saints ne se trouvent que sur la terre d'Israël (...) Pour les autres, ce n'était pas une terre attractive. Personne n'en a voulu. »

— Pour parler de la nature du conflit : « Nous avons toujours pensé que les négociations directes, bilatérales, peuvent conduire à la paix. Nous avons accepté de faire précéder de telles négociations par cette réunion solennelle, mais nous espérons que l'acceptation par les

pays arabes de négociations directes et bilatérales indique la prise de conscience qu'il n'y a pas d'autre voie (...) Au Moyen-Orient, cela revêt une signification toute particulière, parce que de tels pourparlers impliquent la reconnaissance mutuelle de l'origine même du conflit : le refus arabe de reconnaître la légitimité de l'Etat d'Israël. »

— Autonomie palestinienne : « Les négociations multilatérales qui doivent accompagner les négociations bilatérales font partie intégrante de ce processus (...) Nous concevons que le but des négociations bilatérales est de signer des traités entre Israël et ses voisins ainsi que de parvenir à un accord portant sur des arrangements intermédiaires d'auto-gouvernement avec les Arabes palestiniens. »

— Plus de Djabat et de charte de l'OLP : « J'appelle les dirigeants arabes, ceux qui sont ici et ceux qui n'y sont pas encore, à rejoindre le processus : montrez-nous et au monde que vous acceptez l'existence d'Israël (...) comme entité permanente dans la région (...) Nous vous appelons à renoncer au Djabat contre Israël (...) à dénoncer la charte de l'OLP qui appelle à la destruction d'Israël (...) à condamner les déclarations exhortant à l'annihilation d'Israël (...) à laisser sortir les juifs dé-

tant quitter votre pays. Nous adressons un appel aux Arabes palestiniens : renoncez à la violence et au terrorisme (...) cessez d'exposer vos enfants au danger en les envoyant jeter des bombes et des pierres sur des soldats et des civils. »

— Une occasion déjà manquée : « Par-dessus tout, nous espérons que vous (Palestiniens) réalisiez finalement que vous auriez pu être prisonniers de cette table depuis longtemps, aussi après la conclusion des accords de camp David, si vous aviez choisi le dialogue à la place de la violence, la coexistence à la place du terrorisme. »

— La question des territoires et l'impasse : « Nous savons que nos partenaires aux négociations vont formuler des exigences territoriales à l'égard d'Israël. Cependant, telle que nous la voyons, la question de la longue histoire du conflit, sa nature n'est pas territoriale. Ce conflit faisait rage bien avant qu'Israël ait acquis la Judée, la Samarie (Cisjordanie), Gaza et le Golan dans une guerre défensive. Il n'y avait pas l'ombre d'une reconnaissance d'Israël avant la guerre de 1967 (...) Il sera regrettable que les négociations se fassent en premier lieu et exclusivement sur la question territoriale. C'est la voie la plus rapide qui

conduirait à une impasse. Ce dont nous avons besoin en premier lieu et avant tout c'est d'instaurer la confiance, d'éclaircir le danger d'une confrontation et de développer les relations dans autant de domaines que possible. »

— Une réponse maintenant : « Nous concevons que le meilleur cadre pour les pourparlers se trouve dans notre région (...) à venir en Israël pour le premier tour de négociations. De notre côté, nous sommes prêts à nous rendre en Jordanie, au Liban, et en Syrie pour le même objectif. Il n'y a pas de meilleur moyen de faire la paix (...) Renoncez à de tels pourparlers, nous serons prêts à renoncer à nos négociations. L'accueillement avec plaisir d'une réponse positive de ces Etats, ici même, maintenant. »

— La paix immédiate : « Décisions de quitter ce lieu avec une détermination commune que nous puissions avoir une réponse unique pour la négociation, la bonne volonté et la tolérance mutuelle. Déclarons ici même et maintenant la fin de la guerre, de la belligérance et de l'hostilité. Marchons ensemble de l'avant vers la réconciliation et la paix. »

### La querelle sur le lieu des conversations bilatérales tourne à l'épreuve de force

Tout d'abord feutrée, la querelle sur le lieu où doivent se dérouler - après la première séance qui s'ouvrira dimanche à Madrid - les conversations bilatérales entre Israël, d'une part, et ses voisins arabes d'autre part, tourne à l'épreuve de force. Ce premier affrontement, qui paraît d'abord anodin au regard des enjeux, recouvre, en fait, une querelle de fond sur la nature de ces négociations bilatérales : les Arabes souhaitent qu'elles se déroulent dans le cadre de la conférence, alors que les Israéliens exigent un face-à-face exclusif. La vieille querelle entre conférence internationale et négociations directes.

MADRID

de nos envoyés spéciaux  
« Nous avons toujours pensé que seules des négociations directes et bilatérales peuvent conduire à la paix », a aussi réaffirmé dans son discours le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. « Nous avons accepté de faire précéder de telles négociations par cette réunion solennelle, mais nous espérons que l'acceptation par les pays arabes de négociations directes et bilatérales indique la prise de conscience qu'il n'y a pas d'autre voie pour la paix », a-t-il encore dit. « Le processus de paix forme un tout et nous n'avons pas évoqué une division de ce processus avec les Américains, lui a, en quelque sorte, répliqué M. Farouk El Charah, ministre syrien des affaires étrangères, qui, dans son discours, avait parlé de « la conférence au lieu de ses camélias ». « Nous sommes convenus avec les Américains que les négociations de paix se dérouleront en un lieu unique à Madrid », a donc séchement

déclaré M. Charah. Sur ce point, la Syrie peut compter sur le soutien des autres participants arabes, qui, en tout état de cause, refusent que ces pourparlers se déroulent au Moyen-Orient et encore moins en Israël : comme le propose M. Shamir. « Pourquoi devons-nous approuver tout ce que pense ou veut Israël ? s'est ainsi exclamé M. Abou Jaber, le chef de la diplomatie jordanienne. Cela perturberait toute la dynamique de la conférence. Nous pensons que Madrid est un bon choix » et ne saurait y avoir de négociations bilatérales en Israël aussi longtemps qu'Israël occupera des territoires palestiniens et arabes », a déclaré, pour sa part, M. Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne.

#### Interruption des travaux ?

Vendredi matin, alors que s'achevait la séance inaugurale de ces premiers et historiques pourparlers israélo-arabes, la question était loin d'être réglée et, de bonne source, on laissait entendre que ce différend pourrait donner lieu à une première interruption de quelques semaines. M. Shamir n'entendait pas, pour des raisons de politique intérieure, céder facilement sur ce point. Motivé par le souci de regagner Israël avant le sabbat, le départ dans la matinée du premier ministre israélien s'expliquerait aussi par sa volonté de bien séparer les deux phases du processus. Les négociations bilatérales seront, en effet, dirigées par des experts. La délégation israélienne devrait désormais se réduire à une dizaine de personnes.

L'avis sur cette querelle qui vient après les multiples obstacles qu'il a dû surmonter pendant huit mois, le secrétaire d'Etat américain, James Baker, a menacé de trancher lui-même la question, précisant à l'adresse des protagonistes, en l'occurrence essentiellement Israéliens et Syriens, que celui qui voulait prendre la responsabilité de partir le fassé.

### M. Kamel Abou Jaber : « Echange des territoires contre la paix »

Voici les principaux points de l'intervention du ministre jordanien des affaires étrangères, M. Kamel Abou Jaber :

— « La paix que nous cherchons doit être basée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité (des Nations unies). L'objectif est une paix véritable (...) La résolution 242 est (...) fondée sur le principe de l'indivisibilité de l'acquisition des territoires par la guerre et celui de l'échange des territoires contre la paix. »

— « La souveraineté arabe doit être rétablie dans la Jérusalem arabe (Jérusalem-Est). Dans le cadre de la paix, Jérusalem doit rester l'esence et le symbole de la paix entre les fidèles des trois grandes religions monothéistes. »

— « Les colonies de peuplement illégales doivent être démantées (...) La question des réfugiés palestiniens et celle des personnes déplacées doivent

être réglées conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies. Le peuple palestinien doit être autorisé à exercer son droit à l'autodétermination sur sa terre ancestrale (...) La Jordanie n'a jamais été la Palestine et ne le sera pas. »

— « Le retrait du Liban et l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU est également un préalable à l'établissement de la paix dans la région. »

— « La paix que nous cherchons est une paix permanente, juste et globale (...) qui doit signifier la sécurité pour tous (...) parce qu'elle est fondée sur la justice et l'honneur. »

— « Nous espérons que cette conférence de paix conduira à la solution de tous les problèmes pour aboutir non seulement au retrait des forces israéliennes des territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, mais également à la délimitation des frontières permanentes d'Israël. » (AFP)

### M. Haïder Abdel Chafi : « Un Etat sur tous les territoires occupés en 1967 »

Voici les principaux points de l'allocation du chef de la délégation palestinienne, M. Haïder Abdel Chafi :

— « Vivre côte à côte : « Notre patrie n'a jamais cessé d'exister dans nos esprits et dans nos cœurs, mais elle doit exister en tant qu'Etat sur tous les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967, avec Jérusalem pour capitale, dans le contexte du statut spécial de cette ville et de son caractère non exclusif (...) Au nom du peuple palestinien, nous souhaitons nous adresser directement au peuple israélien (...) nous sommes prêts à vivre côte à côte sur la terre et dans la promesse de l'avenir. »

— Acceptation d'un statut transitoire : « Cet Etat devrait être créé aujourd'hui plutôt que demain. Cependant nous sommes prêts à accepter la proposition d'une étape transitoire, pour autant que les arrangements intermédiaires ne se transforment pas en statut permanent. »

— Les négociations bilatérales sur le retrait des forces israéliennes, la dissolution de l'administration israélienne et le transfert de l'autorité au peuple palestinien ne peuvent pas avoir lieu sous la coercition et la menace. »

— Arrêt de la colonisation : « Israël doit prouver sa disposition à négocier de bonne foi en cessant

immédiatement toute activité de colonisation et de confiscation des terres tout en appliquant des mesures pour créer la confiance. »

— Ne pas oublier les réfugiés et l'OLP : « Une invitation à discuter de paix, la paix que nous désirons tous et dont nous avons besoin, n'est adressée qu'à une partie de notre peuple. Nous venons ici arrachés à nos sœurs et nos frères en exil, et nous nous présentons devant vous comme les Palestiniens sous occupation, bien que nous maintenions que chacun d'entre nous représente les droits et les intérêts de l'ensemble (...) Les réfugiés de 1967 ont le droit de revenir (...) On nous a dénié le droit de proclamer publiquement notre allégeance à notre direction et notre système de gouvernement, mais l'allégeance et la loyauté ne peuvent pas être censurées. »

— La Jérusalem palestinienne : « Jérusalem, la cité de la paix, a été exclue d'une conférence de paix (...) La Jérusalem palestinienne est la capitale de notre patrie et de notre futur Etat, définitivement existante, palestinienne - passée, présente et à venir - mais on lui a refusé une voix et une identité (...) L'annexion de Jérusalem par Israël demeure à la fois manifestement illégale aux yeux de la communauté mondiale et un affront à la paix que cette ville mérite. » (AFP)

### M. Farouk El Charah : « Application des résolutions de l'ONU sans marchandages »

Voici les principaux extraits du discours du ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk El Charah :

— « Si la politique israélienne n'avait pas été colonialiste, les Palestiniens souffriraient de l'occupation israélienne depuis 1967 n'auraient pas été privés de tous leurs droits fondamentaux, dont le principal est le droit à l'autodétermination (...) Le refus de reconnaître [ce droit] conduira ce peuple à croire que le recours à la violence est le seul moyen valable d'obtenir ce droit. »

— « La paix et l'occupation de la terre des autres sont incompatibles. Pour que la paix soit stable et durable, elle doit englober toutes les parties du conflit sur tous les fronts. L'évolution de la situation dans notre région le prouve. Israël a profité de la signature de la paix avec l'Egypte en 1979 pour annexer Jérusalem en 1980, le Golan en 1981 et envahir le Liban en 1982 (...) »

— « Les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, sur la base desquelles cette conférence de paix s'est réunie, ont été adoptées comme des compromis entre les membres permanents du Conseil de sécurité. Comme chacun le sait, la majorité de ces derniers éprouve de la sympathie pour Israël depuis sa création. L'application de ces deux résolutions ne doit donc pas faire l'objet de nouveaux marchandages au cours des négociations bilatérales. »

— « Cela signifie que chaque pouce de terre arabe occupée par les Isra-

éliens par la guerre et la force - le Golan, la Cisjordanie, Jérusalem et la bande de Gaza - doit retourner tout entier à ses propriétaires légitimes. L'opinion publique internationale est plus consciente que jamais - surtout depuis la guerre du Golfe - que l'on ne peut pas accepter deux poids deux mesures à notre époque, que les principes du droit international, pas la loi de la jungle, doivent être respectés, et que les résolutions des Nations unies, pas la force brute, doivent être appliquées. » (AFP, Reuters)

#### M. Farès Boueiz : « Appliquer la résolution 425 »

Pour sa part, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, a notamment déclaré :

— « Le gouvernement libanais (...) veut vous assurer qu'il n'ignorera aucun effort pour voir la résolution 425 (sur le retrait des troupes israéliennes du Liban) appliquée, quelle que soit l'évolution de cette conférence et quels qu'en puissent être les résultats (...) »

— « Le Liban met en garde contre toute tentative de résoudre le problème palestinien en installant des Palestiniens sur une partie de son territoire où une nombreuse population vit dans une équilibre délicat et sensible (...) » (AFP, Reuters)

#### Trêve en Cisjordanie ?

### Des rameaux d'olivier brandis en signe de paix

JERUSALEM

de notre correspondant

Si l'objectif des orateurs à Madrid était de prononcer des discours qui soient le fidèle reflet des aspirations, des sentiments profonds - et des ressentiments - de leur peuple, il semble que l'Israélien Itzhak Shamir et le Palestinien Haïder Abdel Chafi ont remarquablement accompli leur mission.

Certain, dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, une certaine confusion continue de régner. Les mots d'ordre de grève lancés par les organisations hostiles à la conférence de Madrid (les islamistes de Hama et le gauche du refus) sont respectés par les commerçants. Et, dans la bande de Gaza, des affrontements entre adversaires et partisans de cette conférence ont déjà fait des dizaines de blessés. Il n'empêche que le discours du docteur Abdel Chafi fait l'objet de louanges dans tous les camps.

#### Quasi-unanimité des Israéliens

Ce discours a d'ailleurs été salué par des manifestations, des défilés et des cortèges dans plusieurs localités, en particulier à Ramallah, une ville de Cisjordanie souvent considérée comme l'un des fiefs des « durs » de l'Intifada. Or, jeudi après-midi, ce n'est pas des pierres mais des rameaux d'olivier que des centaines de jeunes Palestiniens sont descendus dans les rues de Ramallah à l'appel des mouvements proches du Fath. Et, spectacle tout à fait inédit, ces rameaux d'olivier ont été parfois offerts aux soldats Israéliens

chargés du maintien de l'ordre. Ces seras tendent-ils au début d'une ère nouvelle ? Cela dépendra, bien sûr, de l'évolution des négociations.

En Israël, ce qui est inédit - et tout aussi fragile - c'est le soutien quasi unanime dont fait l'objet le premier ministre, M. Itzhak Shamir. A quelques exceptions près, son discours à Madrid n'a rencontré que des échos favorables, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Le numéro deux de l'opposition travailliste, M. Itzhak Rabin, a parfaitement expliqué pourquoi : « Les parties de ce discours sur les droits historiques du peuple juif, sur le refus arabe et sa volonté de nous supprimer et sur notre profond désir de paix expriment des conceptions que nous partageons tous. » Pour le reste, chacun a compris ce discours - extrêmement hébété - à sa manière. A l'extrême gauche, le député Yossi Sarid s'est félicité de ne pas avoir entendu les mots « implantations » et « grand Israël ». Et à la cru percevoir certaines allusions à un possible compromis territorial. Mais, à droite, le ministre Youval Neeman a entendu, lui, dans le même discours, une déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël. A chacun sa vérité.

Le mot de la fin revient sans doute à M. Shamir lui-même, qui a déclaré à Madrid et qui a déclaré : « Il n'y a parfois aucun rapport entre les discours et ce qui se passe ensuite autour de la table des négociations. » M. Shamir parlait, il est vrai, des discours prononcés par les chefs de délégation arabes. (Intérim.)

### Le discours rentré de M. Arafat

Suite de la première page

A son avis, la prestation de M. Itzhak Shamir « était Mr. No, No, No » n'aurait rien de bon. C'est dans son fauteuil, l'air sombre, M. Arafat, le grand absent de la conférence de Madrid, démonte argument par argument le discours écopé et passé de mode du premier ministre israélien. Il lui reproche ainsi d'avoir réassumé de « vieux slogans » et de « vieux rêves ». Il en donne pour preuve son « incroyable » entêtement à vouloir faire de Jérusalem la capitale du seul Etat hébreu.

Le chef de l'OLP dénonce la « sottise » du slogan « la paix contre la paix », lancé par M. Shamir, alors qu'il est entendant à l'initiative du président américain que ce qui est aujourd'hui en jeu, c'est « la terre contre la paix ». Le premier ministre israélien a-t-il jugé que la non-reconnaissance d'Israël par ses voisins arabes est au cœur du débat ? M. Arafat s'empare de l'argument et le tourne à son avantage. Il ignore complètement les résolutions de l'ONU, qui prévoient l'existence de deux Etats, l'un juif - et non pas sioniste - l'autre palestinien. Il l'a dit en 1988 à Genève devant l'Assemblée générale des Nations unies.

M. Arafat s'en prend alors aux pays occidentaux, les accusant d'avoir trop gâté leur « vilain bébé ». La formule lui plaît : il la répète plusieurs fois en cours d'intervention. « C'est vous, l'Europe, qui avez été derrière la création d'Israël, il y a quarante-trois ans, lance-t-il. Voyez comme ils vous en ont aujourd'hui reconnaissants ! En vous tenant à l'écart du processus de paix, ils vous humilient. »

Si Israël se montre intransigent, c'est à cause de vous, Occidentaux, assure-t-il. « Citez-moi un seul exemple dans l'Histoire, où, à la veille d'une négociation, une partie a eu le droit de s'agiter dans le choix des membres de la délégation adverse ? Regardez ce qui vient de se passer lors de la conférence de paix sur le Cambodge. »

C'est un fait : les Khmers rouges étaient là, et bien là, autour du tapis vert. M. Arafat vient ainsi, au fil de ses propos, à critiquer l'incohérence des autorités israéliennes, « qui ne veulent pas de mot à la table des négociations, mais me demandent d'en accepter, voire d'en garantir, les résultats ». Pour autant, il se garde bien de claquer la porte au nez de ses adversaires. « On veut arriver à la paix, affirme-t-il. C'est la dernière chance qu'il offre à nous. Il faut tr-



Yasser Arafat

voilà dur pour ne pas laisser M. Shamir la débiter.

Pour M. Arafat, qui se défend d'être un langage d'amateur, le plus petit geste de bonne volonté que l'on serait en droit d'attendre de M. Shamir serait qu'il « mette fin » aux « implantations illégales » de colonies juives dans les territoires occupés et rende à leurs habitants la vie quotidienne moins insupportable. Le chef de l'OLP en appelle, une fois encore, à la communauté internationale pour qu'elle exerce sur l'Etat hébreu « des pressions politiques, économiques et morales ». Si, en définitive, la paix n'est pas au bout du chemin, « alors, avertit M. Arafat, vous, Occidentaux, vous paierez le prix de la complète confusion » qui en découlera, et dont les « groupes fanatiques » profiteront pour passer à l'action. Pas question, cependant, de renoncer à l'Intifada, qui, selon lui, n'a déjà coûté la vie à 2000 Palestiniens : la révolution des pierres « continuera jusqu'à ce que cesse la présence israélienne dans les territoires occupés. »

« Au moment où, des pays Baltes à la Micronésie, les Etats se voient reconnaître la pleine indépendance, M. Arafat constate avec amertume que les puissants de ce monde n'agissent, pour la Palestine, que la perspective peu enthousiasmante d'un gouvernement intérimaire : « C'est complètement injuste après quarante-trois ans d'attente », dit-il. Et de se demander combien de temps va encore durer cette « tragédie ». « Vous rendez-vous compte, insiste, non sans émotion, le chef de l'OLP, ce que ça signifie concrètement d'avoir perdu sa terre, d'être un réfugié qui traîne des problèmes, de la naissance jusqu'à la mort ? »

JACQUES DE BARRIN







هذا هو الحق

## DIPLOMATIE

La fin de la visite du président soviétique à Latche

### M. Mitterrand et M. Gorbatchev ont fait assaut d'amabilités...

M. Gorbatchev est rentré jeudi 31 octobre en fin d'après-midi à Moscou, après avoir passé la nuit précédente à Latche, dans la «bergerie» landaise de M. Mitterrand. Au cours d'une conférence de presse aux côtés de M. Gorbatchev, le président français a affirmé que la France n'avait pas «intérêt» à un «épargnement» des responsabilités en URSS en matière d'armes nucléaires (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> novembre).

#### SOUSTONS

de notre envoyé spécial

Tandis que M. Gorbatchev s'apprête à remonter en voiture, jeudi en fin de matinée, M. Mitterrand s'approche des journalistes, l'air de rien, et fait observer en souriant que l'on en fait décidément trop sur la petite phrase contenue dans l'édition française du livre du président soviétique *Le Putsch*. Mais lorsqu'on lui demande s'il ne trouve pas tout cela un peu étrange, M. Mitterrand acquiesce : «C'est bizarre, en effet».

Même s'il se dit «indifférent» à cet incident, le président français est visiblement mécontent que celui-ci ait fait un peu oublier l'élément principal, à ses yeux, de la visite de M. Gorbatchev dans

les Landes : la cordialité de ses rapports avec le dirigeant soviétique.

On sait que, dans la version française de son livre, M. Gorbatchev exprime le «regret» que M. Mitterrand ne l'ait pas appelé à Foros, en Crimée, lorsqu'il a recouvré la liberté après l'échec du putsch. Curieusement, il n'est pas fait mention de ce regret, mais d'un autre, dans l'édition anglaise. M. Gorbatchev y déplore de ne pas avoir pu joindre sa mère au téléphone...

Le texte russe, qui vient d'être mis en vente à Moscou à cinquante mille exemplaires, contient bien l'expression de ce regret, mais la formulation est ambiguë. «Le président Mitterrand devait me téléphoner. Cela n'a pu se faire. Je le regrette encore aujourd'hui». On peut comprendre aussi bien que M. Gorbatchev s'attriste que la communication n'ait pu être établie ou qu'elle n'ait pas été tentée...

L'éditeur français de l'ouvrage, Olivier Orban, a en tout cas apporté une précision intéressante. C'est un conseiller diplomatique de M. Gorbatchev qui est allé spécialement à Londres demander à l'éditeur britannique d'enlever le passage qui pouvait gêner M. Mitterrand. Mais ce dernier, maître d'œuvre de la publication à l'étranger, puisque détenteur des droits, a omis d'informer son collègue français.

Il semble donc qu'on ait enfin la clé de ce curieux épisode. M. Gor-

batchev a bien déploré n'avoir pu parler à M. Mitterrand immédiatement après l'échec du putsch, mais il s'est ravisé, peut-être mis en garde par son entourage sur les risques d'un accrochage avec Paris. Il y a eu ensuite une nouvelle panne de communication, entre Londres et Paris cette fois.

On peut donc mettre au compte de la politesse diplomatique, et des pieux mensonges qu'elle nécessite à l'occasion, le démenti indigné de M. Gorbatchev lors de sa conférence de presse commune avec M. Mitterrand, jeudi matin à Soustons. Le président soviétique y répète, comme il l'avait fait la veille sur Antenne 2, qu'il n'a jamais exprimé lui-même un tel «regret».

#### La nécessité

d'un pouvoir central en URSS

Au cours de leur conférence de presse commune à Soustons, la localité la plus proche de Latche, les deux dirigeants ont fait assaut d'amabilités pour dire tout le bien qu'ils pensaient l'un de l'autre et tout le plaisir qu'ils avaient eu à se rencontrer dans un cadre aussi champêtre. M. Gorbatchev avait été réveillé par le chant d'un coq, ce qui lui rappelait son enfance campagnarde.

L'un et l'autre ont insisté sur la nécessité de maintenir un pouvoir central en Union soviétique, même si M. Mitterrand parle désormais plus volontiers de l'«Union», sans

autre qualificatif. «La France n'a pas intérêt à un épargnement» des responsabilités entre les Républiques ou ce qui concerne les armes nucléaires, a affirmé M. Mitterrand. C'est ce que le président français dira à M. Eltsine lorsqu'il le recevra fin janvier à Paris. M. Gorbatchev a longuement insisté sur la nécessité de maintenir une défense unique et un espace économique commun, ne serait-ce que parce que soixante-quinze millions de Soviétiques d'habitat pas dans la République dont ils ont la nationalité.

A propos de la conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient, M. Gorbatchev a rappelé qu'il avait eu, avec M. Mitterrand, un projet différent qui comportait la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, mais qu'il fallait tenir compte des réalités. «La glace est déjà rompue. Espérons qu'elle pourra être brisée complètement», a-t-il ajouté.

Les deux dirigeants ont enfin parlé en termes sensiblement différents de la crise yougoslave. M. Gorbatchev estimant «superficiel et irresponsable» de dire que la Yougoslavie n'existe plus, alors que M. Mitterrand évoquait, à condition qu'elle soit sanctionnée par la communauté internationale, la possibilité de l'accès à l'indépendance de certaines Républiques yougoslaves.

DOMINIQUE DHOMBRES

## ASIE

AFGHANISTAN : alors que l'offensive d'automne des moudjahidins s'enlise

### Une délégation de la résistance islamique est attendue à Moscou

La grande offensive militaire d'automne des groupes islamistes afghans s'enlise. Le président Najibullah n'en est pas moins menacé de perdre par la diplomatie ce pouvoir que les armes lui ont consacré. Grande première déjà : une délégation de fondamentalistes est attendue, dimanche 3 novembre, à Moscou. Les principaux pays qui soutiennent encore ardemment la résistance, le Pakistan et l'Afghanistan, ont enjoint d'ouvrir un «dialogue interafghan». Leur objectif est la formation d'un gouvernement de transition qui organiserait des élections dans le cadre du plan de paix proposé le 21 mai par M. Perez de Cuellar.

Deux villes ont été la cible de vives attaques de la part des moudjahidins islamistes : Gardez, capitale du Pakist, à 100 kilomètres au sud de Kaboul, qui a subi un très violent assaut d'une dizaine de jours début octobre ; et Jalalabad, troisième ville du pays, située sur la route stratégique reliant la capitale au Pakistan, que les résistants avaient déjà vainement tenté de faire tomber au printemps de 1989.

L'une et l'autre offensives ont été menées chacune avec une

dizaine de milliers d'hommes. Les rebelles - appartenant aux groupes les plus intransigeants - disposent d'armes lourdes fournies par l'Arabie saoudite et prises à l'armée irakienne durant la guerre du Golfe (1). Les moudjahidins, après quelques succès initiaux, ont dû desserrer l'étau, sinon battre en retraite. Pour le commandant de la garnison de Jalalabad, s'exprimant récemment devant l'envoyé spécial de l'AFP, «la ville est sauvée».

L'aviation gouvernementale a pénétré les positions rebelles ; des tirs d'artillerie très denses ont répondu aux roquettes des moudjahidins, et quelques missiles Scud ont été tirés depuis Kaboul. En attendant l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, de l'accord en vertu duquel Washington et Moscou arrêteront les fournitures d'armes à leurs protégés afghans respectifs, les forces gouvernementales se sont bien tenues.

Les objectifs, particulièrement ambitieux de Gardez et de Jalalabad avaient été ébaissés par les rebelles en fonction de visées stratégiques : ces villes sont en effet des verrous sur la route de la capitale. Gardez, de surcroît, est la ville natale de M. Najibullah, et sa chute aurait donc un impact psychologique majeur.

Selon les nouvelles ou provenance de l'Afghanistan, le gouvernement de Kaboul devrait pouvoir passer l'hiver, traditionnelle mort-saison militaire. Rien, pourtant,

n'est sûr, dans ce pays secoué depuis treize ans par la guerre civile et qui n'endure une décennie d'occupation soviétique. Sur le plan diplomatique, en effet, de grandes manœuvres sont en route. La nouvelle la plus importante est venue de New-York, début octobre : après des conversations en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le ministre des affaires étrangères d'URSS, M. Boris Paskine, a annoncé que Moscou n'insisterait plus pour faire de M. Najibullah le pivot de toute négociation. Une déclaration coïncidente qui, de toute évidence, doit beaucoup à l'échec du coup d'Etat soviétique.

#### Le sort

des prisonniers soviétiques

Dans la foulée, le premier ministre afghan, M. Fazlullah Khaloqyar (un «sans-parti», peu impliqué dans le sanglant passé du régime) a indiqué qu'une conférence pourrait avoir lieu prochainement entre la Géorgie, sous l'égide de l'ONU, avec la participation de représentants des rebelles modérés et de l'ex-roi Zahir Shah, en exil depuis 1973, à qui Kaboul vient de rendre sa nationalité. Le chef du gouvernement afghan, M. Babrak Karmal, a déclaré que M. Sibgatullah Mojaddidi, lui-même modéré, n'a pas exclu une participation à une telle réunion. Quant à M. Perez de Cuellar, qui avait lancé le 21 mai un «plan de paix en cinq points»,

il vient de rappeler sa «totale disponibilité» pour aider à mettre fin au drame afghan.

Ce qui est en jeu, désormais, c'est donc le sort de M. Najibullah. Malgré son habileté reconnue et sa propension, ces derniers temps, à multiplier les ouvertures, son destin ne tient qu'à un fil : celui qui pourra, par exemple, se nouer entre des hommes de Kaboul moins haïs que cet ancien chef de l'ex-Khad (services secrets) et certains factions des moudjahidins (y compris celles ayant le soutien de Téhéran), en vue de désigner un chef d'Etat intérimaire.

Ceux qui s'apprêtent, pour la première fois, à faire le déplacement de Moscou le 3 novembre - sous la direction du plus modéré des fondamentalistes, M. Burhanuddin Rabbani, chef du Jamiat-Islami - disposent, en tout cas, d'un moyen de pression considérable. Ils détiennent plusieurs dizaines de soldats soviétiques, de cinquante à trois cents selon les sources. Leur handicap : parmi les sept groupes islamiques installés au Pakistan, certains (et notamment le plus radical, le Hezb-i-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar) sont loin d'avoir renoncé à s'emparer du pouvoir par la force.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Paradoxalement, les groupes les plus «durs» de la résistance avaient, durant la guerre du Golfe, pris le parti de l'Irak contre les monarchies pétrolières, dont l'Arabie saoudite.

## A TRAVERS LE MONDE

### CAMBODGE

Prochaine libération de l'ancien chef du PC M. Pen Sovan

Ancien secrétaire général du PPRK (Parti populaire révolutionnaire, communiste) et ex-vice-président du Conseil d'Etat, M. Pen Sovan, inculpé en décembre 1981, devrait être prochainement libéré, a indiqué, jeudi 31 octobre, un porte-parole du ministère des affaires étrangères du Phnom-Penh. Son élargissement aura lieu dans le cadre de la libération de tous les détenus politiques, promise par le régime de Phnom-Penh après la signature de l'accord de Paris sur la paix au Cambodge (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre).

Pour la première fois, Phnom-Penh reconnaît que M. Pen Sovan - révoqué à l'instigation de Hanoi,

qui a inquiété de ses positions antiaméricaines et de ses bonnes relations avec les Soviétiques - était bien «un prisonnier politique». Ce communiste avait pourtant été formé au Vietnam, de 1954 à 1970. Après son limogeage, on avait perdu sa trace ; on l'avait dit en exil à Moscou et ses rivaux avaient affirmé à l'époque qu'il suivait un traitement psychiatrique. Après neuf ans, on apprend, enfin, que M. Pen Sovan faisait partie de ceux que le régime proutienien avait mis à l'ombre pour des motifs politiques.

### NIGER

Une centaine de morts dans des massacres tribaux

Des cultivateurs haoussa ont attaqué des éleveurs peuls désar-

més et incendié leurs habitations, tuant 98 personnes, dont 66 femmes et 13 enfants, mardi 29 et mercredi 30 octobre, à Tode, un village à 800 kilomètres à l'est de Niamey, a rapporté jeudi une source proche du gouvernement.

Ce massacre a eu lieu à la suite d'une altercation entre un paysan haoussa et un berger peul, dont le bétail mangait la récolte. A Niamey, on souligne que le drame aurait été évité, moins en raison de considérations tribales, qu'en nom de la séculaire rivalité entre «sédentaires» et «nomades». Le professeur André Salifu, président de la Conférence nationale, a été néanmoins abstenu, en évoquant l'affaire, de mentionner les ethnies en cause pour, selon cette même source, ne pas raviver la tension. M. Salifu a déclaré la journée de jeudi jour de deuil national et a dépêché une mission d'enquête. (AFP, Reuters.)

### KOWEÏT

Le dernier puits en feu sera éteint le 6 novembre

La dernière des neuf puits de pétrole encore en feu au Koweït - sur les sept cent trente-dix incendiés pendant la guerre du Golfe - sera éteint le 8 novembre, a-t-on appris, jeudi 31 octobre, de source officielle. L'émir du Koweït, Cheikh Jaber El Ahmed El Sabah, assistera à la cérémonie, plus de huit mois après la fin des combats, et la journée sera fêtée dans l'émirat.

Le Koweït produit actuellement 300 000 barils de pétrole par jour et espère atteindre les 400 000 d'ici la fin de l'année. Avant l'invasion irakienne d'août 1990, l'émirat pouvait produire quotidiennement jusqu'à 2 millions de barils. (Reuters.)

## AFRIQUE

### ZAÏRE

### L'opposition veut former un gouvernement parallèle

L'opposition zaïroise a décidé, jeudi 31 octobre, de former un gouvernement parallèle. L'Union sacrée, coalition des partis d'opposition, a demandé à M. Etienne Tshisekedi, principal adversaire politique du président Mobutu, de tenir, dès le lendemain, un conseil des ministres.

De son côté, M. Mungui Dika, le nouveau premier ministre nommé en remplacement de M. Tshisekedi, a assuré que son «gouvernement de combat» était prêt à réprimer durement toute violence, sa tâche prioritaire étant le rétablissement de l'ordre et le sauvetage de l'économie. M. Mungui Dika devait prêter serment vendredi avec son gouvernement. Au lendemain de sa formation, celui-ci avait déjà perdu au moins deux de ses ministres, qui ont fait défection «par loyauté» envers l'opposition. «Nous allons attendre

sons l'imp d'espérer», a affirmé le porte-parole du Quai d'Orsay à propos de la crise politique zaïroise. Nous allons voir comment les choses évoluent», et notamment quelle sera «l'attitude de l'Union sacrée à l'égard de ce gouvernement».

L'Union sacrée a demandé à la France et à la Belgique «de maintenir et de renforcer» leur présence militaire au Zaïre, «pour protéger le peuple zaïrois sans défense contre la menace imminente de génocide». Les derniers soldats français qui restaient à Kinshasa après l'intervention de fin de septembre ont quitté le pays jeudi. Le même jour, la Belgique annonçait - sans préciser de date - le départ «dans les meilleurs délais» des 750 paras-commandos encore présents dans son ancienne colonie. (AFP, Reuters.)

ALGÉRIE : une réunion perturbée à Alger

### Pluie de pierres sur le FLN

Des centaines de jeunes gens ont perturbé, à Bourouba, quartier populaire de la banlieue d'Alger, un rassemblement du Front de libération nationale (FLN), organisé, jeudi 31 octobre, à la veille de la date anniversaire du déclenchement de l'insurrection de 1954.

#### ALGER

de notre correspondant

M. Mouloud Hamrouche, ex-ministre, l'ancien premier ministre, a été assailli, tout à la fois, le jour de son parti et le lendemain, par des milliers de jeunes gens qui vivaient le pays s'il lui fait confiance. Les quelques cinquante personnes venues l'écouter étaient, il est vrai, tout disposées à commémorer dans les mêmes certitudes, soulignées de pouvoir, pour une fois, faire face ensemble aux critiques qui montent de toutes parts contre le FLN.

Mais Bourouba ne l'attendait pas de la même oreille. Les chaises plantées sur la commune constituant un fief du Front islamique du salut (FIS), durant l'état de siège, chaque nuit, ou presque, la police y a affronté les jeunes qui refusaient de respecter le couvre-feu. Il y eut des morts, cinq mois plus tard, ne sont pas oubliés. Alors

que, dans la salle, devant un parterre où les anciens combattants n'étaient pas les moins nombreux, M. Hamrouche tentait de réviser ses partisans, dehors, à quelques mètres du meeting, les gaminas de Bourouba se massaient.

Rapidement, les premiers cris ont fusé, exigeant en quelques formules insolentes le départ du président Chadli ou la libération de MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, toujours emprisonnés. Puis sont tombées les premières pierres. Bientôt anarchoïdes, des centaines de gamins, dont beaucoup n'avaient pas plus de dix ans, ont entrepris de bombarder la salle de réunion dont toutes les vitres ont volé en éclats. Ordinairement, M. Hamrouche a continué son discours, sous la maladroite protection d'un service d'ordre embarrassé par l'âge des assaillants.

Une heure plus tard, les brigades antiémeutes arrivaient pour dégager le terrain à l'aide de leurs grenades lacrymogènes. M. Hamrouche est alors descendu de la tribune et, sous les vivats de ses partisans, a regagné sa voiture. En l'espace de deux heures, Bourouba venait de se projeter quelques mois en arrière, prouvant, à l'en croire, que rien du passé ne s'était changé. Censé un mois début la campagne électorale. Elle sera chaude.

GEORGES MARION

## EN BREF

COLOMBIE : reprise des négociations de paix entre le gouvernement et la guérilla. - Interrompu le 30 septembre dernier à la suite d'un attentat qui n'a fait sept morts, le dialogue entre les rebelles de la Coordination Simon Bolivar et le gouvernement colombien a repris jeudi 31 octobre à Caracas (Venezuela), quatre jours après la tenue d'élections législatives (le Monde du 29 octobre). La question d'un cessez-le-feu est le premier point à l'ordre du jour de ces négociations, qui devraient durer jusqu'au 10 novembre. - (AFP.)

CONGO : un ancien ministre condamné à quinze ans de travaux forcés. - L'ancien ministre des finances Lekoodzou Itibi Oso-tumba, accusé par le gouvernement d'avoir détourné en 1987 un prêt public de 260 millions de francs accordé au Congo par la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), a été condamné, jeudi 31 octobre, à quinze ans de travaux forcés et à une amende de 253 millions de francs. - (AFP.)

NIGÉRIA : détention à perpétuité pour les derniers conjurés du coup d'Etat de 1990. - Les huit princes de morts prononcées à l'encontre des conjurés du coup d'Etat d'avril 1990 (le Monde du 27-28 octobre) ont été commués en condamnations à la détention perpétuelle, a annoncé jeudi 31 octobre le porte-parole du gouvernement, qui mentionne encore trois peines de prison à vie raménées à dix ans de détention et un acquittement. - (AFP.)

PHILIPPINES : le fils de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos est rentré à Manille. - Le fils de l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, M. Ferdinand Marcos Jr., surnommé «Bongbong», a regagné Manille jeudi 31 octobre, après six ans d'exil. M. Marcos Jr., qui fait l'objet de poursuites pour corruption et fraude fiscale, a déclaré qu'il était rentré pour enterrer son père et accueillir sa mère, Imelda, attendue à Manille lundi prochain. - (Reuters.)

SALVADOR : nouveaux affrontements entre la guérilla et l'armée. - Au moins six personnes ont été tuées et onze autres blessées ces derniers jours lors de divers affrontements entre l'armée et la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui intensifie ses actions de sabotage dans tout le pays, ont annoncé jeudi 31 octobre les autorités militaires. Les derniers pourparlers de paix entre le gouvernement et la guérilla n'ont toujours pas permis de progresser vers un cessez-le-feu. - (UPI.)



L'extrême droite face aux Verts

## Le Front national tente d'apparaître comme le seul parti authentiquement écologique

A l'approche des élections régionales au scrutin proportionnel, le Front national se met à la percée des Verts. En 1988, l'extrême droite avait cent trente-sept élus - il lui en reste quatre-vingt dix-neuf - et les écologistes, trois. Les représentants de M. Jean-Marie Le Pen tentent de démontrer qu'ils sont les seuls vrais défenseurs de l'environnement face aux amis de M. Antoine Waechter. Alors que ses sujets traditionnels sont plutôt l'immigration et l'insécurité, le Front national organise samedi 2 novembre, dans le Var, un colloque sur l'écologie.

Tous les partis politiques jurent, le matin sur le cœur, qu'ils ne feront pas alliance avec M. Jean-Marie Le Pen. Les uns ont oublié qu'ils avaient ouvert, en 1986, les portes de l'Assemblée nationale à l'extrême droite pour déstabiliser la droite parlementaire et les autres persistent à omettre que des régions sont toujours gérées, en 1991, avec la collaboration du Front national. Dans un élan inverse, qui a de quoi amuser les intéressés, tous les élus-majors ont les yeux de Chimène pour les Verts. Le PS leur fait miroiter une réforme du mode de scrutin, le RPR leur propose de trouver « les bases d'un accord » politique. En feignant d'ignorer que les amis de M. Antoine Waechter étaient opposés à la participation de la France à la guerre du Golfe et qu'ils sont favorables au vote des étrangers, qu'ils sont contre l'énergie nucléaire et les essais du même nom, pour l'Europe des régions, contre le programme autoroutier français.

Concurrent éconduit dans la course aux alliances, le Front national se présente comme le seul parti authentiquement écologique. De même que les communistes essayaient de persuader l'opinion que l'écologie, serait socialiste ou ne serait pas. « Notre parti est bien le seul véritable défenseur de l'environnement », déclarait encore un orateur au vingt-troisième congrès en 1987, - les partisans de M. Le Pen tentent de démontrer, aussi péremptoirement, que l'écologie est « une philosophie de droite », sion d'extrême droite, en ayant recours à Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1932 et lauréat de Mussolini, quelques années plus tard. Selon M. Bruno Mégret, le Front national est « le seul mouvement qui intègre toutes les données du combat écologique ».

### Quelques extrémistes illuminés

Pour son combat à lui, le député général n'hésite pas à utiliser toutes les armes. Ainsi affirmait-il récemment dans le quotidien *Présent*, sur un mode faussement interrogatif, que les dirigeants des Verts sont « d'anciens activistes de gauche ou d'extrême gauche, à commencer par Waechter lui-même ». Mis à part un dangereux passage à la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) en 1963, M. Waechter a plus souvent côtoyé, dans sa jeunesse, les castors dans la forêt alsacienne que les trotskistes universitaires dont il n'a jamais été un ami (le *Monde* du 22 août 1987). Le porte-parole des Verts est précisément arrivé au sommet de ce mouvement en prononçant le célèbre « ni droite ni gauche ». Cette affirmation, mille fois répétée et démontrée sur le plan électoral, n'empêche pas, non plus, M. Carl Laog, secrétaire général du Front oïlonois, de déclarer les Verts comme des « écologues ».

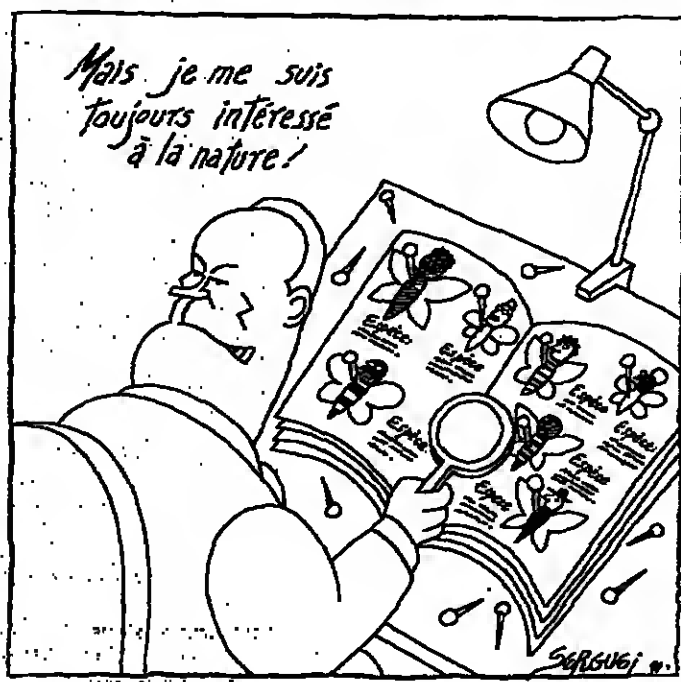
A la veille des élections européennes de juin 1989, déjà, M. Le Pen avait repris le bon mot de Franz-Josef Strauss, patron de la CSU bavaroise, qui traitait les Grünen (Verts allemands) de « pasteurs » et accusait d'être verts à l'extérieur et rouges à l'intérieur. M. Waechter lui avait rétorqué que cette formule était « aussi creuse qu'un potiron ». Puis, le président du Front national cessa ses comparaisons potagères. Et pour cause. En novembre, les Verts s'étaient abstenus de toute consigne de vote dans des élections partielles où le Front national était présent au second tour et jusqu'à la fin 1990, M. Waechter fut opportunément absent de l'hémicycle européen de Strasbourg au moment des votes successifs sur la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Le Pen.

En 1985, les Verts n'avaient-ils

pas adopté une motion appelant à « faire barrage » au Front national ? Cinq ans plus tard, le chef de file de l'extrême droite a pu croire à une réelle compréhension. L'année suivante, M. Jean Brière, dirigeant historique des Verts, a, en quelque sorte, formalisé un nouveau courant au sein du mouvement : l'écologie antisémite. Cette variété prolifère dans le Rhône et renforce quelques extrémistes illuminés sévissant sur les bords de la Méditerranée, que le mensuel *Actuel* d'octobre a baptisé « écoles fachos » et qui sont surnommés « khmers verts » dans leur propre parti. Le mois précédent, le *Choix*, mensuel d'extrême droite, avait fait sa couverture sur « les sautins et les sautons » de l'écologie et M. Brière y déclarait : « J'en ai marre d'être emmerdé à chaque fois que je parle des juifs ».

### Un engouement récent

L'engouement du Front national pour l'écologie est de facture récente. M. Le Pen a bien été membre de la commission environnement, santé publique et protection du consommateur de l'Assemblée européenne de 1987 à



A l'approche d'une nouvelle consultation à la proportionnelle, le Front national reprend sa croisade car « les Verts trahissent l'écologie », dit M. Mégret qui préfère les « innombrables associations locales ou sectorielles agissant quotidiennement lors des batailles électorales ». Est-ce parce que l'extrême droite y est mieux implantée ? M. Jean Carlier, créateur de l'écologie présidentialiste par la candidature élyséenne du professeur René Dumont en 1974, assure qu'il n'y a pas d'infiltration systématique par le Front national. L'avis de celui qui a rencontré M. Le Pen en novembre 1988 « pour connaître son argumentation » écologique - « elle n'avait pas convaincu », confie M. Carlier - n'est pas totalement partagé par certains Verts. Ils remarquent qu'un puissant regroupement associatif lutte contre le TGV, contre les autoroutes, etc) du Sud-Est provençal (région de prédilection pour l'extrême droite) n'est pas affilié au Front national, mais qu'il est affilié à la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) en 1963. M. Waechter a plus souvent côtoyé, dans sa jeunesse, les castors dans la forêt alsacienne que les trotskistes universitaires dont il n'a jamais été un ami (le *Monde* du 22 août 1987). Le porte-parole des Verts est précisément arrivé au sommet de ce mouvement en prononçant le célèbre « ni droite ni gauche ». Cette affirmation, mille fois répétée et démontrée sur le plan électoral, n'empêche pas, non plus, M. Carl Laog, secrétaire général du Front oïlonois, de déclarer les Verts comme des « écologues ».

Le Front national veut se présenter aujourd'hui comme le meilleur défenseur de l'environnement. Comme les Verts, il « ratisse » les abstentionnistes, les déçus, les partisans du vote protestataire ou du vote de rejet des partis traditionnels. M. Carlier parle des « faux semblants écologiques de l'extrême droite » qui peuvent cohabiter à « des dérives monstrueuses, en jouant sur les mots, conserver, identité ou pureté ». Pour défendre l'écologie, il s'accorde « pas plus de crédibilité à M. Fabius qu'à M. Le Pen ».

L'opportunisme n'est sûrement pas absent de cette « marche verte » des formations politiques. Le parti d'extrême droite, en ce qui le concerne, possède un cercle national pour la défense de la vie, de la nature et de l'animal depuis 1986 et l'écologie fournit matière à trois pages sur deux cents dans son programme politique. Pour la France « la mise en place d'une grande politique d'écologie nationale est nécessaire, est-il indiqué. Elle passe par la protection des paysages, des sites, de la forêt, du patrimoine architectural et par une

1988 - M. Bernard Antony, est actuellement suppléant - mais dans l'opuscule *Passerport pour la victoire* rédigé pour l'élection présidentielle, aucun des mots écologie, environnement, consommateur ou nature ne figurent au chapitre « Jean-Marie Le Pen de A à Z ». Il faut dire que sur la cinquantaine de propositions de loi déposées par le bureau de l'Assemblée nationale par l'extrême droite entre 1986 et 1988, aucune ne concernait ce domaine. Tout au plus, M. Jean-Pierre Revault, alors député du Rhône, avait-il posé une question écrite au gouvernement sur la flore et la faune détruites par les incendies de forêts. Le temps est venu de faire des colloques de rattrapage.

OLIVIER BIFFAUD

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

## Mme Martine Aubry veut « anticiper la reprise de la croissance »

Les députés ont commencé, jeudi 31 octobre, l'examen des crédits du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. D'un montant de 69 milliards de francs - soit une augmentation de 2 % par rapport à 1991 - ce budget bénéficiera en outre de 4,9 milliards de francs de reports de crédits non consommés en 1991. « Il faut, a dit M. Aubry, anticiper la reprise de la croissance ». Le gouvernement devrait, une nouvelle fois, se heurter à une attitude hostile de la part des députés du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du PC.

A l'heure où la lune contre le chômage revient à prospecter les « réserves » et à sonder les « gisements » d'emplois, un ministre du travail se transforme finalement en un explorateur loquace. M. Martine Aubry ne cache pas qu'elle défie le terrain pour 1992, année d'une possible embellie conjoncturelle. « Il faut, dit-elle, anticiper la reprise de la croissance, préparer la main-d'œuvre aux emplois qui seront alors disponibles ».

Ce rendez-vous, a-t-elle expliqué aux députés, le gouvernement le prépare en se fixant trois priorités. Tout d'abord « rechercher activement les emplois disponibles ». C'est le sens des deux mesures rendues publiques lors du conseil des ministres du 16 octobre : l'exonération de charges destinée à favoriser l'embauche des jeunes sans qualification et le crédit d'impôt accordé à tous les ménages employant du personnel de service. C'est dans ce même souci d'affiner la prospection qu'il a été décidé d'affecter à l'ANPE une dotation supplémentaire de 4,15 milliards permettant de recruter 335 nouveaux agents. Mais cet effort a rendu plus serrée M. Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire) qui préoccupe surtout « la cance collective » de l'ANPE. « Est-il licite par directive l'agence à prendre contact avec les entreprises ? Il y a là un vrai chantier ».

### Défense de l'emploi et formation professionnelle

Dans un deuxième temps, a souligné M. Aubry, le gouvernement va chercher à « mieux relier la formation à l'emploi ». Sans faire du « sur mesure », l'idée est de privilégier un traitement au cas par cas. Un crédit d'impôt individualisé (CIFI) sera ainsi offert fin prochain à 117 500 jeunes tandis que 400 « carrefours jeunes » seront mis en place afin d'éviter le chevauchement des compétences et de faciliter l'insertion. Pourtant les députés n'ont pas tellement commenté ce nouveau dispositif. Ils étaient bien plus loquaces sur la for-

mation professionnelle, dont chacun a rappelé que l'on était cette année le vingtième anniversaire.

M. Jean-Paul Fuchs (UDC, Haut-Rhin) a regretté la réduction de 13 % des crédits alloués à ce type de formation. « La défense de l'emploi ou pris le pas sur la formation professionnelle », a-t-il déploré en ajoutant que la France souffrait également d'un sérieux handicap dans le domaine de l'apprentissage par rapport à l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. Question sensible s'il en est : avocats traditionnels de l'apprentissage, les centristes s'étaient abstenus lors de la discussion budgétaire de 1991 car ils avaient attaché sur ce point des concessions au ministre du travail de l'époque, M. Jean-Pierre Soisson, permettant au coup à celui-ci de faire adopter son budget. M. Aubry ne bénéficiera pas, cette année, de leur faveur.

La troisième priorité mise en exergue par le gouvernement a suscité autant d'interrogations. Il s'agit du principe de « redéploiement » des crédits visant à promouvoir les dépenses dites actives (c'est-à-dire permettant la formation, l'insertion et le retour à l'emploi) au détriment des dépenses dites passives, n'ayant d'autre objet que l'indemnisation. L'allocation-inscription bénéficiant aux jeunes de seize à vingt-cinq ans et aux femmes isolées a ainsi été supprimée. Répon-

dant au souci de M. Pierre Forgas (PS, Hautes-Pyrénées) d'éviter des ruptures brutales, le ministre a indiqué qu'il n'y avait pas de « désengagement soudain de l'Etat ». « Ces mécanismes apparaissent dépassés aujourd'hui, a-t-il précisé, alors qu'a été mis en place le dispositif en direction des jeunes sans qualifications et qu'a été institué le RMI ».

Au total, deux appréciations contradictoires ont résumé l'hospitalité des députés à ce budget. L'exception bien sûr des socialistes. La première a été exprimée par M. Mugette Jacquemin (PC, Seine-Saint-Denis), qui a vu dans les mesures décrites par M. Aubry « toujours plus d'exonération de charges sociales pour le patron » alors que « les jeunes sont exaspérés par les petits boulots et les stages bidon ». Le second jugement a été formulé par M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise), pour qui le gouvernement, à travers ce budget « colmatage », « donne le sentiment d'être impuissant et d'observer la dérive des chiffres en boisson les bras ». Mais il y a toujours des « gisements » d'avis positifs insoupçonnés. La preuve, cette amabilité de M. Jean Royer (non-inscrit, Indre-et-Loire), qui a trouvé la copie de M. Aubry « insuffisamment riche en moyens mais riche en bonnes idées ».

FRÉDÉRIC BOBIN

Tempête au Palais-Bourbon

## Pour la première fois depuis Combes...

Son intrusion a pris tout le monde de court. Au beau milieu de propos experts sur l'ANPE et les ASSÉDIC, le pape a subitement enflammé les esprits, jeudi 31 octobre en fin de matinée, au Palais-Bourbon. M. Véronique Naier, secrétaire d'Etat aux droits de la femme et à la vie quotidienne, se doutait-elle qu'elle soulèverait une telle tempête lorsqu'elle dénonça, dans une intervention centrée sur les droits de la femme, l'« actuel climat idéologique » ? Elle égrana ainsi « les décisions prises dans certains pays comme les Etats-Unis qui remettent en cause les droits de la femme, les discours du pape et des évêques, les commandos anti-IVG, les propositions de l'extrême-droite au sujet des femmes, et même celles d'une partie de la droite ». Indignée, la plupart des députés de l'opposition quittèrent l'hémicycle en signe de

protestation. Ceux qui choisirent de rester crièrent à la « provocation ».

A la reprise de l'après-midi, M. Léonce Deprez (UDF, Pas-de-Calais) demanda un rappel au règlement. Lisant un texte soigneusement préparé, il regretta solennellement qu'un représentant du gouvernement français « ait pu s'en prendre aux Etats-Unis et au pape, chef de l'Eglise catholique ». « On peut s'attendre, ajouta-t-il, à des protestations des ambassades concernées ». Un peu plus tard, M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) demanda un nouveau rappel au règlement au cours duquel il se présente comme le porte-parole de ses « collègues catholiques choqués ». « C'est la première fois depuis Combes, dit-il, que l'on attaque le Saint-Père dans cette assemblée ».

F. B.

Dans les Bouches-du-Rhône

## Le secrétaire départemental du RPR est relevé de ses fonctions

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Après plusieurs mois d'hésitation, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a décidé de mettre fin aux fonctions de M. Hervé Fabre-Aubrespy, secrétaire départemental du RPR dans les Bouches-du-Rhône.

Nommé en août 1989, en remplacement de Maurice Toga, M. Fabre-Aubrespy avait été ouvertement contesté, au début de l'été dernier, par cinq personnalités du mouvement, MM. Joseph Comiti, ancien ministre, président du groupe RPR du

conseil régional, Léon Vachet, député, Gérard Jouy, secrétaire départemental adjoint, Bernard Bermond, délégué régional, et Renaud Muselier, secrétaire de la 5<sup>e</sup> circonscription. Ils lui imputaient la responsabilité de la dégradation continue des positions du RPR, passé, dans le département, de huit mille militants en 1985 à environ trois mille en 1990. Les relations entre le secrétaire départemental et ses cinq contradicteurs s'étaient considérablement envenimées avec la préparation des élections régionales. Malgré le soutien accordé à M. Fabre-Aubrespy par plusieurs élus et onze secrétaires de circonscription sur seize, M. Juppé avait désigné, début septembre, M. Vachet comme chef de file du RPR et interlocuteur de l'UDF. M. Fabre-Aubrespy devrait être remplacé dans ses fonctions par M. Renaud Muselier, jeune médecin de trente-deux ans, membre du conseil national du RPR depuis 1987.

G. P.

Le Monde  
RADIO TÉLÉVISION

سنة ١٤١٢ هـ



# SOCIÉTÉ

Réunis au niveau ministériel à Berlin

## Les pays européens décident de coordonner leur lutte contre l'immigration clandestine Est-Ouest

L'afflux d'immigrants de l'Est et la perspective d'une arrivée massive de citoyens soviétiques à l'Ouest inquiétant les pays européens. Vingt-sept États, réunis à l'initiative de l'Allemagne, ont décidé, jeudi 31 octobre à Berlin, d'instaurer entre eux une collaboration opérationnelle contre l'immigration illégale et le travail clandestin. Pour les anciens pays socialistes, cette coopération doit trouver une contrepartie économique.

BERLIN

de notre envoyé spécial

A peine débarrassée du rideau de fer, l'Europe s'apprête-t-elle à ériger de nouveaux murs contre les immigrants attirés par les lumières de l'Occident ? Ironie de l'histoire, la question a été posée dans l'enceinte du vieux Reichstag, que folait le mur de Berlin il n'y a pas si longtemps. Les ministres de l'intérieur ou de la justice de vingt-sept États européens y étaient réunis, mercredi 30 et jeudi 31 octobre, à l'initiative de l'Allemagne, pour une conférence destinée à arrêter des mesures communes contre l'immigration irrégulière en provenance de « l'Europe centrale et orientale », nouvelle appellation des pays de l'Est.

L'harmonisation des politiques européennes de l'immigration n'est pas une nouveauté. La conférence de Berlin est la cinquième réunie sur cette question en moins d'un an. Mais, pour la première fois, on est passé des pétitions de principe à l'action, dans un cadre beaucoup plus large que celui de la Communauté européenne, puisque tous les pays de l'ancien bloc soviétique et les États récemment créés, comme les Républiques baltes, l'Ukraine et la Biélorussie, étaient représentés.

Pour les Allemands, l'affaire est grave et urgente. L'effacement du bloc soviétique a révélé la profondeur du fossé entre les niveaux de vie de l'Est et de l'Ouest, provoquant des vagues d'immigration irrégulière. Les autorités fédérales estiment à 200 000 le nombre d'entrées illégales en 1991. A ces clandestins s'ajoutent quelque 200 000 *Asylwerber*, ces Allemands de souche installés dans les pays de l'Est qui, en regagnant la mère patrie, en acquièrent automatiquement la nationalité. Sans oublier plus de 200 000 demandeurs d'asile, dont la majorité vient des ex-démocraties populaires.

La situation de l'Allemagne à cet égard est incommensurablement plus tendue que celle de la France, qui aura enregistré pendant toute l'année 1991 moins de demandes d'asile que l'Allemagne au cours des seuls mois d'août et septembre (57 000). Les

Polonais, les Bulgares, et surtout les Roumains et les Yougoslaves, sont de plus en plus nombreux à chercher un avenir meilleur dans l'Est de l'Europe. L'Allemagne, qui n'est qu'à 80 kilomètres de la frontière polonaise. Une visite dans certains marchés de la nouvelle capitale allemande suffit pour prendre la dimension du phénomène.

L'Allemagne, même si la géographie et l'économie l'ont placée en première ligne, n'est pas le seul pays concerné. Les Autrichiens recueillent directement les victimes de la guerre civile yougoslave. Les illégaux Rou-

maneuvements de population incontrôlés ne sont pas vécus avec la même intensité en Allemagne et en France, où la pression de l'Est est inférieure (5 700 demandeurs d'asile en 1990). L'agitation migratoire relève, pour le ministre de l'intérieur français, M. Philippe Marchand, « des effets secondaires non désirés » de la nouvelle liberté de se déplacer. Tandis que son homologue allemand, M. Wolfgang Schäuble, y voit rien moins qu'« une menace pour la stabilité de l'Europe ». L'obsession de l'immigration est telle autre-Rhin que les organisateurs de la confé-

supprimer les frontières entre les huit pays qui les ont signés (Allemagne, Belgique, France, Italie, Espagne, Portugal) pour les reporter aux frontières extérieures de cet ensemble. « Désormais », a précisé M. Marchand, la frontière extérieure de la France est plus la frontière germano-polonaise et italo-yougoslave que la frontière germano-française ou italo-française.

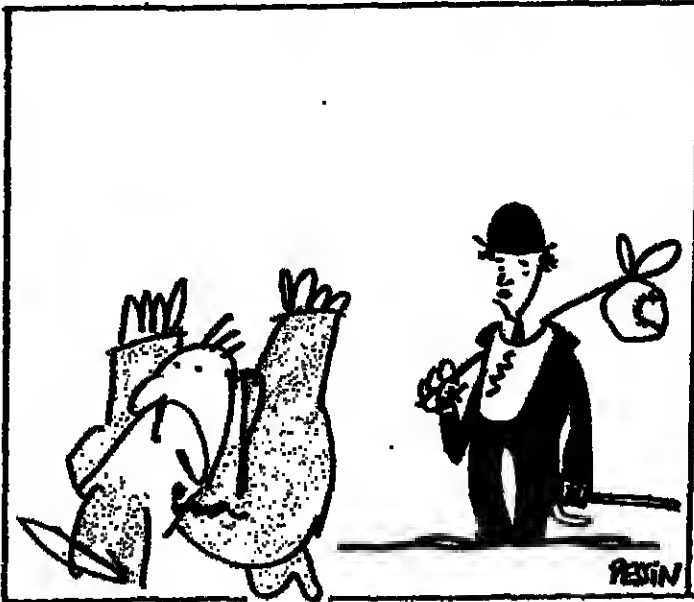
### Intensifier la surveillance aux frontières

La conférence de Berlin a précisément adapté huit mesures très proches de l'esprit de la convention d'application des accords de Schengen qui instaurent une coopération des polices et l'harmonisation des contrôles aux frontières extérieures. Les différents États sont convenus de lutter ensemble contre les filières de passage clandestin et contre l'emploi illégal, d'intensifier les surveillances aux frontières selon un standard « aussi uniforme que possible », et de généraliser le contrôle des papiers par les campagnes aériennes. De telles mesures impliquent l'adoption d'une législation entièrement nouvelle par certains pays de l'Est.

Les vingt-sept signataires du communiqué final s'engagent à reprendre les immigrants qu'ils auront laissés passer illégalement et sont incités à signer des accords dans ce sens, comme vient de le faire la Pologne avec les pays de l'espace Schengen, en contrepartie de la suppression du visa pour ses ressortissants. Les États veulent aussi rapprocher leur politique en matière de visas, et coopérer pour la formation du personnel de contrôle et le traitement des informations. Les pays les plus exposés pourront bénéficier d'une compensation financière. Un groupe de travail présidé par les ministres autrichien, hongrois et italien, a été mis en place pour suivre les problèmes qui ne sont pas déjà examinés dans un autre cadre européen.

Enfin, les propositions formulées voici neuf mois à Vienne en vue de s'attaquer aux racines économiques de l'immigration, sont précises. Il est question de « collaborer activement » pour le développement, d'autoriser des séjours de formation et d'emploi de durée limitée, et même de promouvoir le travail frontalier. Ce vote est essentiel pour les pays de l'Est et l'URSS. Le ministre soviétique, comme ses collègues bulgares, ont appelé les pays d'Europe occidentale à les aider économiquement pour éviter une prochaine vague déferlante d'immigration illégale, se payant le luxe d'une centaine de millions de dollars de prêts de l'Allemagne à limiter l'entrée des Soviétiques sur son territoire. Comme si l'idée de tirer le moindre rideau entre les habitants de la « maison commune » européenne, était désormais inconcevable.

PHILIPPE BERNARD



moins affluent en Hongrie ou transition de la Pologne vers la terre promise allemande. Quant aux vieux pays d'émigration que sont l'Italie et la Grèce, ils sont à présent convoités par les Albanais et les Bulgares.

### Douze millions de voyageurs soviétiques

En janvier dernier, à Vienne, certains annonçaient un véritable raz-de-marée, lors de la conférence réunie par l'Autriche, sous l'égide du Conseil de l'Europe. Rien de tel ne s'est produit. Mais le putsch manqué de Minsu a donné des sueurs froides aux responsables occidentaux de l'immigration. Le nouveau ministre soviétique de l'intérieur, M. Viktor Barannikov, présent à Berlin, s'est d'ailleurs bien gardé d'apaiser cette angoisse, en prévoyant que, dès 1992, 12 millions de ses concitoyens profiteraient de leur nouvelle liberté de voyager pour partir humer l'air de l'étranger.

Selon le ministre, 4 à 5 millions d'entre eux pourraient bien ne pas rentrer au pays, sans compter les 500 000 à 600 000 émigrants annuels enregistrés depuis 1990. Ces

rence de Berlin ont pris la précaution de rebaptiser « *quatuor pour piano* » les « *danses tziganes* » de Brahms interprétées lors du concert offert aux délégations.

Pour le ministre de l'intérieur allemand, l'enjeu n'est pas seulement européen mais international. L'Allemagne, confrontée à la montée d'une violence xénophobe, se divise sur le projet de durcissement de la législation sur le droit d'asile, appliquée jusqu'à présent par certains Länder d'une manière plus libérale qu'en France. Impliquer tous les pays européens, y compris ceux d'émigration, est aussi une manière pour le gouvernement allemand de faire passer la pilule sous couvert d'un consensus international.

M. Marchand n'a pas souhaité entrer dans ces considérations et s'est opposé au glissement de la conférence de Berlin vers le terrain de la « communauté européenne » du droit d'asile. Le ministre de l'intérieur a plaidé pour une harmonisation des pratiques de lutte contre l'immigration clandestine. Mais il a aussi manifesté sa solidarité à l'égard de l'Allemagne au nom de l'esprit des accords de Schengen, qui vont

## SPORTS

TENNIS : l'Open de Paris

### Edberg bute encore sur Chang

Les trois premiers joueurs mondiaux, Stefan Edberg, Boris Becker et Jim Courier ont été éliminés lors du troisième tour de l'Open de tennis de Paris, jeudi 31 octobre. Boris Becker a déclaré forfait à cause d'une grippe. L'Américain Courier s'est incliné en deux sets face à l'italien Camporese, et le Suédois Edberg, tenant du titre, a été battu par l'Américain Michael Chang au terme d'un match superbe. Un seul Français restait en lice pour les quarts de finale : Guy Forget, qui a éliminé l'Américain Derrick Rostagno, tombé de Yannick Noah.

Bercy s'assoupissait doucement. Après l'annonce surprise du forfait de Boris Becker, après la sèche élimination de Jim Courier par l'italien Camporese, le tournoi semblait enfin retrouver sa logique et ses têtes. Guy Forget avait fini par inculquer le sens de la hiérarchie à un Rostagno récalcitrant, et Stefan Edberg était en train d'étriller proprement Michael Chang. Pouvaient-ils être autrement ? Cette saison, le numéro un mondial a écarté cinq fois le petit Américain, qui végète depuis son triomphe à Roland-Garros, en 1989.

Edberg menait 6-2 et 0-40 dans le premier jeu du deuxième set, lorsque Bercy eut de venir fou. Chang, enchaîné comme d'habitude à la ligne de fond de court, s'était mis subitement en tête de découvrir le filet. « J'allais ramasser un 6-2, 6-2, expliquait-il après le match. Il fallait que je change quelque chose. Je n'avais presque jamais joué de service-volée auparavant : je l'ai donc tenté en désespoir de cause ».

C'est sans doute le seul vrai talent d'un joueur qui ne possède aucun coup réellement impressionnant. Chang sait toujours trouver la bonne technique pour mettre la pagaille dans le jeu de ses adversaires. Face à ses montées bravourales, le bel ordonnancement du jeu d'Edberg commençait à se décomposer. L'aristocrate du tennis, aux attaques d'un classicisme pur, paraissait tout à coup suranné par cette espèce de punk au style si peu orthodoxe, cette teigne que

devient Chang lorsqu'il est ainsi remonté. L'Américain profitait des accès de faiblesse du service du Suédois et se ruait sur toutes les balles, faisant mine de les poursuivre dans le public lorsqu'elles lui échappaient.

La position prévue tournait au château pour Edberg, qui perdait 6-1 la deuxième manche. Le public de Bercy, qui n'aime rien tant que les favoris ou les perdants et se pâme lorsque les deux sont réunis en un seul joueur, avait beau l'acclamer, le Suédois ne pouvait plus revenir dans la partie que par intermittences, pour quelques coups grandioses. Et Chang finissait par le pousser vers la sortie, sur un lob raté.

L'Open de Paris s'est donc spécialisé cette année dans les journées à thème : la chute des têtes de série, après le crépuscule des vétérans, Connors, McEnroe et Noah, de mercredi. Pour un tournoi qui n'a pas encore tout à fait obtenu une réputation à la hauteur de ses prix, l'éclatante de jeudi, qui emporte les deux finalistes de l'an dernier, est d'autant plus préoccupante qu'elle était prévisible. Car, comme l'avouait Edberg lui-même, « je sais en salle est très dure. Très dur. On ressent la fatigue occasionnelle, et il devient dur de se motiver pour chaque match ».

JÉRÔME FENOGLIO

### Résultats

du jeudi 31 octobre

(Troisième tour)

M. Chang (E-U) b. S. Edberg (Sué), 2-6, 6-1, 6-4 ; G. Forget (Fra) b. D. Rostagno (Ita), 4-6, 6-3, 6-1 ; O. Camporese (Ita) b. J. Courier (E-U), 7-6 (7-4), 6-3 ; P. Korda (Tch) b. S. Brugnera (Esp), 6-2, 6-4 ; K. Novacek (Tch) b. N. Kubi (Sué), 6-3, 6-2 ; A. Volkov (URSS) b. A. Boetsch (Fra), 7-5, 6-2 ; P. Sampras (E-U) b. G. Ivanisevic (You), 6-3, 6-7 (5-7), 7-6 (7-5) ; J. Svensson (Sué) b. B. Becker (All), forfait.

FOOTBALL : championnat de France. - Monaco a fait match nul à Auxerre (1-1), jeudi 31 octobre, en match avancé de la seizième journée du championnat de France.

## DÉFENSE

### M. Joxe : « Il n'est pas question d'acheter la version « export » du Mirage 2 000 »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a affirmé, jeudi 31 octobre, à la commission des finances de l'Assemblée nationale, qu'« il n'est pas question d'acheter » le Mirage 2 000-5 (la version destinée à l'exportation de l'avion de Dassault) pour l'armée de l'air française.

« L'armée n'a été dérangée par l'entreprise Dassault dans un but d'exportation », et le ministre de la défense « ayant fait le choix de la Rafale, il n'est pas question d'en acheter », a déclaré M. Joxe en présentant son budget, selon la communication de la commission.

Dassault, Metra, qui équipe l'aviation 2 000-5 avec son futur missile air-air Mica, et certains

députés de la commission de la défense à l'Assemblée - dont son président, M. Jean-Michel Boucheron, député (PS) d'Ille-et-Vilaine - s'étaient prononcés en faveur de l'achat du Mirage 2 000-5 par l'armée de l'air française, arguant notamment du label de garantie qui lui serait conféré pour la vente à l'étranger. La Finlande, les Émirats arabes unis et, plus particulièrement, le Pakistan sont des clients potentiels (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre).

L'armée de l'air française n'a jamais dissimulé qu'elle n'appréciait pas les pressions exercées sur elle par les industriels pour qu'elle se dote de cette version « export ».

## EN BREF

Le corps du colonel de la base de Metz retrouvé dans la Moselle. - Disparu depuis le 20 octobre dernier (le Monde du 23 octobre), le corps du colonel Roger Pertuiset, commandant la base aérienne de Metz, a été retrouvé, jeudi 31 octobre, dans la Moselle, au niveau du barrage d'Ais-sur-Moselle, soit à quatre kilomètres du lieu où l'on avait retrouvé sa voiture de fonction. Le cadavre ne présentait aucune trace de coups. Agé de quarante-quatre ans, le colonel Pertuiset avait, selon les enquêteurs, laissé des messages, dont un à son adjoint, indiquant qu'il était dans un état dépressif.

Nominations militaires. - Le conseil des ministres du mercredi 30 octobre a promu général de brigade le colonel René Delhomme (armée de terre), et il a nommé inspecteur du commissariat et de l'administration de l'armée de l'air le commissaire général de brigade aérienne Philippe Meyer.

Une exposition d'affiches « anti-tabac » interdite à la Bibliothèque nationale. - L'exposition, à la Bibliothèque nationale, de quatre fausses affiches publicitaires associant l'idée de tabac à celle de cancer a été interdite, jeudi 31 octobre, par le juge des référés du tribunal de Paris. M. Patrick Maynard, vice-président du tribunal de Paris, a saisi par trois fabricants de cigarettes, Philip Morris, Reynolds et la SEITA, une estimée qu'en se gardant de solliciter leur autorisation pour cette manifestation la Bibliothèque nationale « leur cause un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser ». Au titre du dépôt légal, la BN est dépositaire de toutes les affiches publicitaires. L'exposition des contrepublicités (dites « de Quimper ») caricaturant les marques Marlboro, Camel, Gitanes et Gauloises est interdite à compter de lundi 4 novembre.

### L'expulsion d'un jeune Tunisien né en France

#### « Parti avec une valise et 100 francs »

M. Sadok Soudani, un Tunisien de vingt-cinq ans né en Seine-Saint-Denis, a été arrêté le 23 octobre dernier et expulsé vers son pays d'origine. « Je n'ai qu'un but : revenir en France, c'est mon pays », a-t-il déclaré.

Le dernier séjour de Sadok Soudani en Tunisie remontait à 1982. Cette année-là, Sadok, qui avait à l'époque seize ans, était venu passer ses vacances d'été dans la famille de son père, non loin de Tunis. Né en Seine-Saint-Denis, le jeune homme, qui avait suivi toute sa scolarité dans la région parisienne, se sentait déjà « pharaoniquement français ».

Aujourd'hui, Sadok Soudani est de retour en Tunisie. Non par sa volonté, mais par celle du ministère de l'intérieur. Expulsé en vertu d'un arrêté datant de 1988, il a été arrêté mercredi 23 octobre à 6 heures du matin, au domicile de ses parents, à Aubergenville. « J'ai juste eu le temps de prendre ma valise et 100 F », raconte-t-il. Il n'a pas dit que je pourrais aller à mon travail dans la journée. « Placé en garde à vue pour une affaire de vol de voiture, Sadok Soudani a été mis hors de cause la jour même. Les policiers lui annonçaient toutefois l'abrogation immédiate de son assignation à rési-

dence avant de lui annoncer son départ pour la Tunisie. Après une nuit au commissariat et un bref coup de téléphone à ses parents, Sadok Soudani partait à Orly menotté aux poignets, encastré par deux policiers, et était embarqué de force dans la volée de 14 h 30. « Ici, en Tunisie, je ne connais que les couloirs que j'avais rencontrés il y a neuf ans », raconte-t-il. « J'ai hésité à dormir dehors, et, finalement, je suis allé frapper à leur porte. Ils m'ont accueilli mais je ne peux pas rester éternellement chez eux. » Aux yeux de la loi, Sadok Soudani n'a pourtant pas le choix : il lui faut maintenant reconstruire sa vie en Tunisie. « Comment faire ? Je suis parti sans rien, sans mes affaires, sans mes vêtements, avec uniquement ma valise et 100 F », note-t-il. Mon travail est en France, mes deux parents, mes onze frères et sœurs, mes amis sont en France. Je ne parle pas très bien arabe. Je n'ai même pas pu dire au revoir à mes parents. »

Condamné à deux reprises pour vols puis vol avec arme en 1984 et 1985, Sadok Soudani avait fait l'objet, en 1988, d'un arrêté d'expulsion signé par le ministre de l'intérieur de l'époque, M. Pasqua. Après la rédaction de M. Vitterand à l'Élysée, cet arrêté avait été remplacé par une assignation à résidence dans les Yvelines.

Depuis le 27 juin 1989, Sadok Soudani, qui a aujourd'hui trouvé du travail au Crédit lyonnais, pointait donc deux fois par mois au commissariat des Mursaux. A Aubergenville, son action en faveur des jeunes de banlieue était connue : Sadok Soudani, qui disait vouloir « utiliser son passé » en aidant « les jeunes des rues », était de l'avis de tous une « grande gueule ». Pourquoi l'expulser ? Le ministre de l'intérieur parle d'un « meneur », d'un « agitateur », voire d'une « trublion ». À l'exception d'une condamnation, en février dernier, pour outrage à magistrat après une altercation verbale avec le maire d'Aubergenville, Sadok Soudani n'a jamais été condamné depuis son assignation à résidence. Malgré l'absence de toute procédure judiciaire, il aurait cependant, aux yeux du ministère de l'intérieur, un « comportement d'ensemble dangereux pour la sécurité publique ».

Curieux revers de l'histoire : aujourd'hui, grâce à la loi Joxe, adoptée après le retour des socialistes au pouvoir, en 1989, Sadok Soudani ne pourrait pas être expulsé de cette manière. Il n'est pas français - à la demande de son père, Sadok Soudani a refusé la nationalité française en 1983 - mais il relève de la catégorie des étrangers « prorégés » recensés dans l'ordonnance de 1945 sur

les étrangers. La loi Joxe interdit en outre l'expulsion lorsque la commission d'expulsion a donné un avis négatif... ce qui est le cas pour Sadok Soudani. De plus, la justice ne s'est pas encore prononcée définitivement sur son cas : la tribuna de Versailles devait statuer dans les mois à venir sur l'annulation de l'arrêté d'expulsion signé par M. Pasqua. « Le gouvernement expulse Sadok Soudani, qui est né en France, en vertu de textes votés par le gouvernement de M. Chirac ! note son avocat, M. Alain Mikowski. Ce n'est pas en « déportant » de prétendus meneurs que l'on règle le problème des banlieues ».

M. Mikowski a adressé mercredi 30 octobre une requête à la Commission européenne des droits de l'homme dans laquelle il invoque une jurisprudence récente du Conseil d'État. Le 19 avril dernier, le Conseil d'État avait en effet annulé l'arrêté d'expulsion de M. Belqacem, un Algérien qui résidait en France depuis sa naissance avec toute sa famille, « eu égard à la gravité de l'atteinte portée à sa vie familiale ». Sadok Soudani semble en bénéficier. De toute façon, dit-il, je n'ai qu'un but : revenir en France. C'est mon pays. Je ne peux pas tout de même pas tout quitter du jour au lendemain. » ANNE CHEMIN



# SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé

## Un entretien avec le docteur Bahman Habibi

« Il est faux de dire que Michel Garretta a cherché à influencer ma rédaction » nous déclare l'auteur du rapport « Sida et transfusion sanguine »

Mis en cause par l'événement du jeudi qui l'accuse d'avoir « truqué », à l'initiative du docteur Garretta, directeur du CNTS, son rapport « Sida et transfusion sanguine » remis aux autorités ministérielles en mai 1985 (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre), le docteur Bahman Habibi a décidé de sortir du silence qu'il s'imposait depuis plusieurs mois. Ce médecin, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes français de la transfusion sanguine, réfute l'accusation dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« Comment a été élaboré votre rapport ? »  
— Ce rapport m'avait été confié le 7 mars par la commission consultative de la transfusion sanguine. J'ai remis le 30 mai au ministre de la Santé. Compte tenu de l'importance du sujet, j'estime qu'il était impossible d'aller plus vite. Trois groupes de travail avaient été constitués autour des thèmes suivants : le dépistage des marqueurs viraux, les produits sanguins-inactivation virale, l'information et suivi des donneurs et des receveurs.

« La responsabilité de ces groupes avait été confiée à Anne-Marie Courroux, Jean-Pierre Allain et moi-même. Chacun m'a remis un rapport et j'ai fait une première syn-

thèse. J'ai ensuite adressé le document à chacun des trente-quatre membres du groupe de travail au sein duquel on trouvait quelques-uns des meilleurs spécialistes français de la virologie, de l'épidémiologie et de la transfusion. Nous nous sommes réunis tous les jours du 14 mai au 1<sup>er</sup> juin. Au cours d'une réunion qui a duré plus de six heures, le texte a été amplement discuté et remanié.

« Concernant le point le plus difficile - à savoir le retrait ou non des produits en circulation - Jean-Pierre Allain n'avait pu obtenir de consensus dans son groupe. La séance plénière fut bouleversée. C'est François Pinon, à l'époque au CNTS de Cochin, qui défendit avec le plus de vigueur la thèse de l'arrêt total de la distribution des produits. Il n'y avait aucun consensus. D'autres spécialistes, qui connaissaient les résultats de l'enquête multicentrique de Jean-Pierre Allain, savaient qu'au moment où nous discutions, 95 à 98 % des hépatites séropositifs pour le VIH étaient devenus entre 1981 et 1984.

« Devant cette absence de consensus, j'ai donc décidé de tenir compte de l'ensemble des avis qui se sont exprimés. Il fallait restituer l'état exact de nos hésitations et de nos interrogations. Et soumettre tel quel ce document à l'autorité nationale.

« Mais comment se fait-il que ce rapport n'ait pas été relu une dernière fois par les membres du

groupe de travail avant d'être adressé au ministre ?

— J'avais présenté les conclusions du rapport au congrès de Bordeaux, le 20 mai 1985. Personnellement, j'aurais préféré, à cette occasion, le remettre aux membres du groupe. Mais cela n'était pas possible, car le ministre qu'avait remplacé la Société nationale de transfusion sanguine, que ce rapport m'avait été demandé par les pouvoirs publics et qu'en conséquence je n'avais pas le droit de le rendre public avant qu'il ne soit remis à l'instance qui me l'avait demandé, c'est-à-dire la commission consultative de la transfusion sanguine.

« En raison de l'urgence des mesures qu'il y avait à prendre, j'ai décidé de l'adresser dès le 30 mai au ministre de la Santé. Et je l'ai remis aux membres du groupe de travail dès le lendemain de la réunion de la commission consultative (1).

« Cela dit, je voudrais ajouter plusieurs points.

« Tout d'abord il est faux de dire que Michel Garretta, alors directeur du CNTS, cherchait à influencer ma rédaction. Il ne faisait pas partie de mon groupe de travail et n'a nullement participé à nos discussions.

**M. Mauroy : « Ne pas sortir du tragique pour entrer dans le sordide »**

Évoquant la polémique sur la transfusion de sang contaminé, M. Pierre Mauroy a déclaré jeudi 31 octobre sur France Inter (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> novembre), « qu'il ne faut pas sortir du tragique pour entrer dans le sordide ». Il a précisé : « Je trouve qu'il y a eu certaines accusations et certaines discussions qui vont vraiment très haut. Il faut rester à la hauteur de l'enjeu qui est vraiment de surmonter le tragique pour exprimer notre solidarité et pour trouver les solutions qui soient les plus efficaces et les mieux adaptées ».

M. Mauroy a observé que les ministres, le premier ministre et le président de la République sont « responsables par définition ». Il a ajouté : « Si des décisions qui apparaissent aberrantes ont été prises dans l'ignorance ou en tout cas dans l'incertitude de la relation entre la séropositivité et l'apparition de la maladie, c'est regrettable, ça ne retire pas une responsabilité mais on ne peut pas parler de culpabilité ».

« Ensuite, il est normal que, sur un sujet aussi controversé, dans un groupe aussi hétérogène comportant une trentaine de personnes venant d'horizons divers, le consensus ne puisse être atteint. Ce rapport n'est pas truqué puisque son rapporteur l'a signé entièrement.

« Enfin, les membres du groupe de travail qui m'avaient fait l'amitié de m'aider à réaliser ce travail avaient évidemment le droit d'être en désaccord sur certains points. Ils avaient toute possibilité de faire connaître ce désaccord auprès des autorités sanitaires, voire auprès du corps médical et du public dès le 21 juin 1985. Et sans attendre octobre 1991 ! (2).

« Je formule tous mes vœux pour que la sagesse et l'objectivité prennent un peu plus grande dans les pensées, la communication et la tournure qui secouent la transfusion sanguine et la santé publique en France.

**« Que l'on cesse de tout mélanger ! »**  
— Vous estimez que l'objectivité a pu manquer dans la manière dont ces affaires ont été traitées ?

— J'estime que les personnes qui se sont occupées de ce dossier, tant à l'échelon de l'administration qu'à l'échelon judiciaire, ne se sont pas donné le temps de réfléchir à ce qui s'est réellement passé. Elles ont accumulé les données mais les ont pas suffisamment analysées. Devant cette carence, les médias se sont

emparés de l'affaire. Et ils se sont polarisés sur des données faciles à exploiter.

« Pis, on assiste à un amalgame absolument extraordinaire. Au point que, aujourd'hui, on mélange complètement trois énormes dossiers : celui de la contamination des hépatites, celui du retard à la mise en œuvre du test de dépistage et celui qui a trait aux problèmes financiers liés au CNTS. Cet amalgame, extraordinaire à l'égard d'un point de vue sociologique, est de nature pernicieuse.

« Il s'ensuit une atmosphère destructrice pour tout le monde. C'est le temps des règlements de comptes entre gens du CNTS, entre gens de la transfusion sanguine, entre la direction générale de la Santé et les cabinets ministériels, entre le Parti socialiste et le Parti communiste, entre différents courants du PS, entre la majorité et l'opposition, etc.

« J'en appelle aux sages de ce pays pour qu'ils mettent fin à cet amalgame ! Que l'on se concentre enfin sur le seul et véritable problème : de la contamination des hépatites.

« Et que l'on cesse de tout mélanger ! »  
Propos recueillis par FRANK NOUCHI

(1) Le Monde devait d'ailleurs largement rendre compte de ce rapport dès le lendemain de sa parution.  
(2) Toutes ces données sont détaillées par le docteur Habibi dans un article intitulé « Contamination des hépatites par le VIH » paru dans la revue Concours médical (25 mai 1991).

## Le rapport de mai 1985

Dans son rapport, le docteur Habibi écrivait que « la disponibilité des produits ayant subi une procédure d'inactivation virale est considérée comme un objectif prioritaire à atteindre au niveau national dans les délais les plus courts suivant la diffusion du présent rapport ».

Considérant en fonction des données disponibles que « la probabilité est suffisante pour considérer que tous les lots de fabrication sont potentiellement contaminés », le docteur Habibi écrivait, en propos de « rappel des produits de fabrication non contrôlés », que « le choix d'un tel produit pour être transfusé entraînerait l'abandon de la transfusion au niveau de la distribution ou, au contraire, le rappel de

tous les produits non encore utilisés et l'arrêt de toute distribution ».

Cette dernière décision, outre son incidence économique, posera entre autres le problème de son efficacité réelle à la date tardive où elle interviendrait et celui de la possibilité de substitution par les produits étrangers échantillonnés, dont, à supposer qu'ils seraient disponibles en quantité suffisante, l'innocuité quant à la transmission du LAV et de l'hépatite non-A non-B n'est pas encore totalement documentée.

« Le groupe de travail n'a pu atteindre l'unanimité concernant ce dilemme. Le problème est donc posé auprès des autorités sanitaires nationales », concluait le docteur Habibi.

## JUSTICE

L'affaire des Girondins de Bordeaux

## Le fisc réclame 8,9 millions de francs à M. Claude Bez

BORDEAUX

de notre correspondant

Le fisc réclame 8 966 242 francs à M. Claude Bez. Il le rend personnellement responsable de ce que les Girondins de Bordeaux FC, club de football qu'il présidait, ont bénéficié d'exonérations abusives de la taxe sur les spectacles et d'utilisation, également abusive, du demi-tarif de la même taxe.

Les faits incriminés remontent à 1985, 1986 et 1987. Aux yeux du fisc, « Claude Bez s'est créé de la trésorerie sur des exonérations auxquelles il avait très bien que son club n'aurait pas droit ». Le fisc poursuit l'ex-président du club bordelais sur ses biens personnels. Il a fait saisir une partie des propriétés de M. Bez à titre conservatoire.

L'affaire a été évoquée le 30 octobre devant le tribunal de grande instance de Bordeaux. Les avocats de l'ancien président, M. Benoît Ducos-Ader et François Tosi, se sont élevés contre l'acharnement dont serait victime leur client de la part du fisc, et tout particulièrement du ministre du budget. « On a cherché à épingle M. Bez pour le saloir avant l'exécution finale », se sont-ils exhalés.

Selon eux, l'huissier a rendu visite quotidiennement pendant quinze jours au président des Girondins. La somme réclamée « à un homme qui s'est dévoué pour sa ville et sa région » serait tout à fait abusive. En effet, le montant des taxes en litige est de l'ordre de 700 000 francs. « L'administration se montre plus royaliste que roi », protestent les avocats. Elle n'a reçu aucune donnée du véritable bénéficiaire de l'impôt sur les spectacles, la ville de Bordeaux.

Ils ont donc demandé la relaxe de M. Bez. Pour sa part, le fisc réclame au contraire qu'aucune circonstance atténuante ne soit accordée à l'ancien président du club bordelais. L'administration fiscale réclame également 300 000 francs à M. Alain Afflelou pour la période où il a été président du club (du 28 novembre 1990 au 6 février 1991).

Le jugement sera rendu le 27 novembre.

GINETTE DE MATHA

## Une lettre de M. Michel Yahiel

A la suite de la publication de notre article consacré aux transferts budgétaires effectués en 1985 au bénéfice du Centre mondial informatique (le Monde du 31 octobre), M. Michel Yahiel, qui fut conseiller technique au cabinet de M. Georges Delfont, nous a adressé la lettre suivante :

« Le document publié par le Monde à propos des transferts budgétaires effectués en 1985 est d'une grande clarté ; il indique que le ministre, dans la mise en œuvre des moyens affectés au Centre mondial informatique au titre de son action dans le domaine de la santé, a souhaité faire un usage le plus rationnel possible de ses crédits.

C'est à ce titre qu'il a envisagé, pour le règlement du solde, de la subvention de 1985, une imputation budgétaire sur ses crédits d'équipement, correspondant plus

directement à la nature de cette opération.

Cela confirme les informations données le 25 octobre par le ministre du budget.

— Aucune annulation budgétaire n'a affecté les actions destinées à la lutte contre le sida.

— Au titre des actions générales de prévention, un crédit de 2,5 millions de francs est resté inutilisé à la fin de l'année 1985 ce qui est bien la preuve qu'il n'y a pas eu pénurie de crédits pour les actions urgentes de prévention.

« Notre propos n'était nullement de mettre en cause M. Yahiel. Nous entendions simplement montrer que, comme il l'écrivait le 11 septembre 1985, le fait de « taxer » de 6 millions de francs la Direction générale de la Santé était considéré, à ce moment précis de l'année, comme « incompatible avec le financement insupportable des nouveaux projets » relevant du domaine de la prévention médicale.

## Z, comme Succo

Suite de la première page

« Trop près, trop frais », ces deux termes résumant l'argumentation des opposants les plus modérés à la représentation, en Savoie, d'une pièce qui, pour d'autres, plus radicaux, constitue « le retour sur les lieux de ses crimes d'un assassin transformé en héros ». Pas de tracts ni de pétitions à ce jour, mais des demandes pressantes, des séances éloquentes, une gêne diffuse.

Après avoir découvert la programmation de la Maison de la culture, sur une affiche, la veuve du brigadier André Castillo, tué par Succo en 1987, a lu la pièce et a aussitôt adressé une lettre au maire (PS) de Chambéry, M. Louis Besson, pour lui demander d'intervenir. Saisi par d'autres de ses administrés, également « choqués », l'ancien ministre s'est gardé jusqu'ici du moindre commentaire officiel mais serait décidé à « prendre ses responsabilités » si le conseil d'administration de la Maison de la culture, qui doit se réunir le 14 novembre, hésitait à le faire. Il s'agit de protéger la mémoire des familles, en faisant jouer la seule clause de « proximité », sans prétendre juger sur le fond une œuvre dramatique.

M. Dominique Jambon, directeur de la Maison de la culture, souligne pour sa part que son « premier souci est de respecter la douleur des familles » et s'affirme persuadé qu'il n'y a dans la pièce « aucune volonté d'agresser qui-conque ». Pour lui, la déprogrammation n'est a priori pas envisageable : « Ce n'est pas à nous de nous censurer. Toutefois, j'attends de voir la représentation au TNP pour confirmer l'impression que j'ai eue en lisant le texte... » Alors que

des membres de la minorité municipale ou certains conseillers généraux commencent à parler d'une « atteinte indécrite au chagrin des familles », M. Jambon estime que « un dialogue constructif est en cours. Il s'agit d'un débat éthique important. Il faut se demander si les moyens de ne pas sombrer dans des positions caricaturales ». Mêmes sentiments chez l'adjoint à la culture, qui diffuse des photographies de la pièce de Koltes et « souhaite qu'on se donne le temps de la réflexion ».

### Policiers meurtris

Certains syndicats de policiers sont plus impatients. « A la fin la pièce, c'est un roman, et nous ne ferons rien pour lui donner plus de publicité qu'elle n'en mérite », explique le brigadier-chef Lucien Lefebvre, ancien collègue de André Castillo et secrétaire départemental de la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP). Comme il s'agit quand même un peu d'une apologie du crime, nous avons exprimé une protestation auprès de nos pouvoirs de tutelle. M. Daniel Brard, président régional du syndicat des gradés au sein de l'Union des syndicats catégoriels de la police (USCP), est plus virulent. Considérant que l'on « cherche à donner une image héroïque de Succo » et qu'il s'agit d'une « offense à un collègue tué », M. Brard a demandé au préfet de la Savoie, au préfet du Rhône, adjoint pour la sécurité, et au directeur central des polices urbaines, à Paris, d'intervenir pour obtenir l'interdiction pure et simple de la pièce ». Faute d'une réponse satisfaisante, ce syndicat menace d'organiser une manifestation devant le TNP.

Lors de la présentation du spectacle à la presse, le 23 octobre, aucune allusion à ces pressions souteraines ni à la moindre polémique n'a été faite. Insistant surtout sur la distribution, particulièrement brillante, de l'œuvre, notamment, Jerzy Radziwilowicz (l'Homme de fer et l'Homme de marbre de Wajda) dans le rôle de Succo, Judith Henry (la Discrète), Hélène Surgère, Hubert Gignoux et Myriam Boyer, — Bruno Boëlle, très heureux que Patrice Chéreau lui ait « rendu son droit sur l'œuvre ultime de l'ami Koltes », a simplement remarqué : « La pièce ne dit pas : regardez cette sale brute, cette bête féroce. Koltes essaie de comprendre Succo, pas de le juger. En coulisse le metteur en scène expliquait qu'il ne pouvait pas, dans son travail, prendre en compte la réalité du fait divers puisque « la pièce n'est pas une thèse et ne traite pas du véritable Succo ». Bruno Boëlle admettait toutefois : « Si j'étais moi-même concerné, comme très proche d'une victime, je ne sais pas ce que je ferais. Peut-être que je m'insurgerais contre « ces merdeux du théâtre »... »

C'est après avoir « amoureuxment flashé » devant le visage de Succo, sur des affiches placardées dans le métro parisien, que Koltes, s'inspirant simplement de coupures de presse, aurait écrit, dans l'urgence d'une vie qui lui échappait, les quinze brefs tableaux d'une sorte d'allégorie tragique et morbide. Gringante, cruelle, parfois lyrique, souvent glacée, la pièce est loin d'être la reconstitution réaliste d'une affaire criminelle. Autour d'un Succo réincarné en sorte d'ange exterminateur, aucun des personnages n'est nommé, pas plus que les lieux (excepté le Petit Chicago, un quartier de Toulon où Succo tira sur deux inspecteurs de police), tandis que les « actes » isolent, en les tirant vers une surréalité quasi poétique, quelques moments d'une

équipée criminelle schizophrénique. Restent les « détails » qui renvoient aux très réels « exploits » de Succo, perpétrés, l'espace de deux saisons infernales, entre Toulon, Chambéry et Annecy.

Après avoir massacré, à coups de couteau, sa mère puis son père (lui-même policier), en avril 1981, à l'âge de dix-neuf ans, dans l'appartement familial de Mestre, un banlieue de Venise — pour s'approprier la nouvelle voiture du père, dont il rêvait, Succo avait été arrêté, jugé irresponsable et interné pour dix ans dans un hôpital psychiatrique. Considéré comme un être d'une « intelligence exceptionnelle », redevenu parfaitement docile et autorisé à suivre des cours à l'université, il profita d'une de ses permissions d'étude pour disparaître, courant 1986.

Passé en France, Succo hantait les quartiers ébroués de Toulon mais remontait, chaque fin de semaine, vers la Savoie, pour retrouver, notamment, une lycéenne de quinze ans, domiciliée près d'Aix-les-Bains. Ce n'est qu'après son arrestation, en février 1988, dans la banlieue de Trévise, que l'effroyable série de ses méfaits — attribuée d'abord à un ancien légionnaire, André, traqué puis arrêté en Suisse (le Monde du 10 février 1988) — put être reconstituée.

### Enigmes résolues

En remontant à posteriori la trace du « leur fou », semée d'innombrables vols de voitures, de cambriolages, d'agressions, diverses, de vols aussi, les policiers parvinrent à relier plusieurs dossiers criminels non élucidés et confis, d'ailleurs, à quatre juges d'instruction différents.

Le meurtre du brigadier Castillo, trente-huit ans, père de deux petites filles, tué par balles, le 3 avril 1987, à quelques centaines de mètres de son domicile de Tresserve, dans la banlieue d'Aix-

les-Bains. La disparition de Franco Vu Dinh, une jeune femme, décoratrice à Annecy, enlevée par Succo le 27 avril 1987, et que celui-ci affirmait, plus tard, avoir tué puis jetée à la mer.

L'enlèvement puis le meurtre du docteur Michel Astoul, opéré la nuit suivante — du 27 au 28 avril, — près de Sisteron, dans les Alpes-de-Haute-Provence : le corps étant cette fois découvert six mois plus tard, dans une grange, au dessus d'Aix-les-Bains.

La prise en charge, le 27 juin suivant, d'une femme et de son fils, âgé de quinze ans, dans une maison de Pugny-Chatenod (Savoie). Sous la menace d'une arme, Succo les entraîna en pleine montagne, les obligea à se déshabiller puis les abandonna dans la nuit.

Enfin, le 24 octobre 1987, l'assassinat de Claudine Duchosal, quarante et un ans, retrouvée dans la maison de ses parents à Monthon-Saint-Bernard, au bord du lac d'Annecy, tuée d'une balle dans la tête.

L'absence de mobile apparent pour chacun de ces crimes amena les enquêteurs à envisager toutes les hypothèses — notamment à propos des disparitions, quasi simultanées, de France Vu Dinh et du docteur Astoul — et à décrire la vie privée des victimes. Ajoutant encore à l'épreuve endurée par leurs proches, « Comment s'imaginer que les blessures soient restées vives. Quatre ans, c'était hier », souligne ainsi un proche collaborateur du maire de Chambéry.

En résolvant maintes énigmes, l'arrestation du « monstre de Mestre », qui se prenait parfois pour Hamlet, en posait une autre. Celle de sa propre destinée, cas limite de folie meurtrière. A travers un travail d'investigation d'une grande méticulosité, une journaliste, Pascale Froment, s'emploie à l'explorer. Malgré la forme romanesque de l'écriture, son livre, paru au début de cette année (2), ne provoque pas de polémiques.

Autour de la pièce de Bernard-Marie Koltes, en revanche, le débat commence comme un dialogue de sourds.

D'un côté, avec éloquence, malgré un rien de trouble, on insiste sur la « distanciation » et sur le caractère « mythique » de ce Succo, comparé par Koltes à Samson ou Goliath. MTCB, le club de football, le club de football de l'Union sportive de l'Infini, voire le Woyzeck de Bichner. En outre, on invoque la tragédie antique, hissant implicitement, et peut-être hâtivement, Koltes aux côtés d'Eschyle ou de Sophocle. Ici, on loue un « mélange mystère moderne (...) avec pluie, Porsche, Blacks, bière, bain de sang, blesure à l'âme ». Là, on souligne « cette force extraordinaire, cette soif du bonheur du couteau » dont a parlé Nietzsche. Certaines plumes dérapent en de singuliers crissements.

De l'autre côté, on parle en termes simples, maladroits parfois, de la douleur au quotidien, du deuil ordinaire, d'un être cher dont la vie fut fauchée puis « passée ou peignée fin », de deux orphelins, de dix et treize ans, qui n'ont rien à voir avec le théâtre...

Entre ces deux discours antagonistes, la brèche est béante où peuvent s'engouffrer les récupérations, les manipulations, les démagogues, les surenchères. Que les deux parties ont sans doute autant à redouter.

ROBERT BELLERET avec PIERRE MOULINIER

(2) Je te tue, histoire vraie de Roberto Succo assassin sans raison, par Pascale Froment. Collection « Au vil du sujet », éditions Gallimard (1991).

سكتا من الحزن







# CULTURE

## MUSIQUES

### Les bonnes œuvres de Wexford

Soutenu par sa ville, un festival irlandais déniche depuis quarante ans des opéras inconnus et découvre de jeunes voix

#### WEXFORD

de notre envoyée spéciale

En 1951, le docteur Tom Walsh eut l'idée de créer un festival d'opéra dans sa ville de Wexford en lisant un programme de Glyndebourne. Comme Glyndebourne, Wexford est aujourd'hui un rendez-vous mondiallement connu, estimé. Il n'est pourtant qu'un cousin éloigné. Sans doute parce qu'il se tient à deux heures de Dublin, loin de tout, de tout faste touristique, de toute vie mondaine, ce rendez-vous lyrique a gardé un côté modeste, provincial. Dans la banlieue de 16 000 habitants plantée sur le coin droit de l'Irlande, 400 bénévoles tricotent un festival d'opéra quand d'autres tricotent des pull-overs autour d'un thé.

Né d'une souscription locale il y a quarante ans, Wexford est plus que jamais le festival de sa ville. La cérémonie d'ouverture a lieu sur la place principale. Pour un beau million de quelques milliers de personnes, les gosses accrochés au bras de maman ou perchés sur les épaules de papa ont regardé un vieux crooner chanter quelques tubes des Beatles, ont souri au gigantesque feu d'artifice.

La manifestation n'a pas que cette originalité. Depuis 1951, des opéras peu joués sont présentés dans un théâtre de 550 places pour les amateurs britanniques quand ils ne sont pas irlandais, friends de perles rares : des Massenet, des Haydn, des Rossini inédits ou oubliés, repêchés pour la plupart dans la bibliothèque de la BBC. Le budget, de 6,5 millions de francs environ, ne permet ni folie ni cachets somptueux. Les directeurs artistiques - cinq seulement se sont succédé à ce poste depuis quarante ans - ont dû préférer les jeunes voix aux stars d'affiche.

Ils se sont révélés d'excellents chiens de chasse : Christiane Eda-Pierre ou Felicity Palmer ont fait leurs débuts à Wexford. Pour un artiste américain, venir goûter à la Guinness s'il veut conquérir l'Europe est quasiment indispensable. Pour les chanteurs français, italiens et autres latins, Wexford est un bon lieu d'entrée aux Opéras d'Europe du Nord. Les directeurs de Glyndebourne, de Covent Garden et de tous les théâtres lyriques de Grande-Bretagne viennent y traquer leurs futures vedettes.

Reine que les représentations sont chères : 38 livres (380 francs envi-



Scène de « El Asedio di Calais », de Donizetti, avec Alison Ladbetter dans le rôle d'Aurore.

ron) les week-ends, 26 livres en semaine. Les « soldats » du festival et leurs proches peuvent néanmoins assister aux répétitions générales pour 7 livres. Ouverte depuis quinze ans, une école de musique accueille deux cents élèves. Les plus valeureux obtiennent le privilège d'entrer dans les chœurs ou dans le National Symphony Orchestra, membres actifs du Festival.

Trois soirs, trois jours de fête. L'Assedio di Calais, de Donizetti, la Rencontre Imprévue ou les Pèlerins de la Mecque, de Gluck, et la Mégère apprivoisée, d'Hermaco-

Goetz. Triomphe absolu pour le Donizetti. Ovation debout, mâtée de fièvre pour la fille du pays, la valeureuse mezzo-soprano Alison Browner, ovation debout pour tous les paroliers foodus dans une entente miraculeuse. Il n'y a pas de miracle, disent-ils. A Wexford, ils se sentent aimés et ils ont l'impression de travailler entre parenthèses des textes inédits qui étoffent leur répertoire.

Créé pour la deuxième fois depuis le début du siècle, l'Assedio di Calais est un ouvrage captivant. Les chœurs héroïques (héroussistes) contrastent curieusement avec des airs influents interprétés par des chanteurs haut de gamme, Ann Panagoulas en tête. Cette soprano américaine a la voix de sa beauté : chaleureuse dans les graves, superbe dans des airs de bravoure insensés. Elle interprétera l'an prochain le rôle-titre de Roland de Lully au Châtelet et à l'Opéra de Lyon.

Le lendemain, la Rencontre Imprévue est dirigée à tombeau ouvert par un chef d'orchestre musclé. Soirée d'exception. Pour souffler. Le lendemain, c'est une autre paire de manches. La Mégère apprivoisée est une pièce superbe de Sha-

kespeare, mais un opéra à la partition pâlotte. Le metteur en scène, John Lloyd David, lui a mis plein de rouge aux joues dans un maquillage très élaboré, intelligent. Le décor est un tableau géant de Mondrian, lignes rigoureuses, carrés bleus, jaunes, rouges.

Les chœurs se boulescent, disparaissent dans les rouages d'un système de trébuchet. Cet ordre, Katharina, Mari Saurma, soprano finlandaise teigneuse épataote, et Petruccio, William Parcher, baryton américain tonitruant, le réduiront en miettes à force de claquages et de hurlements.

L'ordre établi, le Festival de Wexford l'a, lui aussi, oublié depuis longtemps et a omis cette année, très poliment, de célébrer l'annéée Mozart.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Jusqu'au 10 novembre. // Assedio di Calais : les 2, 5 et 8 novembre ; la Rencontre Imprévue : les 3, 6 et 9 ; la Mégère apprivoisée : les 4, 7 et 10, à 20 heures. Tél. : (19) 353-053-222-40.

## DANSE

### Souvenirs de la grande dame

La Martha Graham Dance Company présente à Garnier un beau programme auquel manque une pièce maîtresse

La Martha Graham Dance Company est à l'Opéra Garnier sans elle : Martha Graham, faut-il le rappeler, est morte le 1<sup>er</sup> avril 1991. Elle avait quatre-vingt-neuf ans. Elle avait débuté la chorégraphie en 1926, avec *Choreale*. Le programme présenté à l'Opéra Garnier est constitué de pièces historiques (de 1936 à 1948, de la montée du fascisme à la fin de la seconde guerre mondiale), confrontées à une chorégraphie outrancièrement optimiste, issue du grand âge : *Steps in the street* (1936), *El Penitente* (1940), *Herodiade* (1944), *Diversion of Angels* (1948) et *Maple Leaf Rag* (1950). *Steps in the street* est un extrait de cinq minutes d'un ballet plus long, intitulé *Chronicle*, censé être, selon le programme, l'évocation de parias ou de chômeurs (sic).

Onze danseuses en robe noire et collante sont en scène - à cette époque, la compagnie était pour l'essentiel composée de femmes. Les six premières arrivent à reculons et sont rejointes par les cinq autres, elles avancent toutes à l'unisson, en de grands mouvements vifs ou coulés, comme si elles étaient sous hypnose,

manipulées. Chômeuses, on veut bien, on y voit plutôt des créatures de luxe, pieds nus certes, qui s'adonnent à la mode du *roving* des night-clubs new-yorkais.

Martha Graham, comme d'habitude, en a dessinée les costumes, tâche qu'elle s'est réservée aussi longtemps que le nombre de ses danseuses le lui a permis, drapant directement sur les corps les tissus qui les soulignent. Hyperféminité mise en valeur par des danseurs virils, aux muscles de culturistes. Des hommes et des femmes : voilà la grande question, éreusée, fouillée jusqu'à l'os, jusqu'à l'âme, par Martha Graham, à travers les tourments psychologiques et les difficultés qu'elle rencontra dans sa vie professionnelle et privée, la reconnaissance artistique tardive, les amours impossibles, l'abandon, l'alcool, la désintoxication, la psychanalyse jungienne, la terreur de l'âge.

Cette interrogation fondamentale habite son œuvre, dans *Diversion of Angels* et, avec plus de force, dans *El Penitente*, où la femme est à la fois virgine, tentatrice, soumise, enfin, au poids de la religion et de sa place

dans la société. Dans *Herodiade*, titre initial *Mirror Before me*, Martha Graham explore le narcissisme féminin et la cruauté qu'il peut entraîner. Cette pièce faisait partie de la première saison de la chorégraphie sur Broadway, en 1944, alors qu'elle était déjà âgée de cinquante ans. La danse moderne arrivait enfin en ce lieu où s'échafaudent les comédies musicales à succès, la danse de divertissement à laquelle avaient déjà oté les contemporains de Graham, comme Charles Weidman, Doris Humphrey et Hanya Holm.

Outre l'intérêt historique et la manière dont les quatre chorégraphes s'inscrivent dans la danse américaine, le programme de l'Opéra Garnier ne réussit pas à s'actualiser suffisamment pour que l'on puisse parler de modernité. Ce qui aurait été, en revanche, possible, avec un monument comme *Clytemnestre*, son chef-d'œuvre du cycle des mythologies grecques. Il est clair qu'il manquait un grand ballet au cours de cette soirée.

On était pourtant ému par ce choix car les rôles-titres avaient été créés par et pour la chorégraphie. Il suffisait que

la danseuse soit brune, expressive, sinieuse, pour que la magie fonctionne : l'ombre de Martha Graham était parmi nous. Tout comme celle du sculpteur Isamu Noguchi, dont les œuvres créées pour *Herodiade* et *El Penitente* s'accroissent si finement à la sexualité des personnages. Bien que l'on repère facilement la dynamique grabamienne, ses tensions et ses relâchements calqués sur la respiration, les danseurs nous ont paru manquer de cette interiorité sans laquelle les personnages deviennent vite anecdotiques. *Maple Leaf Rag*, dédié aux couples et aux jeunes filles, inspiré du cirque et de la parade, n'arrive pas à nous séduire, malgré ses effets comiques appuyés. La gaité de la vieillesse est toujours suspecte.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Samedi 2 (14 h 30 et 20 heures), dimanche 3, à 14 h 30. L'orchestre de l'Opéra est placé sous la direction musicale de Stanley Sussman. Tél. : 47-42-53-71.

### L'Ange de la lumière

L'unique concert parisien de George Russell pour le Festival d'automne

So what? (de Miles Davis) a bouclé le concert de George Russell et son Living Time Orchestra, le mardi 29 octobre, pour le Festival d'Automne, au Théâtre des Champs-Élysées. Comme un adieu sans tristesse, l'arrangement qu'a écrit Russell est un modèle de commentaire maîtrisé et déchaîné à la fois. Il en redécouvre le thème allusif avec exactitude et met en scène le chœur historique de Miles. A la toute fin, quand les riffs s'éteignent doucement comme une lumière, l'homme si doux, si pur, qui va tranquillement sur ses soixante-neuf ans, fait le tour de l'orchestre d'un pas de colombe : dansant, discret.

Il dirige d'un battement de mains - un battement d'ail. Imperceptiblement, il se tourne et adresse son geste au public. Le sourire ne s'efface plus. On regrette déjà la musique. Tout geste de George Russell, toute intervention, tout déplacement est dans la grâce pure, aérien, délicat, musique. Il flotte. L'amitié et la science sont ses muses.

Le monde musical lui voue un culte courtisé. Il est peu connu du public, peu connu et parfois contesté, comme à Pleyel qui le siffla en 1964. La deuxième remarque qu'il inspire, c'est cette absence par faite d'hystérie et de spectaculaire dans un spectacle pourtant très conscient de sa forme, volontiers ironique et souvent porté au paroxysme. On aurait dû prêter plus d'attention aux arrangeurs-compositeurs, ces anges de la lumière, peintres de la musique, Gil Evans, Lalo Schiffrin, Sun Ra ou les écrivains de l'ombre pour big bands que sont leurs arrangeurs. Leur humanité profonde est saisissante.

Pour quelque raison, le batteur du Living Time Orchestra ne faisait pas le poids. Un batteur de grande formation doit être en mesure de l'équilibrer. George Russell, à qui Charlie Parker avait un jour

demandé en 1946 d'être son drummer - c'est tout de même un signe, une tuberculose l'empêcha de se réaliser, - s'en est donc remis à un jeune apprenti percussionniste. Les percussionnistes ne font jamais de grands batteurs. Question de main et de contact. Celui-ci ne jouait pas seulement du tambour, il jouait de malchance : on venait d'entendre sur la même scène Max Roach et Daniel Humair, plus Adam Nuffbaum et Tony Reedus aux côtés de Joakim Kühn ou de Joe Henderson... Peu importe.

Par l'effet d'un coup de dés des Dieux (African Games), le concept s'est brusquement dénoué : avec des éclats superbes d'Andy Scheppard, de Dave Bargern et de Tiger Okoshi. L'esprit de George Russell continue de défier. Difficile de prendre la mesure de son âge réel, de son pressentiment de la musique, de ses idées rythmiques. Il est déjà ailleurs, loin et terriblement présent. Il l'a toujours été. Il quitte le jazz comme pour mieux rejoindre, par une dernière utopie, une forme très américaine de la musique. Le jazz a souvent joué contre l'idée de l'Amérique. Russell joue avec. A grandes enjambées sur l'histoire, le cinéma, toutes les musiques populaires dont il sait tout, les grands espaces. Charles Ives aussi bien que Louis-Moreau Gottschalk, il parcourt des canyons et des vallées, des images mentales et les rêves éveillés qu'il suscite.

A chaque final, sur le dernier accord qui meurt, il se tourne alors malicieusement vers l'audience, toujours mince, toujours dansant, et glisse quelques mots simples en guise de remerciement. Comme un Duke Ellington qui aurait félicité Brecht. Il dit à mi-voix une déclaration d'amour à l'orchestre, à Miles, au théâtre, à Paris, à tout ce qui bouge, à la musique. On le lui rend bien.

FRANCIS MARMANDE

## CINÉMA

### Les joies de la découverte

Une rencontre de deux solitaires, un premier film prometteur

OU LE SOLEIL EST FROID de Bogdan Dumitrescu

Un premier film, appartenant à une cinématographie pratiquement inconnue (malgré deux récentes rétrospectives), double handicap en ces temps de peu de curiosité cinématographique. Pourtant, *Ou le soleil est froid*, débuts d'un Roumanien de vingt-neuf ans, réserve tous les plaisirs qu'on peut espérer de ce genre de découverte. Il rappelle l'euphorie connue naguère avec la révélation de cinéastes d'autres pays de l'Est. Avec pour toute arme une histoire simplissime, et une foi grosse comme ça dans la capacité de la caméra et des comédiens à créer la beauté et l'émotion.

Deux personnages bors du monde, une femme en rupture de couple et un gardien de phare un peu sauvage, dans un décor unique du phare et de la plage, suffisent au

réalisateur pour tisser un jeu de regards et de silences, d'éclats et de refus, qui signent un vrai metteur en scène. La maîtrise du noir et blanc, le cadre sobre et attentif aux visages font passer les quelques longueurs ou redites.

Qu'il décline les métaphores de l'enfermement et de la liberté, qu'il invente un jeu optique tout simple plus évocateur que les effets spéciaux les plus sophistiqués, qu'il brosse un portrait de réel éblouissant ou filme soudain la panique du garçon sur une épage, Dumitrescu touche juste et ses comédiens trouvent dans l'improvisation d'étonnantes ressources. Leur face-à-face s'ouvrira à la fin sur une fiabilité plus générale, urbaine, sociale, avec une morale désempoquée, mais exécutée avec tous et ironie. Malgré quelques maladresses, *Ou le soleil est froid* est à l'évidence une belle promesse.

JEAN-MICHEL FRODON

## PHOTOGRAPHIE

### Le réalisme social de Martin Parr

En février dernier, la photographie britannique des années Thatcher a débarrassé sur les cimaises du Musée d'art moderne de New-York et donnait un coup de fouet à la photo documentaire sociale. Outre Chris Killip et Paul Graham, Martin Parr présentait des grands formats en couleur consacrés au « coût de la vie », portraits à la fois implacables et tendres de la *middle class* anglaise.

Supermarchés vulgaires, pavillons de banlieue sinistres, barbecues nuséabonnés, réunions de familles passantes, Martin Parr nous épargne rien, à coup de couleurs criardes soulignées parfois au flash, des artifices de la société de consommation. Derrière ce nouveau réalisme et le refus de l'ambellissement de l'image, le photographe, membre de l'agence Magnum, jette une note optimiste : rien n'est perdu, après dix ans de thérisme, tant que les gens continuent de communiquer. Quel que soit le cadre, quels que soient les malentendus. Comme cette adolescente punk - vêtement noir et crête orange - qui demande quelque argent à sa grand-mère, la main dans le sac.

M. G.

► Martin Parr, « The Cost of Living », galerie Jacques Godard, 37, rue des Archives, 75004 Paris. Jusqu'au 16 novembre.

## THÉÂTRE

### La mort de Joseph Papp, fondateur du New-York Shakespeare Festival

Le producteur Joseph Papp, fondateur du New-York Shakespeare Festival où furent créés tant de grands succès de Broadway, est mort jeudi 31 octobre à New-York d'un cancer de la prostate, à l'âge de soixante-dix ans. Joseph Papp avait fondé en 1954 le New-York Shakespeare Festival, alors constitué de représentations gratuites des pièces du grand Will.

Le Festival prit sa forme actuelle, dans l'ancienne Astor Library de Central Park, en 1960. Cette manifestation est devenue sous sa direction l'un des plus grands événements théâtraux des États-Unis, servant souvent de tremplin aux spectacles vers les plus hautes récompenses théâtrales (prix Pulitzer, Tony Awards) et vers les scènes de Broadway.

Parmi les plus célèbres, *A Chorus Line*, le show qui a battu le record de longévité à New-York, *Plenty*, ou la première version de *Hair*. Plusieurs millions de spectateurs ont assisté aux quelque cinq cents pièces qui y ont été jouées - l'œuvre théâtrale complète de Shakespeare, la plupart des classiques, mais aussi beaucoup de jeunes auteurs, mais aussi des représentants des diverses minorités ethniques. Papp, qui a travaillé avec des auteurs aussi différents que Vaclav Havel et Sam Sheppard, a également produit la pièce de Larry Kramer, *The Normal Heart*, premier drame à aborder le problème du sida. Il avait par ailleurs dirigé de 1973 à 1977 la compagnie théâtrale du Lincoln Center, mais sans grand succès. En mai 1990, Joseph Papp avait nommé à ses côtés au Shakespeare Festival JoAnne Akalaitis, considérée comme son héritière artistique.

J.-M. F.

لكن في الحول



هذه هي الحياة

## ÉCONOMIE

### BILLET

#### M<sup>me</sup> Cresson, l'URSS et les éleveurs

L'URSS est victime de graves pénuries alimentaires et ne parait pas avoir les moyens d'importer des produits agricoles. La France possède d'importantes stocks de viande et doit affronter une vague de mécontentement de ses agriculteurs. Face à cette situation, il était astucieux d'imaginer un accord de troc entre les deux pays.

En annonçant mercredi 30 octobre la signature d'un protocole d'accord commercial de 1,6 milliard de francs avec l'URSS, portant sur un échange de produits alimentaires contre des livraisons de pétrole et de gaz, Matignon lance un message tout autant aux éleveurs français qu'à la communauté internationale. Aux premiers, le premier ministre indique que, grâce à l'accord, les stocks de viande de l'Hexagone seront éliminés, ce qui devrait favoriser une remontée des cours. A la seconde, M<sup>me</sup> Cresson signale que la France peut faire preuve d'imaginer face à la profonde crise économique et financière dont l'URSS est actuellement victime.

Pourtant, l'intérêt d'un tel accord, autre que ponctuel, est difficilement démontrable. Si l'on sait que la France cède à l'URSS 100 000 tonnes de viande bovine, ainsi que d'autres produits agricoles comme de la poudre de lait ou du sucre, le montant des importations de pétrole et de gaz, lui, n'a pas été divulgué. On peut imaginer que ces achats à l'URSS ne soient ni à très bon marché ni de très bonne qualité. L'autre grande inconnue de l'accord passé avec le « centre » porte sur la destination réelle des produits agricoles. Il se passe peu de jours sans que des responsables de différentes Républiques soviétiques dénoncent l'aide alimentaire occidentale, qui selon eux disparaît bien avant de parvenir dans les différentes régions. Malgré toutes ces critiques, les accords de troc ne sont pas forcément à dédaigner, compte tenu de l'actuelle désorganisation du système soviétique. D'ailleurs, l'URSS y a de plus en plus recours dans ses échanges avec les anciens satellites de l'Est ou d'autres parties du monde. Face aux pays industrialisés, Moscou présente un atout majeur, celui de ses richesses naturelles. Mais l'intérêt pour les pays occidentaux d'exploiter ces richesses à court terme, sans concentrer leurs efforts sur la mise en œuvre d'un véritable partenariat commercial, est limité. On peut aujourd'hui tirer au coup par coup sur les stocks d'or ou les réserves de pétrole de l'URSS. On n'est pas sûr pour autant de contribuer à la prospérité future du géant soviétique.

FRANÇOISE LAZARE

### Première séance de négociation

## Les partenaires sociaux veulent dissiper la confusion entre apprentissage et alternance

Prévues dès la signature de l'accord du 3 juillet sur la formation professionnelle, transcrit dans un projet de loi, les négociations sur l'apprentissage se sont ouvertes le 31 octobre. Les partenaires sociaux ont décidé de se retrouver pour trois autres séances, les 25 novembre, 4 et 11 décembre, mais il n'est pas certain qu'ils parviennent à un accord avant la fin de l'année. Or ils doivent avoir achevé leurs travaux pour que se tienne la table ronde, programmée elle aussi en 1991 par M<sup>me</sup> Edith Cresson. Sur ce dossier, dont le premier ministre a voulu faire une des priorités, clairement affichées de son discours d'investiture, il faut en effet recueillir l'avis de tous les acteurs impliqués, non seulement les syndicats et le patronat, mais aussi les régions, l'éducation nationale... pour qu'une quelconque réforme prenne corps.

Pour leur première séance, les négociateurs ont été réunis à des considérations d'ordre général en définissant les chapitres à aborder au cours des discussions. En fixant le cadre, ils ont surtout tenté de dissiper les « confusions de langage » entretenues par les propos de M<sup>me</sup> Cresson comme par le ministre de l'éducation nationale. L'objet est bien de s'occuper de l'apprentissage, qui est une « filière de formation à part entière », et non de l'alternance, déjà traitée par la précédente négociation. Seule la CFT a fait valoir à part. Elle a souligné qu'elle était opposée en développement de l'apprentissage, puisque, dans sa conception, proche de celle des milieux enseignants, l'alternance est une formule pédagogique incluse dans la formation professionnelle publique, « qu'il faut rénover ». A cette exception près, les différentes délé-

gations ont manifesté des soucis « convergents ». Il faudra encore étendre l'apprentissage à d'autres métiers que ceux de l'artisanat, l'ouvrir davantage aux grandes entreprises, principalement industrielles, et faire en sorte que cette filière puisse permettre d'atteindre des niveaux supérieurs au CAP, comme cela est possible depuis la loi de 1987. La rémunération de l'apprenti devra être rapprochée de celle du contrat de qualification, revalorisée par l'accord de juillet. Enfin, mais la question est épineuse, il conviendra de s'attaquer aux règles de financement. Actuellement, le produit de la taxe d'apprentissage va, pour moitié, vers d'autres types de formation, et ce sont les régions qui, ayant acquis une compétence de droit commun, font figure de soutiens.

A. L.

## Inciter les jeunes au travail

Suite de la première page

Sur une année, ils étaient 40 000, anciens étudiants ou adolescents pas trop motivés, à profiter de cette commodité, conçue en 1984 pour faciliter leur insertion sociale, à défaut de garantir leur intégration professionnelle.

Au passage, et cela sera sans doute plus discuté, le ministre du travail a aussi renoncé aux allocations d'insertion versées aux jeunes isolés, souvent à la recherche d'un emploi après une interruption dans le travail. La mesure, qui bénéficiait à 13 000 femmes, qui percevaient 2 500 francs en moyenne, a été jugée inefficace. Soit ces femmes sont âgées de plus de vingt-cinq ans, et elles peuvent prétendre au RMI (revenu minimum d'insertion), soit elles sont plus jeunes, mais ont un enfant, et seront par conséquent soutenues. Les autres, sans enfants, sont priées de chercher un travail comme les hommes du même âge. Faut-il ajouter que la suppression de ces mesures autorise une économie de 1,4 milliard de francs et que, avantage non négligeable, elle risque fort d'avoir une incidence sur les chiffres du chômage? Dès lors qu'aucune aide n'est à espérer, il n'y a plus de raisons de s'inscrire à l'ANPE.

Une logique identique a été appliquée aux « contrats emploi-solidarité » (CES), qui ont succédé aux célèbres TUC (« travaux d'utilité collective »). Dorénavant, les jeunes de seize à dix-huit ans ne pourront pas être admis dans ce dispositif, amélioré depuis un an et demi, puisque le CES est assorti d'un contrat de travail, certes limité dans sa durée, mais qui est aussi rémunéré sur la base du SMIC horaire pour un poste à temps. Pourquoi? On s'est aperçu que, attirés par la perspective d'un « petit » salaire, des adolescents en situation d'échec quittaient l'école prématurément plutôt que de tenter d'obtenir un diplôme.

En revanche, et cela sera certainement jugé moins attractif, on leur proposera des « contrats locaux d'orientation » (CLO), au nombre de 60 000 en 1992, toujours dans les collectivités locales, les associations et les établissements publics, exclusivement réservés aux dix-huit-vingt-cinq ans comme pour les CES. Calqués sur les « contrats d'orientation », appelés à remplacer les anciens

s'ils éprouvent de grandes difficultés d'insertion sociale et professionnelle, ou poussés vers la vie active, moyennant le « coup de pouce » de l'exonération de charges sociales.

Si l'on voit bien ce que tente de faire M<sup>me</sup> Aubry en élargissant ainsi les branches du traitement social auxquelles les jeunes avaient trop tendance à se raccrocher, c'est dans le deuxième volet de son action que réside le vrai et délicat pari. Les protections retirées, il faut maintenant que, non seulement ces jeunes, le plus souvent démotivés, aillent vers l'emploi, mais que les entreprises les accueillent et vite. Tout dépend désormais, dans cette politique à haut risque, de l'attitude des employeurs, et de leur aptitude à embaucher. De ce point de vue, l'exonération de charges à 100 % la première année, à 50 % les six mois suivants, pour tout contrat à durée indéterminée conclu entre le 15 octobre et le 31 mai, sera-t-elle suffisante pour assurer la réussite de ce changement audacieux des règles admises depuis le début de la crise?

Ans! importante soit-elle, la baisse du coût du travail (28 %) ne convaincra pas forcément des employeurs qui ne peuvent pas toujours embaucher, qui craignent des lendemains difficiles, et n'ont pas nécessairement envie de recruter un personnel non qualifié, à l'origine du moins. Et il y en aura encore qui, avec l'appui de certains membres du gouvernement, préféreront croire aux vertus autrement plus positives à leurs yeux d'un SMIC Jeunes, moins ciblé.

Dans ce registre, pourtant, M<sup>me</sup> Aubry ne manque pas d'arguments, qui justifient son obstination et son choix. Au travers des différentes mesures, ce sont actuellement 75 % des jeunes qui sont recrutés en dessous du SMIC, et cela n'a pas empêché que les moins formés restent à l'écart de l'emploi. Or, peut-on rester sans rien faire quand, aux 400 000 jeunes sans diplôme qui stagnent dans le chômage, l'absence d'emploi ajouterait à ce « stock » une grasse partie des 120 000 qui sortent chaque année du système scolaire sans aucune formation? Afin d'éviter la désagrégation sociale, les entreprises doivent, pour leur bien et celui de la société, faire preuve de civisme. D'autant, ajoute-t-elle, que 30 % des emplois non qualifiés sont occupés par des qualifiés, que l'on pourrait mieux utiliser. Un paradoxe ou une difficulté de plus, à un moment où l'on se plaint, par ailleurs, d'une pénurie de main-d'œuvre adaptée.

ALAIN LEBEAUME

### L'usine de Cléon toujours bloquée

## M<sup>me</sup> Aubry somme les syndicats de Renault d'accepter ses propositions

L'espoir de parvenir à un règlement rapide du conflit qui paralyse l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) et l'approvisionnement de l'ensemble du groupe automobile paraissait bien tenu vendredi 1<sup>er</sup> novembre dans la matinée. Les tentatives de rapprochement menées la veille par M. Jean Cordouan, chargé de mission du gouvernement, sont restées vaines et M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, s'est risquée à mettre en demeure les syndicats d'accepter, avant vendredi 11 heures ses propositions. Celles-ci consistent à faire coïncider l'ouverture de négociations locales et l'évacuation des acs de l'établissement par les grévistes.

Vendredi matin, une assemblée générale a refusé de lever les piquets de grève tout en se prononçant en faveur de la poursuite des pourparlers.

« Faute de réponse positive dans ce délai, la mission de M. Cordouan devra être considérée comme terminée », a précisé M<sup>me</sup> Aubry. Quelques heures auparavant, la CGT - très largement majoritaire à Cléon - avait réclamé que cette mission soit prolongée. Un responsable cégétiste reprochait vendredi matin à la direction de Cléon de « refuser de prendre des engagements précis sur les salaires ». Les dirigeants de Renault n'entendent

pas remettre en cause l'ensemble de la politique salariale mais acceptent de revoir les mécanismes d'indexement collectif aux performances.

Privés de moteurs et de boîtes de vitesses, les établissements de Flins, Billancourt, Sandouville, Maubeuge, Douai, Orléans, Choisy-le-Roi, Dieppe et Le Mans n'ont pratiquement pas fonctionné jeudi; de même que l'usine Renault de Vervors (Belgique) et la filiale de Volvo aux Pays-Bas. En Espagne, les centres de production de Fasa-Renault ne peuvent plus assurer la fabrication de modèles diesel.

Compte tenu de l'intransigeance de la CGT - qui exige des propositions précises avant même l'ouverture de négociations et compte bien profiter de l'aubaine que constitue la situation stratégique de Cléon - le conflit paraît donc dériver vers l'épreuve de force. Quant à la direction de l'usine, elle risque de payer la maladresse avec laquelle elle a tenté de mobiliser (sans grand succès, d'ailleurs) la maîtrise et l'encadrement. Dans ces conditions, la question de l'intervention des forces de l'ordre, autorisée par la justice, pourrait de nouveau se poser. Le gouvernement devra trancher.

J.-M. N.

### Alors qu'il n'occupe plus ses fonctions depuis trois ans

## Le vice-président du conseil général du Doubs reçoit toujours un salaire des Automobiles Peugeot

BESANCON  
de notre correspondant

La publication, samedi 26 octobre, dans le quotidien de Nancy l'Est-Républicain, du bulletin de salaire établi en septembre 1991 par la Société des automobiles Peugeot, au nom du vice-président du conseil général du Doubs, provoque une vive polémique dans le département. Conseiller général RPR depuis 1985 et maire d'Évaux, commune de 3 600 habitants voisine de Sochaux, M. Jean Geney, qui était entré chez Peugeot en 1957, perçoit un salaire mensuel voisin de 10 000 francs (11 319,92 francs brut en septembre 1991), alors qu'il n'exerce plus ses fonctions de technicien au service des méthodes générales mécaniques du centre de production de Sochaux depuis trois ans.

La direction d'Automobiles Peugeot a indiqué le 29 octobre que, pour le seul département, plus de quatre-vingt-dix maires ou adjoints figuraient parmi le personnel de Sochaux et admet que « cette situation l'amène à prendre des mesures

particulières ». Celles-ci vont des autorisations d'absences sans rémunération aux contrats à temps partiel, en passant par des aménagements d'horaires. M. Geney, pour sa part, avait, selon la direction de l'entreprise, été chargé depuis 1988 de « missions d'étude et de recherche permettant au centre de production de Sochaux d'améliorer la compréhension de son environnement et d'assurer une cohésion entre le développement d'actions spécifiques ayant un impact sur cet environnement et celles menées au niveau local et départemental ».

Dans le même temps, la cour d'appel de Besançon, infirmant un jugement antérieur du conseil des prud'hommes de Montbéliard, estime justifié le licenciement sans indemnité de M. André Falot, ce militant CGT de Peugeot mis à la porte en 1989 pour avoir, à l'issue d'une grève de deux mois à laquelle il avait activement participé, emporté chez lui un sac à souder d'une valeur de 80 francs.

CLAUDE FABERT

## Bombardier négocie l'achat de De Havilland

MONTREAL

de notre correspondant

Le gouvernement de l'Ontario et la firme québécoise Bombardier (moteurs, trains, métros, avions) sont en négociation pour l'achat de l'avionneur De Havilland, a confirmé, mercredi 30 octobre à Toronto, le premier ministre de la province, M. Bob Rae.

Selon les informations publiées par le journal Toronto Star, Bombardier pourrait détenir 51 % des actions et le gouvernement de l'Ontario 49 %. Les deux partenaires ajouteraient 100 millions de dollars (509 millions de francs) dans le capital de la société. Le gouvernement ontarien offrirait, de plus, une garantie de 300 millions de dollars (1,5 milliard de francs), Ottawa, pour sa part, y ajouterait une somme de 300 millions sur une période de cinq ans et consentirait une aide de 150 mil-

lions (760 millions de francs) au financement de la vente.

De Havilland, ancienne société de la Couronne fédérale achetée par la société Boeing en 1986, est en vente depuis juillet dernier, et la Commission de Bruxelles s'est opposée à son rachat par le français Aérospatiale et l'italien Alenia (le Monde du 4 octobre). Boeing a annoncé qu'il ferait l'usine, qui emploie quatre mille personnes, s'il ne trouvait pas d'acheteur.

J.-A. L.

## Le gouvernement attribue dix nouvelles lignes à des concurrents d'Air France

M. Paul Quilès, ministre responsable des transports, a attribué le 31 octobre dix nouvelles lignes aériennes internationales à sept concurrents d'Air France. Air Littoral reçoit le droit d'exploiter trois dessertes (Orly-Casablanca, Marseille-Londres, Nice-Rome). TAT, deux dessertes (Roissy-Genève, Nice-Genève), les autres en recevant une seule: Air Austral

(La Réunion-Ile Maurice), Air Liberté (Orly-Tunis), Euralair (Roissy-Turin), Minerve (Roissy-Tokyo) et Air Outre-Mer (Roissy-Rio-de-Janeiro).

Cette libéralisation porte à quatre le nombre de lignes nationales et internationales nées à Air France et Air Inter subissent la concurrence d'une compagnie privée. Elle était la condition sine qua non à l'acceptation par la Commission de Bruxelles du regroupement Air France-UTA-Air Inter.

Depuis le mois de mars dernier, seules sept lignes ont été effectivement ouvertes, la chute du trafic occasionnant un mauvais remplissage et de fortes pertes, comme Minerve en a fait l'expérience sur Orly-Nice.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## LE MONDE diplomatique

Novembre 1991

- **PROCHE-ORIENT** : Enfin la Paix ? par Alain Gresh. - Croire à la paix dans un Liban normalisé, par Samir Kassir.
- **MAGHREB** : La frustration des classes moyennes, par Zakya Daoud.
- **LE RETOUR DE L'AFRIQUE** : Champ libre au modèle libéral et démocratique, par Christian de Brie. - Les nouvelles couches sociales entrent en scène, par Philippe Lemaire. - Politique de la terre brûlée au Zaïre, par Colette Braeckman.
- **HAÏTI** : Trop de pauvres pour la démocratie, par Jean-Pierre Alaux.
- **FRANCE** : Mélancoïles, par Ignacio Ramonet. - Mérites, mythes et limites de la rigueur, par René Passet.
- **EUROPE** : Vivre en confédération, par Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern.
- **FINLANDE** : Joensuu et la nostalgie de la « Carélie perdue », par Nicole-Lise Bernheim.
- **LITTÉRATURE** : Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F



# ÉCONOMIE

Acquis par Carrefour en juin dernier

## Euromarché a perdu 1,266 milliard de francs au premier semestre

« Il n'y avait pas de vice caché chez Euromarché », M. Michel Bon, président de Carrefour, a cherché, jeudi 31 octobre, à apaiser les frayeurs qui risquent de susciter une lecture au premier degré des comptes semestriels de sa toute récente acquisition : une perte de 1,266 milliard de francs. Ce chiffre, a-t-il expliqué, reflète une perte exceptionnelle de 1,041 milliard de francs imputable à un alignement des méthodes comptables d'Euromarché sur celles de Carrefour (décode des stocks, durée des amortissements, consolidation du crédit-bail...). Le reste (un déficit de 225 millions) provient effectivement de l'exploitation et marque une aggravation par rapport à l'année précédente (-82 millions de francs), due notamment à une qua-

si-stagnation du chiffre d'affaires d'Euromarché (+0,2 %). Jeudi 31 octobre, la cotation du titre Euromarché a été suspendue. Carrefour lançant une offre publique de retrait à 4 470 francs sur les 7 000 actions en circulation. Les comptes de Carrefour pour les six premiers mois de 1991 font apparaître des ventes hors taxes de 40,5 milliards de francs, en hausse de 16,7 %. S'il n'intègre pas Euromarché, ce chiffre tient compte en revanche des magasins Montlaur, repris à la fin mars dernier. Sans eux, la hausse aurait été de 14,3 %. A 593 millions de francs, le résultat net consolidé (part du groupe) s'inscrit en progression de 6,7 %. Sur l'ensemble de l'exercice, le groupe maintient ses prévisions, soit 100 milliards de francs de chif-

fre d'affaires (120 milliards prévus en 1992). Le 15 novembre prochain, l'hypermarché d'Avignon sera le premier de la chaîne Euromarché à troquer son enseigne contre celle de Carrefour. Tous les autres suivront dans un délai d'un an. Du moins, ceux que Carrefour conservera, puisque M. Bon a réaffirmé qu'il y aurait « rectification du périmètre » : sont concernés, notamment, les hypermarchés de petite taille (moins de 6 000 mètres carrés). De même, le ministre de l'économie et des finances a demandé à la chaîne de rétroceder des magasins à où l'addition des forces de vente d'Euromarché et de Carrefour pouvait fausser localement la concurrence, problème qui se pose dans « moins de dix » cas. F. V.

Les ventes automobiles stagnent au Japon

## Nissan annonce une chute de 56 % de son bénéfice semestriel

Le marché automobile japonais, qui donne des signes de faiblesse depuis plusieurs mois, commence à perturber les constructeurs nippons. Numéro deux du secteur derrière Toyota, le groupe Nissan vient ainsi d'annoncer une chute de 56 % de son bénéfice net semestriel non consolidé par rapport à la même période de l'an dernier; repli qu'il impute, pour l'essentiel, à l'atonie du marché local.

Au terme du demi-exercice fiscal clos le 30 septembre dernier, Nissan a dégagé un résultat net de 24,3 milliards de yens (un peu plus de 1 milliard de francs). Son chiffre d'affaires est toutefois en légère hausse, de 1,9 %, et atteint

2 088 milliards de yens. Les dirigeants de Nissan ne prévoient pas de remontée des profits pour les six mois à venir, d'autant que le constructeur automobile a décidé, malgré ces moindres performances financières, de maintenir son ambitieux programme d'investissement. Les montants dégagés en faveur de la recherche-développement devraient même être accentués au cours des six mois à venir.

Les constructeurs automobiles nippons ont toujours trouvé dans leur marché intérieur, base nationale qui leur est, tous créneaux confondus, relativement peu disputée, un réservoir à marges suffisant leur permettant de mener des politiques commerciales agressives sur les marchés extérieurs.

TOKYO, 1<sup>er</sup> novembre

La baisse revient

Le petit jeu de l'alternance s'est poursuivi vendredi 1<sup>er</sup> novembre à Tokyo. A la hausse de la veille a succédé une baisse d'ampleur à peu près comparable. Le mouvement ne s'est pas accéléré durant la séance. D'entrée de jeu, l'indice Nikkei avait décliné de 0,7 %. A la clôture, il s'inscrivait à la cote 25 044,24 avec une perte de 178,04 points (-0,7 %).

Les professionnels attribuant cet effacement à des ventes d'arbitrages. De plus, à Tokyo comme à New-York, les investisseurs ont suspendu toute initiative superficielle dans l'attente de la publication des derniers chiffres du chômage américain, mais aussi, disent-on, de la décision de la Banque du Japon d'abaïsser ses taux directeurs avec l'arrivée du nouveau premier ministre. M. Kiichi Miyazawa. L'activité est restée très modérée en cette veille de week-end avec tout juste 300 millions de titres échangés comme la veille.

NEW-YORK, 31 octobre

Léger tassement

Après trois séances de hausse, la tendance s'est inversée jeudi 31 octobre à Wall Street. La baisse n'a toutefois jamais revêtu une très grande ampleur durant la journée, atteignant 0,3 % au maximum. A la clôture, l'indice Dow Jones des industriels s'élevait à la cote 3 069,09, soit 2,69 points au-dessous de son niveau précédent (3 071,78). Le bilan général est resté positif, puisque sur 2 140 valeurs traitées, 689 ont encore monté, tandis que 919 seulement baissaient et que 526 répétaient leurs cours de la veille.

Si l'optimisme déclenché par la décision de la Réserve fédérale d'abaisser le taux de l'argent au jour d'un quart de point à 5 % n'a pas été entamé, les investisseurs se méfient. L'annonce d'une diminution de 1,7 % en septembre des commandes passées à l'industrie est un nouveau signe que la récession pourrait ne pas avoir pris fin. C'est du moins la thèse développée par les analystes proches du marché. De ce fait, beaucoup autour du Big Board attendent avec impatience les derniers chiffres du chômage publiés ce vendredi dans l'espoir de se faire une idée plus précise de la situation économique. L'activité a diminué de 179,49 millions de litres on a changé de mains 145,32 millions de la veille.

CHANGES

Nouveau recul du dollar

De nombreuses places financières ont chuté vendredi 1<sup>er</sup> novembre pour la fête de la Toussaint, notamment Paris, Bruxelles, Milan et Madrid. Sur les marchés restés ouverts, le dollar s'est partout inscrit en baisse en liaison avec les mauvaises statistiques économiques publiées aux Etats-Unis.

FRANCFORT 31 octobre 1<sup>er</sup> novembre  
Dollar (en DM) 1,6735 1,6710  
TOKYO 31 octobre 1<sup>er</sup> novembre  
Dollar (en yen) 131 130,74

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(effets privés)  
Paris (31 octobre) 87/8 - 9 %  
New-York (30 octobre) 5 1/8 %

## Trois dirigeants d'Ultramar démissionnent au milieu d'une OPA

Démotions en chaîne chez Ultramar, la compagnie d'exploration pétrolière britannique, cible d'une OPA hostile lancée par sa compatriote et rivale Laxmo (le Monde du 22 octobre 1991). Pas moins de trois de ses plus hauts dirigeants viennent de renoncer à leurs fonctions, pour, ont-ils expliqué, ne pas gêner la défense d'Ultramar.

L'explication peut sembler curieuse. Ces trois départs, parmi lesquels figurent celui de Sir John Darby, numéro un du groupe, ne vont-ils pas handicaper gravement la compagnie pétrolière attaquée, et la priver ainsi de ses plus hauts cadres dans une période délicate? Pas vraiment si l'on en croit la presse britannique, qui a cessé de fustiger le gestion déclinant des dirigeants d'Ultramar... et de reprocher leurs performances de leur niveau de rémunération. Estimant que leur maintien à la tête de la société justifiait la tentative de coup de force de leur adversaire et soucieux de mettre fin au grand déballage sur leurs compétences professionnelles, les trois hommes ont pris le large.

Premier groupe industriel britannique

## L'état de santé d'ICI s'améliore, mais...

ICI, premier groupe industriel du Royaume-Uni et quatrième chimiste mondial, se porte mieux. Pour la première fois depuis deux ans et demi, les profits de l'entreprise se sont remis à augmenter. Au troisième trimestre, son bénéfice net consolidé s'est élevé à 196 millions de livres (1,9 milliard de francs), en progression de 22 % par rapport à celui dégagé en 1990 à pareille époque, pour un chiffre d'affaires à peu près stable de 3,07 milliards de livres (contre 2,99 milliards).

Ce résultat correspond aux prévisions faites par les analystes, qui avaient situé le niveau de profits entre 180 et 220 millions de livres. Le géant de Millbank entretrait-il en convalescence? Rien d'est moins sûr. Les premiers bénéfices des réductions de coûts réalisés dans le cadre du dernier plan de restructuration ont commencé à porter leurs fruits avec un peu d'avance. Et puis la hausse du bénéfice a été épaulée par la

revente pour 14 millions de livres de la participation détenue dans le capital d'Ellis & Everard, un distributeur de produits chimiques. Toutes les branches d'activité du groupe sont en outre loin d'avoir retrouvé leur vigueur d'antan. Si la rentabilité s'est améliorée en pharmacie (+11,4 %) et a bondi dans les peintures (+31,2 %), elle s'est encore dégradée dans les autres divisions. En outre, les analystes se disent déçus par les commentaires du PDG, Sir Denis Henderson. « Il confirme ce que nous entendons. L'industrie n'investit pas et nous ne verrons pas de reprise significative avant 1992 ». Lord Hanson, dont le groupe s'intéresse des longtemps à ICI, en profitera-t-il pour lancer l'assaut? Il vient de reconnaître publiquement l'échec de sa stratégie. Mais il est bien connu pour faire toujours l'inverse de ce qu'il dit.

A. D.

Réalisant une double opération financière

## L'Union industrielle de crédit augmente son capital

M. Christian de Longeville, président-directeur général de l'Union industrielle de crédit (UIC), a présenté jeudi 31 octobre la double opération financière à laquelle va se livrer sa compagnie. Celle-ci, pour acquiescer 50 % de l'Union pour le financement d'immeubles de sociétés (UIS), filiale à 97 % du GAN spécialisée dans le crédit-bail et la location de son patrimoine immobilier, va augmenter son capital de plus de 1 milliard de francs.

M. de Longeville, PDG de l'UIC (filiale de la Compagnie financière de CFC et de l'Union européenne) a d'abord précisé le caractère important et inhabituel de l'opération. L'UIC, qui opère comme banque de dépôt et exerce aussi ses activités dans le crédit d'équipement, le financement de l'immobilier et le crédit-bail

immobilier, jouit d'une situation « fondamentalement bonne et saine », a-t-il déclaré, mais « le titre a eu une médiocre tenue boursière et l'on constate une forte baisse du PER (price earning ratio, rapport cours/bénéfice) qui est passé de 8 à 4 ». Cette double opération va permettre à l'UIC, d'une part, d'améliorer ses ratios réglementaires - jusqu'à « faibles mais corrects » -, notamment en portant le ratio de solvabilité actuellement de 8,22 % à 10 % et, d'autre part, d'élargir la palette des produits proposés par l'UIC.

A partir du 12 novembre

Concrètement, l'UIC va augmenter son capital de 1,015 milliard de francs. Cette augmentation s'effectuera sous la forme d'une émission - avec droit préférentiel de souscription, à raison de deux actions nouvelles pour trois anciennes - de 1 353 732 actions portant jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1992, au prix de 750 francs. L'émission sera ouverte au public à partir du 12 novembre 1991. Les fonds ainsi collectés permettront l'achat de la moitié de l'UIS au prix de 800 francs par action. Selon l'UIC, cette double opération entraînera une augmentation de 76 % de ses fonds propres consolidés, faisant passer ceux-ci de 2,5 milliards à 4,3 milliards de francs. Parallèlement, l'actif net réévalué de l'ensemble passera de 4 milliards à 7 milliards de francs. Enfin, l'UIC souligne l'accroissement du patrimoine immobilier qui passera de 1 milliard à 4,5 milliards de francs après l'opération, dont 2,8 milliards de francs pour l'UIC en tenant compte de sa quote-part dans l'UIS.

F. Bn.

## La Grande-Bretagne lance un programme d'emprunts en écus

La Grande-Bretagne lancera l'année prochaine un programme régulier d'emprunts à moyen terme en écus, probablement par la voie d'adjudications trimestrielles d'obligations du Trésor à trois ans, a annoncé, jeudi 31 octobre, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont. Le chancelier a déclaré que le nouveau programme d'emprunt favoriserait le développement du marché de l'écu à Londres et confirmerait l'importance attachée par le gouvernement britannique à la diffusion du panier de monnaies européennes.

Le Trésor britannique organise des adjudications mensuelles de titres à court terme libellés en écus depuis octobre 1988 et a lancé au début de l'année sa première émission d'obligations à long terme en écus. - (AFP)

# COMMUNICATION

Un colloque sur les radios à l'initiative de RFI

## Etat d'urgence pour les radios francophones

Quarante-trois radios francophones d'Afrique, d'Asie, de l'océan indien ainsi qu'une station tchèque et une roumaine, mais aussi de nombreux organismes audiovisuels français et étrangers (TV5, RTBF, TDF, Institut national de l'audiovisuel, Radio Canada internationale, etc.), ont participé, du 28 au 30 octobre, au colloque « Convergences et pertes », organisé à la Cité des sciences de la Villette, à Paris, par Radio France internationale (RFI).

A quelques jours des Assises francophones de la communication que M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre délégué à la francophonie, doit inaugurer le 15 novembre, ce colloque donnait l'occasion de faire le point sur l'état des relations entre les médias radiophoniques de langue française, après les changements intervenus à l'Est et les débuts de la démocratisation dans certains pays d'Afrique. Ce rassemblement revêtait d'ailleurs un caractère d'urgence pour certaines radios publiques africaines, dont les moyens financiers sont réduits et qui rencontrent des problèmes techniques (diffusion, équipement, mesures d'audience, etc.) et juridiques (droits d'auteur). RFI, quant à elle, renouait avec une politique de coopération internationale que le manque de moyens avait, depuis 1983, quelque peu abandonnée.

Les travaux en commission autour des thèmes « Echanges et coproduction », « Formation, audit et conseil » ont surtout révélé le besoin de renouveler et d'adapter les initiatives en matière de coopération. Ils ont aussi mis l'accent sur la pauvreté du financement des projets. Le problème de la formation résume particulièrement l'enjeu de ce colloque : inscrire la coopération radiophonique dans la durée et, pour cela, lui trouver un mode de financement.

Lorsque RFI, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ou l'Ecole

supérieure de journalisme de Lille (ESJ) accueillent en stage de futurs journalistes ou techniciens de l'audiovisuel africain, leurs actions ne peuvent répondre pleinement à la demande par manque de ressources ou par inadéquation. Le dirigeant d'une radio latineenne illustre cette carence en expliquant qu'il n'avait obtenu que deux stages de formation pour deux de ses journalistes, dont un de quinze jours à RFI. Un responsable de MBC (radio-télévision mauricienne) notait pour sa part que « les stagiaires étaient souvent frustrés à leur retour », la vétusté ou l'absence de moyens matériels les empêchant de mettre en pratique l'expérience acquise ailleurs, et plaçant en faveur du déplacement sur place de formateurs, « véritables ambassadeurs de RFI ».

Financements absents

La professionnalisation des personnels et l'accroissement des moyens techniques de la presse radiophonique étant nécessaires, une politique de partenariat s'avère indispensable. Surtout lorsque cette collaboration peut en partie renforcer le processus de démocratisation engagé dans certains pays et préparer ou accompagner la libéralisation des ondes et l'émergence des radios libres. Mais la générosité des propositions et l'urgence de plusieurs d'entre elles se heurtent à l'absence de financement hexagonal et international. La neutralité et l'objectivité des initiatives de coopération ont aussi été évoquées.

En plus du projet de mise en place par RFI d'une banque de données sonores informatisée, baptisée Theo, la création d'un fonds pour les radios de langue française figure parmi les propositions concrètes. Il devrait être proposé aux chefs d'Etat des pays francophones lors du quatrième Sommet de la francophonie, organisé à Paris du 19 au 21 novembre. RFI, pour sa part, en se fondant sur sa mission de coopération et de service public, pourrait également demander un budget de formation

à M<sup>me</sup> Catherine Tasca. En clôture du colloque, le ministre délégué à la francophonie, en soulignant que « la mutation en cours du paysage francophone est un facteur de démocratisation » et que la multiplication des médias « jouait un rôle décisif dans l'évolution de la société », mettait aussi l'accent sur le dialogue des cultures, qui passait notamment par des coproductions entre radios de l'espace francophone. M<sup>me</sup> Tasca indiquait que « cette réflexion d'ensemble, menée par des professionnels, permettrait aux décideurs publics d'orienter leur politique audiovisuelle et d'engager de nouvelles mesures ».

Des propos qui traduisaient une prise de conscience gouvernementale des difficultés financières des radios francophones, mais qui ne persuadaient que partiellement les acteurs de ce rassemblement. « La politique de coopération se heurte trop souvent aux résistances des gouvernements étrangers, qui privilégient la télévision au détriment de la radio », regretait M. Bernard Schoeller, responsable de la formation à RFI.

T. R.

Déprogrammation des « Moissons de fer » sur A 2

## La guerre perdue du service public

Antenne 2 tenait, avec « Les moissons de fer », la rambarde aérée documentaire de Gérard Rougaron et Jean-Claude Luthchansky consacrée à l'envas de la guerre de 14-18, - un moyen de marquer sa différence avec les chaînes commerciales. Las... Au lieu de programmer cette série en début de soirée comme l'ont fait la BBC et la télévision belge (RTBF), A 2 avait choisi de la montrer à 23 h 30, les dimanches 3 et 10 novembre, l'heure à laquelle tout le monde

va se coucher. Y compris les élèves de troisième, qui ont la Grande Guerre à leur programme. Catta diffusion trop tardive a ému de très nombreux téléspectateurs ainsi que certains membres du gouvernement. Mercredi 30, la chaîne s'est donc révisée. Elle a décidé de déprogrammer le premier épisode pour passer la série sur deux jours consécutifs, les 10 et 11 novembre. En prime time cette fois? Pas du tout! A 23 h 30 et à 22 h 15. Certaines guerres seraient elles perdues d'avance?

## Le Monde L'ÉDUCATION

Novembre 1991

## A L'IUT, A L'UNIVERSITÉ ACQUÉRIR UN MÉTIER

Tout savoir sur les nouvelles filières professionnalisées pour devenir ingénieur.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

كلنا من الاعداء



كلنا من الوطن

## AGENDA

### PHILATÉLIE

#### Parcours de la flamme olympique

La Poste mettra en vente générale, le vendredi 15 novembre, un timbre à 2,50 F. Parcours de la flamme olympique.

La flamme doit arriver d'Olympie (Grèce) sur le sol de France le 14 décembre avant d'entamer un parcours - sous la forme d'un relais de 5 000 kilomètres pour lequel cinq



mille jeunes ont été sélectionnés - à travers tout le territoire, qui la mènera à Albertville le 8 février 1992. La Poste a signé en septembre 1989 un accord avec le comité d'organisation des X<sup>VI</sup>e Jeux olympiques d'hiver, qui fait d'elle l'organisateur exclusif de ce parcours.

Le timbre, bleu, rouge et noir, au format vertical 21,45 x 36 mm, mis en page par Charles Bridoux d'après le logo des Jeux olympiques, gravé en taille-douce par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée à Paris, le jeudi 14 novembre, de 9 heures à 17 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la Cité des sciences et de l'industrie (hall d'entrée), 30, avenue Corentin-Liart, 19<sup>e</sup>, de 8 heures à 19 heures, à Paris-Louvre RP et Paris-Séjour et, de 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup> (boîtes aux lettres spéciales).

Rédaction réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Antoine Bourdelle, 75015 Paris. Tél.: (1) 46-45-29-27. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

### En filigrane

● Le Monde des philatélistes de novembre. - Le 45<sup>e</sup> Salon philatélique d'automne, qui se déroulera du 7 au 11 novembre à l'Espace Champéret à Paris, donne l'occasion au Monde des philatélistes de novembre de retracer près de sept siècles d'histoire de mariages princiers à Monaco (pays invité du Salon). L'éclatement des nationalités en Yougoslavie et des répercussions philatéliques, avec des émissions de timbres en Croatie et en Slovénie présentées en feuilles entières et sur lettres. Serge Zayons commence le recensement des cartes postales de la « drôle de guerre ». Également au sommaire de ce numéro : le dernier ambulant ferroviaire de Toulouse à Perpignan; les Tchèques en Antarctique; la collection des caméts Marianne de Briat (le Monde des philatélistes, 88 pages, en vente en kiosques, 23 F).

● Élections à l'Académie de philatélie. - Yves-Maxime Danan et Bertrand Sineis ont été élus membres de l'Académie de philatélie, samedi 5 octobre. Bertrand Sineis, négociant parisien, est un spécialiste de l'histoire postale de la dernière guerre. Yves-Maxime Danan, qui a publié des études sur Jersey et Guernesey, est président de la Société française de philatélie fiscale. Il est l'auteur, dans le Monde des philatélistes de novembre, d'un article traitant du courrier des bataillons de travailleurs civils en France envahie (Civil Arbeiter) en 1917-1918.

● Numismonnaies. - Numismonnaies, deuxième Salon International de la numismatique et de la scriptophilie, se déroulera à l'Espace-Champéret à Paris les 15, 16 et 17 novembre. Il réunira une

soixantaine d'exposants. Au programme : exposition de timbres anciens et de billets de banque; conférences; ventes aux enchères.

● Ventes aux enchères Kaetler. - Une vente aux enchères exceptionnelle aura lieu vendredi 8 novembre à 20 heures à l'Hôtel des ventes Drouot-Richelieu (salle 8) par le ministère de M<sup>me</sup> Millon et Robert et de l'étude Laurin-Guiloux-Buffetaud-Tailleur (expert Jacques Laroche). Cette vente dispersera deux cent soixante lots de la collection Henri Kaetler - qui fut le premier président de l'Académie de philatélie - consacrée à l'Alsace-Lorraine, dont on attend de gros prix. Catalogue 50 F, auprès de l'expert, J. Laroche, Beaulieu-Philatélie, 21, rue Drouot, 75009 Paris (tél.: (1) 47-70-20-18), où les lots sont visibles jusqu'au jeudi 7 novembre, de 11 heures à 18 h 30.

● Distingo. - Le Poste propose, à partir du 4 novembre, un nouveau produit postal, Distingo, qui est une enveloppe conçue pour l'envoi de documents en France métropolitaine et en Corse. Elle est préaffranchie avec une figurine sans valeur faciale, ce qui en fait que les philatélistes appellent un « entier postal ». Distingo est disponible en deux formats (20 F ou 25 F) pouvant contenir 12 ou 30 pages (pour un poids d'environ 100 g et 250 g) et bénéficie de tarifs dégressifs (le prix unitaire passe de 20 F à 13 F pour un achat de 10 000 enveloppes petit format, par exemple). Rappelons, à titre de comparaison, que le tarif lettre ordinaire jusqu'à 250 g est actuellement de 11 F.

### CARNET DU Monde

#### Naissances

- Claude SINDACO-DOMAS, THIERRY DOMAS souhaitent la bienvenue à

Elio,

né le 28 octobre 1991.

15, rue Jean-Macé, 75011 Paris.

- Marie-Hélène TOTY

et Gérard PESTRINAUX ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Raphaël PESTRINAUX.

Collège Alexandre-Dumas, 75370 Neuville-lès-Dijon.

#### Décès

- L'ensemble du personnel Mitravib. Le président, Le conseil, ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre ANDRÉ,

ingénieur ECAM et ESE,

leur collègue, ami, administrateur et cofondateur de la société.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et adhérents : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 50 F

### WEEK-END D'UN CHINEUR

#### ILE-DE-FRANCE

Samedi 2 novembre

La Varenne-Saint-Hilaire, 16 h 30 : tapis d'Orient; Sens, 19 heures : vins.

Dimanche 3 novembre

Auxerre, 14 h 30 : porcelaines; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : argenterie, bijoux; Sens, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Tonnerre, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

#### PLUS LOIN

Samedi 2 novembre

Costanza, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Pithiviers, 14 h 30 : tableaux; Romenay, 14 heures : orfèvrerie, mobilier; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 3 novembre

Arles, 14 heures : tableaux modernes; Arzac, 15 h 30 : marine; Bergerac, 14 h 30 : mobilier; Besançon, 14 heures : mobilier, objets d'art; Castres, 14 h 30 : tableaux modernes; Evreux, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Pithiviers, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Romenay, 14 heures : céramique, art primitif; Saint-Amant-Mouton, 14 heures : mobilier, objets d'art; Sully-sur-Loire, 14 heures : vente sur le thème de la chasse.

#### FOIRES ET SALONS

Trouville, Moisheim, Romorantin, Fayence.

LOTTO		MERCREDI 30 OCTOBRE 1991	
5	29	37	38
6	20		

20/35		MERCREDI 30 OCTOBRE 1991	
6	29	37	38
7	20		

20/35		MERCREDI 30 OCTOBRE 1991	
6	29	37	38
7	20		

20/35		MERCREDI 30 OCTOBRE 1991	
6	29	37	38
7	20		

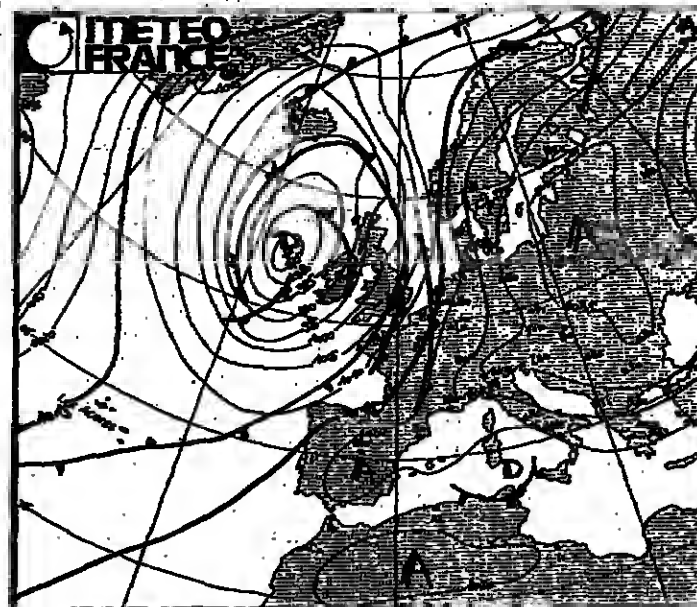
20/35		MERCREDI 30 OCTOBRE 1991	
6	29	37	38
7	20		

20/35		MERCREDI 30 OCTOBRE 1991	
6	29	37	38
7	20		

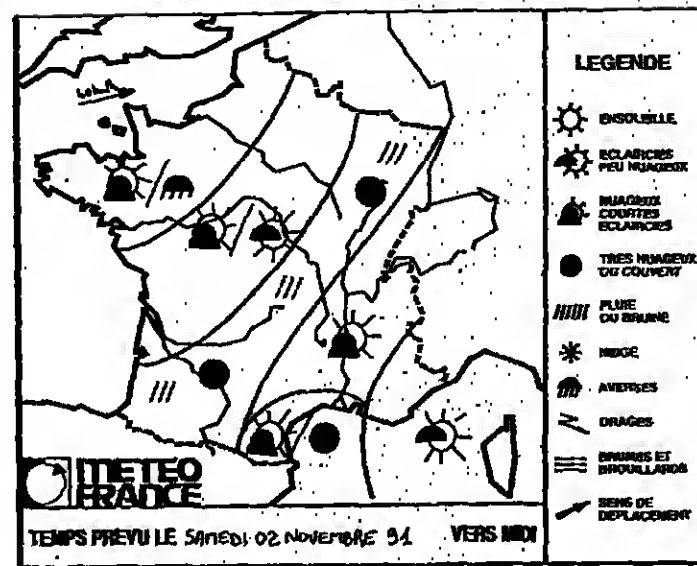
20/35		MERCREDI 30 OCTOBRE 1991	
6	29	37	38
7	20		

### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 NOVEMBRE 1991



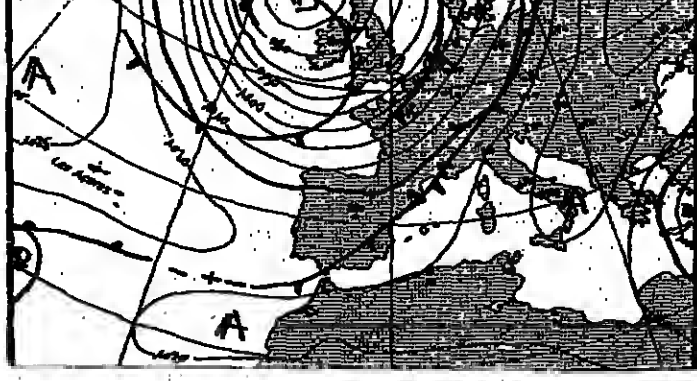
Samedi : une zone pluvieuse traverse la France. - Sur le Bretagne, les Pays de la Loire, la Normandie et le Pas-de-Calais, le temps restera très changeant tout au long de la journée, avec des courtes éclaircies entrecoupées de brèves averses. Le vent de sud-ouest soufflera fort, avec des rafales jusqu'à 80 km/h dans l'arrière-pays sous les averses.

Sur les Charentes, le Poitou, le Centre, le Bassin parisien et les Ardennes, on se réveillera sous un ciel gris et pluvieux; mais cela ne durera pas, et pour le reste de la journée, des éclaircies alternent avec des passages plus nuageux, avec l'après-midi du temps à autre une courte averse.

Sur le Sud-Ouest, la Massif central, la Bourgogne, la Champagne et la Lorraine, le ciel se couvrira rapidement par l'ouest au début de journée et à l'ouest. Le retour des éclaircies se fera progressivement en fin de journée par l'ouest. Sur la Moselle, la région Rhône-Alpes, la Franche-Comté et l'Alsace, le ciel se couvrira en fin de matinée; la pluie arrivera l'après-midi.

Sur la Languedoc et le Roussillon, le vent marin amènera de nombreux nuages bas tout au long de la journée, tandis que la pluie arrivera en soirée.

Sur la Provence, les Alpes du Sud et la Côte d'Azur, ce sera une journée douce et ensoleillée. En fin de journée, le ciel se voile.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 31-10-1991 à 18 heures TU et le 01-11-1991 à 6 heures TU

le 31-10-1991 à 19 heures TU et le 01-11-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				TOULOUSE				LOS ANGELES			
ALGER	15	11	S	D	15	12	S	N	22	9	N
BARCELONE	15	11	S	D	15	12	S	N	22	9	N
BORDEAUX	17	12	O	D	17	12	O	D	24	11	D
BOUGUES	12	8	O	D	12	8	O	D	17	17	D
BREST	15	12	P	F	15	12	P	F	24	11	D
CADIX	15	12	P	F	15	12	P	F	1	1	D
CHERBOURG	15	12	P	F	15	12	P	F	1	1	D
CLERMONT	10	7	O	D	10	7	O	D	24	11	D
DJIBOUTI	15	9	O	D	15	9	O	D	1	1	D
GENÈVE	15	12	P	F	15	12	P	F	1	1	D
LILLE	15	12	P	F	15	12	P	F	1	1	D
LIMOGES	11	9	O	D	11	9	O	D	1	1	D
LYON	9	6	P	F	9	6	P	F	1	1	D
MADRID	15	12	P	F	15	12	P	F	1	1	D
MARSEILLE	11	8	O	D	11	8	O	D	1	1	D
NANTES	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
NICOTIA	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY	15	12	N	D	15	12	N	D	1	1	D
PARIS-MONTY											



# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 2 novembre

IMAGES

PIERRE GEORGES

## Le Loto par les deux bouts

C'EST la rude maxime du Loto : un pauvre devenu riche n'est plus un pauvre, mais pas encore un riche. Ah qu'il est dur le sort du gagnant, le vrai, pas l'épicière, celui qui, du jour au lendemain, reçoit sur le coin de sa vie une montagne de fric 1, 2, 3, jusqu'à 7 milliards de centimes, une vraie catastrophe de bonheur.

« Envoyé spécial » a fait, pour nous, un petit voyage à l'intérieur de l'usine à rêves. Un lieu très fréquenté, puisque douze millions de Français y pointent régulièrement et que, comme chacun sait, en cette église de la grille, il y a davantage d'appelés que d'élus.

Le gagnant, hélas, à ce jeu-là, c'est toujours l'autre. Le Loto national, pour fêter ses quinze ans, avait réuni à Paris, au Ritz, on ne prête qu'aux riches, quelques-uns des cas les plus passés de l'autre côté du rêve. Ce Perpignanaia, par exemple, un maçon qui, avec son frère, a gagné 53 millions de francs. Il n'en est pas encore ramis, s'il doit jamais s'en remettre.

La caméra d'A2 les avait suivis, sa femme et lui. L'arrivée en Rolls affrétée par le Loto, les salons du palais et la chambre, surtout la chambre, une sorte de suite royale, loto-

que. Le maçon catalan en avait des années de communiant et sa femme s'émouvait, tant de luxe, tant de confort, une si belle radio. Et tous deux répétaient : « C'est merveilleux, 53 millions de francs, c'est pas possible ». Ils la répèteront probablement encore si le journaliste ne leur avait fait préciser le concret de leur rêve : faire construire une maison, de maçon, vers Toulouse ou, peut-être, dans le Tarn. Et puis le meuble de meubles anciens, de beaux meubles, « Tenez comme ici ».

Ces gagnants étaient fournis. Il en est d'autres qui se font cigales et avec une frénésie gourmande. Cette fille de paysans, par exemple, élevée à la rude école d'un sou et un sou, et qui a décidé de brûler son loto par les deux bouts. Ce fut bon pour elle de voir jouer la coquette, affectant de ne plus savoir très bien si elle avait gagné 33 ou 39 millions de francs. En fait, c'était plutôt quarante, gagnée au pendule, une martingale comme une autre. « Eh oui, je n'ai pas eu la chance de faire des études, alors, vous comprenez je me suis vengée au pendule ».

Il n'est pas interdit de penser qu'à ce jeu-là les élus, outre leur chèque à rallonger, gagnent le droit de provoquer les perdants.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◯ film à éviter ; ■ on peut voir ; ■■ ne pas manquer ; ■■■ chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 1<sup>er</sup> novembre

TF 1

- 20.45 Variétés : Tous à la Une. Emission présentée par Patrick Sabatier. Avec Smail, Gérard Jugnot, Roch-Volante, François Valéry, Philippe Lafontaine, Jérôme de La Brosse, Luc de La Rochellière, le Cirque de Pékin.
- 22.45 Magazine : SOS. Présenté par Brigitte Bardot.
- 23.45 Spécial sports : Boxe. Super-welters : Said Skouma (France) - Brett Lilly (Etats-Unis) ; Super-légers : Karim Rabbil (France) - Alberto Cortes (Argentine).
- 0.55 Journal et Météo.

A 2

- 20.45 Jeu : Fort Boyard. Animé par Sophie Davant et Patrick Laffont.
- 22.05 Série : Pas de faire-part pour Max.
- 22.55 Sport : Tennis. 6<sup>e</sup> Open de la Ville de Paris.
- 0.25 1. 2. 3. Théâtre.
- 0.35 Cinéma : Le Rayon vert. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1989). Avec Marie Rivière, Vincent Gauthier, Béatrice Romand.
- 2.10 Journal et Météo.

FR 3

- 20.45 Magazine : Thalassa. Présenté par Georges Pernoud, en direct de Saint-Nazaire, pour le départ de la course Le Baudouin. Reportage : Phoque en stock, de Yannick Charles, Philippe Laspénasse et Laurence Giraudineau.
- 21.40 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Biographies littéraires. Invités : Philippe Sollers (Lectures à la NRF 1981-1987), de Louis-Ferdinand Céline ; Yves Courrière (Roger Vailland ou un libéral au regard froid) ; Delphine Baur (Biographie de Simone de Beauvoir) ; notre collaborateur Pierre Lepape (Didier).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Magazine : Musicales. L'œil écoute... Budepest (2<sup>e</sup> partie).
- 0.05 Magazine : Mondo Sono. Présenté par Jean-François Bataille. Afrique : Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Sénégal, Cameroun ; Amérique latine : Brésil, Antilles.

CANAL PLUS

- 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Saint-Etienne-Montpellier, en direct.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Le Journal du cinéma.
- 23.04 Cinéma : Police Academy 6... SOS ville en état de choc. ■■ Film américain de Peter Bonerz (1989).
- 0.25 Cinéma : Punisher. ■■ Film américano-australien de Mark Goldblatt (1989).

1.50 Cinéma :

- Sex et pérestroika. ■■ Film français de François Joffe et Francis Leroy (1989).
- 3.20 Cinéma : Dans l'enfer de Java. ■■ Film indonésien de Robert Chappell (1989).

LA 5

- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Téléfilm : Un privé au paradis. De Marina Coullidge, avec Dirk Benedict, Sydney Walsh, Rabal (France), Alberto Cortes (Argentine).
- 23.35 est au bout de la rue. De Lawrence Gordon, avec Ray Lonnien, Derek Thompson.
- 0.30 Journal de la nuit.
- 0.40 Demain se décide aujourd'hui. Le Club du télé-achat.
- 1.15 Rediffusions.

M 6

- 20.40 Série : Le Saint. La Fille brésilienne.
- 22.25 Série : Equalizer.
- 23.20 Magazine : Emotions. Tranche de vie ; Caméra indiscret ; Les imprudences de La Fricoline ; Science de pose ; Dossiers classés.
- 23.50 Magazine : Culture rock. Présenté par Roxanne. La funky music.
- 0.15 Capital.
- 0.25 Six minutes d'informations.
- 0.30 Informations : Bonne Nouvelle.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : L'Anthropologie. De Gérard Pétis et Marie-Christine Pouchelle. 8. Dialogue secret.
- 21.00 Téléfilm : Bonne chance Frenchie. D'Alain Bonnot (2<sup>e</sup> partie).
- 22.40 Série : Photo-romans. Kalfuade-Pregue.
- 22.55 Téléfilm : Pierre qui roule. De Marion Vernoux, avec Marianne Denicourt, Benoît Régent.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Marie Sell.
- 21.30 Musique : Black and Blue. Festivals d'été.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Code. Le jazz à Cortazar.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert. (en direct de Sarrebruck) : Symphonie n° 8 en ut mineur A 117, de Bruckner, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Uwe Mund.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

TF 1

- 15.25 Sport : Rugby. Finale de la Coupe du monde.
- 17.25 Overtourment : Mondo Dingo.
- 17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Série : Marc et Sophie.
- 19.20 Le Rous de la fortune.
- 19.50 Tinge du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert et Météo.

QUATRE EN UN  
LE MAGAZINE DEDICÉ  
EXCLUSIVEMENT À LA MOTO  
DE VOIR A ET HOS  
CANAL JIMMY  
SUR LE CABLE

- 20.45 Variétés : Sébastien c'est fou ! Emission présentée par Patrick Sébastien.
- 22.35 Magazine : Ushusia.
- 23.35 Magazine : Formule sport.
- 0.30 Journal, Météo et Trafic infos.

A 2

- 15.00 Magazine : Sports passion. Tennis : 6<sup>e</sup> Open de la Ville de Paris (demi-finales).
- 16.50 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
- 18.25 INC.
- 18.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 19.05 Série : L'homme qui tombe à pic.
- 19.50 3 Minutes pour faire lire.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par : Aurant Cabrol.
- 22.30 Magazine : Double jeu.

TF 1

- 12.55 Météo, Trafic infos et Journal.
- 13.20 Série : Hooker.
- 14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.05 Série : Columbo.
- 16.50 Disney parade.
- 16.15 Magazine : Téléfoot. Championnat de France. A 18.00, Loto sportif.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7.
- 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
- 20.50 Cinéma : La Forêt d'émeraude. ■■ Film américain de John Boorman (1985).
- 22.45 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.50 Cinéma : Les Nouveaux Tricheurs. ■■ Film français de Michael Schock (1987).
- 0.35 Journal et Météo.
- 0.55 Concert : Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine. Requiem, de Berlioz.

A2

- 13.00 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin.
- 14.50 Série : Mac Giver.
- 15.45 Dimanche Martin (suite).
- 17.35 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.
- 18.20 1. 2. 3. Théâtre.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Football : Basket-ball ; Rugby ; Automobile ; Tennis ; Patinage artistique ; Voile ; Canoë-kayak.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Série : Seul face au crime. L'Afrique de la plage, de Giorgio Capitani, avec Micheline Presle, Nancy Sill (1<sup>re</sup> partie).
- 22.10 Magazine : Bouillon de culture.
- 23.30 Documentaire : Les Moissons de fer. De Gérard Rougeron.
- 0.25 Journal et Météo.

- Présenté par Thierry Ardisson. Invité : Gérard Jugnot.
- 23.35 Sport : Tennis. 6<sup>e</sup> Open de la Ville de Paris.
- 1.05 Journal et Météo.
- 1.35 Série : Un juge, un flic.
- 3.25 Rediffusions.

FR 3

- 16.00 Documentaire : Cinéma.
- 16.45 Série : Portraits d'Alain Cavalier.
- 17.00 Magazine : Le retour de la tempête.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.00 Chronique : Le Dessous des cartes.
- 20.05 Documentaire : Histoire parallèle. (v.o.).
- 21.00 Téléfilm : Pierre qui roule. De Marion Vernoux, avec Marianne Denicourt, Benoît Régent.
- 22.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.50 Magazine : Cinéma de poche.
- 23.55 Cinéma d'animation : Images.
- 0.00 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 16.05 Canal voyages.
- 16.15 Documentaire : Le Couple et l'Argent. Les Superstars du catch.
- 17.05 En clair jusqu'à 20.30 : Le 19-20 de l'information.
- 19.05 Dessin animé : La Grande Supercherie.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : Désastre à la centrale 7. De Larry Elikian, avec Michael O'Keefe, Perry King, Les Nuls... l'émission.
- 22.00

## Dimanche 3 novembre

FR 3

- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Magazine : Faut pas rêver.
- 14.25 Magazine : Sports 3 dimanche.
- 17.45 JET.
- 16.15 Magazine : A vos amours.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Jeu : Spécial Questions pour un champion. Finale des Masters.
- 21.50 Magazine : Le Orban. Invité : Aki Kaurismäki, ambassadeur du Japon à Paris.
- 22.15 Journal et Météo.
- 22.35 Cinéma : La Dernière Chasse. ■■ Film américain de Richard Brooks (1956).
- 0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 11.00 Le Journal du cinéma.
- 11.04 Cinéma : Police Academy 5... SOS ville en état de choc. ■■ Film américain de Peter Bonerz (1989).
- En clair jusqu'à 14.00 : Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Mon zénith é moi.
- 13.30 Magazine : Respiro.
- 14.00 Téléfilm : Le Combat de Jane Roe. De Gregory Hoblit, avec Holly Hunter, Amy Madigan.
- 15.30 Magazine : 24 Heures.
- 16.35 Documentaire : Les Seigneurs du vent.
- 17.00 Les Nuls... l'émission.
- 17.55 Le Journal du cinéma.
- 18.00 Cinéma : L'Aventure des Ewoks. ■■ Film américain de John Korty (1984).
- En clair jusqu'à 20.30 : Flash d'informations.
- 19.35 Ca cartoon.
- 20.20 Dis Jérôme... ?
- 20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présentation du sommaire.

- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Documentaire : Hello Louis. De Philippe Kacchlin.
- 23.55 Le Journal du cinéma.
- 0.00 Cinéma : La Femina camésion. Film américain, classe X, de John Loele (1990).
- 1.30 Cinéma : Contre-enquête. ■■ Film américain de Sidney Lumet (1990).

LA 5

- 15.50 Série : Le Retour de Mike Hemmer.
- 16.45 Série : Ripside.
- 17.35 Série : La Loi de Los Angeles. Magazine : Intégral. Formule 1.
- 19.00 Série : L'Enfer du devoir.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Série : Perry Mason. La Dame du lac.
- 22.30 Feuilleton : Shogun.
- 23.25 Journal de la nuit.
- 23.35 Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.
- 0.30 Rediffusions.

M 6

- 16.40 Jeu : Hit hit hit hurra !
- 18.45 Série : Vegas.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.25 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.30 Informations : Bonne nouvelle.
- 20.40 Un sacré bout de femme. De Noël Sileck, avec Petty Duke, Joe Sologna.
- 22.20 Téléfilm : Ils étaient tous mes enfants. D'Ed Shearn, avec Linda Lavin, Torquill Campbell.

- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Musiques : Replina.

LA SEPT

- 16.45 Portraits d'Alain Cavalier.
- 17.00 Avis de tempête.
- 19.00 Documentaire : Chronique de l'infection. Le Oessous des cartes.
- 20.00 Histoire parallèle.
- 21.00 Téléfilm : Pierre qui roule.
- 22.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
- 22.35 Soir 3.
- 22.50 Magazine : Cinéma de poche.
- 23.55 Cinéma d'animation : Images.
- 0.00 Téléfilm : Le Cri du cochon.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Papa, de Serge Vattel.
- 20.45 Musiques : Opus. Entrées dans la montagne, horspiel de Frenet et Pliester d'après l'œuvre de Paul Celan ; Ut de neige, de Soucouschlev ; Minuette (doublement obstinée, de Poussier ; Fragments-Silence, de Nono ; Zeiss, de Manoury ; Der Wain, de Berg.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Opéra (donné le 11 janvier 1989 à Gand) : Judith Trampans, drame militaire sacré en deux actes, de Vivaldi, par l'Ensemble instrumental Il Fondamento, dir. Paul Dombrecht ; sol. : Kataline Van Laethem, mezzo-soprano, Dina Grossberger, alto, Mechthild Georg, Maria Hylén, Elizabeth Laurance, contraltos.
- 23.05 Poussières d'étoiles.

- Film américain de Robert Aldrich (1954).
- Informations : M 6 express.
- 22.15 Capital.
- 22.25 Magazine : Sport 6.
- 22.35 Cinéma : Les Onze Mille Verges. ■■ Film français d'Eric Lippmann (1975).
- 0.15 Six minutes d'informations.
- 0.20 Magazine : Sport 6.
- 0.25 Magazine : Metal express.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 15.00 Documentaire : Vladimir Horowitz.
- 16.30 Série : Rencontres.
- 17.30 Documentaire : J'étais moi aussi à la bataille d'Isonzo.
- 19.00 Documentaire : L'Anthropologie.
- 20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
- 20.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
- 20.30 Cinéma : Yaaba. ■■ Film burkinabé d'Idrissa Ouedraogo (1989).
- 21.55 Court métrage : La Gesta de Segou.
- 22.05 Court métrage : L'Autre Ecole.
- 22.35 Le Dessous des cartes.
- 22.40 Cinéma : Le Peuple sage. ■■ Film franco-indonésien de Gérard Vienne (1984-1989).
- 0.05 Courts métrages : Le Consultation ; Les Petits Coins.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique.
- 22.35 Musique : Le Concert. Concert imaginaire du GRM : Papaloti pour piano et bande, d'Alvarez, par Dominique My, piano ; Les Grâces naturelles, les Bagatelles, les Baricades mystérieuses, de Couperin, par Scott Rose, clavier ; Tremblement de terre très doux, de Bayle ; Chant derrière, de Gurcheff et Tohmase De Hartman, par Alain Kremski, piano ; Grand bruit, de Zanesi.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 4 octobre à Leipzig) : Symphonie n° 30 en ré majeur K 202, Concerto pour violon et orchestre n° 5 en la majeur K 219, de Mozart ; Nocturne de Debussy ; Variations sur un thème de Paganini, de Blacher, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, le Chœur de femmes de la radio de Leipzig, dir. Marek Janowski ; sol. : Thomas Zetzmair, violon.
- 23.05 Poussières d'étoiles.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

3 Novembre

Chœur de la Vierge

Simone VEIL

La Santé. Le Proche-Orient. L'Europe

Rediffusion à 1 heure du matin

شركة الميديا



كنا في اليوم

La fin de la première session de la conférence de paix à Madrid

## Vifs échanges entre Israël et la Syrie

Avant la clôture de la session d'ouverture de la conférence de paix, les chefs de délégation ont de nouveau pris la parole, vendredi matin 1<sup>er</sup> novembre à Madrid, pour répondre aux interventions des deux jours précédents.

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a estimé qu'un traité de paix avec la Jordanie était réalisable et a offert au Liban « sous le joug de l'occupation et de l'oppression syrienne ». « D'où signer un autre après le retrait des troupes syriennes. M. Shamir a, en revanche, refusé en termes durs les interventions de la Syrie et des Palestiniens jeudi, tout en les invitant « à saisir la main tendue en signe de paix ». « Nous n'avons pas de visées sur le territoire libanais, et dans le contexte d'un traité de paix et du départ de la présence syrienne, nous pourrions rétablir la stabilité et la sécurité aux frontières entre nos deux pays », a-t-il déclaré, accusant la Syrie de « mériter le triste honneur d'être un des régimes les plus oppressifs et tyranniques du monde ».

Reprochant au député palestinien, M. Haidar Abdel Chafi, « sa déformation de l'histoire et ses distorsions des faits », M. Shamir a ajouté : « Nous avons présenté une proposition équitable aux Palestiniens, qui leur offre une chance d'améliorer leur sort de façon immédiate. Je les appelle à accepter notre proposition et à se joindre à nous dans les négociations. » M. Shamir a, enfin, renouvelé sa proposition de tenir d'abord en

Israël, puis dans les pays arabes voisins, les négociations bilatérales qui doivent suivre la séance plénière.

M. Abdel Chafi a demandé aux États-Unis et à l'Union soviétique de placer « l'ensemble des territoires palestiniens occupés » sous tutelle internationale « en attendant un règlement final » et d'exercer cette tutelle eux-mêmes ou par l'intermédiaire des Nations unies. « Les Palestiniens veulent vous confier la protection de leurs vies et de leurs terres jusqu'à ce qu'une paix juste et légitime soit réalisée », a-t-il dit.

Le représentant palestinien a souligné que le peuple palestinien « en exil ou sous occupation » était « déterminé à exercer son droit à l'autodétermination et à établir un État conduit par notre direction légitime et reconnue ». Il a réaffirmé que la question des territoires coexistait avec le statut du conflit israélo-arabe, réitérant son exigence d'un arrêt de la colonisation juive des territoires occupés. M. Abdel Chafi a, d'autre part, critiqué le premier ministre israélien pour avoir quitté prématurément la conférence « sous le prétexte » du sabbat, le jour

hebdomadaire de repos dans la religion juive.

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charaf, a, quant à lui, présenté devant les participants à la conférence un « avis de recherche pour actes de terrorisme » portant la photo de M. Shamir, qu'il a qualifié d'« assassin ». Le ministre syrien a prononcé un violent discours, en grande partie improvisé, contre les positions du premier ministre israélien.

M. Shamir « terroriste »

M. Chbarab a affirmé que M. Shamir avait participé en novembre 1948 à l'assassinat de l'émissaire suédois des Nations unies, le comte Folke Bernadotte. « C'est un assassin d'émissaires de paix », a-t-il dit. « Cette vieille photo de M. Shamir à l'âge de trente-deux ans avait été distribuée car il était recherché », a déclaré M. Chbarab. « Il a reconnu lui-même qu'il était un terroriste », a-t-il ajouté.

Le ministre syrien a, d'autre part, estimé que l'argument de M. Shamir affirmant que les juifs qui vivaient en Palestine il y a deux mille ans n'ont le droit d'y retourner « avant encore plus pour des Palestiniens qui y vivaient encore il y a à peine quarante ans et dont certains ont toujours sur eux la cicatrice de la douleur », est « une insulte à la mémoire de la Syrie ». « Nous pourrions la libération des terres occupées et la sécurité pour tous » dans la région. — (AFP, Reuters.)

Pour la presse arabe

### Une ouverture « en douceur » mais les principaux problèmes demeurent

La presse arabe du Proche-Orient s'accorde, jeudi 31 octobre, pour souligner que la conférence de Madrid s'est ouverte « en douceur » mais qu'il convient d'émettre des réserves sur son issue, les pourparlers de paix n'ayant pas encore été engagés et les problèmes de fond restant entiers.

A Beyrouth, l'Orient-Le-Jour titre : « Arabes et Israéliens saluent les discours d'ouverture ». Le seul fait que « les ennemis ont quitté leurs tranchées pour s'asseoir à la même table est un progrès considérable », estime An Nahor, qui souligne qu'il reste un long

chemin à faire pour une réconciliation entre les peuples. » Pour le syrien As Saoura, les efforts internationaux ont permis de franchir l'une des étapes les plus difficiles, à savoir un face-à-face entre antagonistes.

La conférence pourrait déboucher sur « un règlement juste et global, mais il ne faut pas trop se laisser aller à l'optimisme : le chemin reste dur et long », prévient-il. Les quotidiens jordaniens et égyptiens ont unanimement souligné que le principe de la légalité internationale a dominé la première journée de cette conférence, dont ils soulignent le caractère « historique ». — (AFP.)

MADAGASCAR : malgré un accord politique

### Une nouvelle épreuve de force risque d'être engagée

A l'issue de deux jours de réunion entre le gouvernement légal, l'opposition, l'Eglise, et des représentants de l'armée, une convention a été signée jeudi 31 octobre, à Tananarive, aux termes de laquelle le président Didier Ratsiraka est maintenu dans ses fonctions, tandis que M. Albert Zafy, premier ministre du gouvernement de transition, devient président de la Haute-Autorité de l'Etat chargée d'assurer la transition vers la troisième République.

Cet accord, survenu après plus de six mois de crise, risque d'être rejeté par le Comité des forces vives — qui représente l'opposition — le départ du président Ratsiraka étant considéré comme un préalable à tout compromis. Selon la convention signée jeudi, le chef de l'Etat garderait ses fonctions de chef suprême des armées, ce qui risque de provoquer une nouvelle épreuve de force entre l'opposition et le régime. En revanche, il ne présiderait plus le conseil de gouvernement. — (AFP.)

### Les pays nordiques vont créer une banque baïte d'investissement

Les ministres de l'économie et de la coopération des cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède) vont examiner, le 12 novembre prochain, à Helsinki, la création d'une banque baïte d'investissement (BIB). Le principe en a été récemment décidé en vue d'attirer les capitaux privés dans les pays nordiques à relancer leur économie. Il est prévu que 70 % du capital seront d'origine nordique, 20 % seront d'origine baïte, les 10 % restants étant fournis par des investisseurs internationaux.

Les cinq pays ont déjà une Banque nordique d'investissement dont le siège est à Helsinki, qui finance de grands projets de caractère bilatéral ou multilatéral. Cet établissement avait coopéré avec la future BIB, mais les investisseurs privés ont eu une très grande prudence : ils redoutent la confusion que ne manquera pas d'entraîner l'abandon du rouble au profit des nouvelles monnaies que les trois gouvernements baïtes cherchent à mettre en circulation. En Estonie, les premiers pas effectués en ce domaine se sont déjà révélés fort difficiles. C'est la Finlande, qui s'était montrée pourtant la plus réticente à appuyer la marche rapide des baïtes vers une indépendance totale, qui a, jusqu'ici, le plus investi dans ces pays voisins, particulièrement en Estonie.

C. O.

□ ONU : le Conseil de sécurité endosse les accords de Paris sur le Cambodge. — Le Conseil de sécurité de l'ONU a endossé jeudi 31 octobre, les accords de Paris sur le Cambodge, signés la semaine dernière. Il a également demandé à toutes les parties cambodgiennes de respecter le cessez-le-feu désormais définitif. Dans sa résolution, numéro 718, adoptée à l'unanimité, le Conseil se félicite également de l'envoi prochain d'une « mission d'évaluation » au Cambodge devant préparer la grande action de l'ONU dans ce pays décidée par les accords de Paris.

□ Saisie d'un quart de tonne de cocaïne à l'aéroport de Roissy. — La direction générale des douanes a annoncé, jeudi 31 octobre, deux saisies-récords de cocaïne réalisées sur la zone de fret de l'aéroport de Roissy. Au mois de mai, 180,5 kilogrammes avaient été dézuvernés dans des cartons arrivant de Colombie, cette saisie avait été gardée secrète par les douaniers qui espéraient interrompre le destinataire du chargement. Plus récemment, le 28 octobre, 57,6 kilogrammes de cocaïne ont été extraits de cent quarante deux bouteilles de liqueur de café arrivées de Colombie et sur le point d'être expédiées vers le Liban.

ARGENTINE

### Le chef de l'état-major de l'armée de terre contraint de démissionner

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Le chef de l'état-major de l'armée de terre, le général Martín Bonnet, a été contraint de démissionner, jeudi 31 octobre, à la suite de divergences de vues avec le président Carlos Menem, qui a entrepris une restructuration des forces armées, invitées à accepter une diminution drastique de leur budget et de leurs effectifs (réduction d'un tiers du nombre de généraux et de colonels d'ici l'an prochain).

Le différend portait notamment sur les promotions de nouveaux officiers, qui ont été rejetées par le gouvernement, alors qu'elles étaient traditionnellement acceptées sans trop de discussions. Le général Bonnet a été remplacé par le général Martín Balza, respecté pour ses antécédents militaires, notamment dans la guerre des Malouines. Ces changements témoignent d'un nouveau rapport de forces entre le pouvoir politique et les militaires argentins, dont les revendications faisaient, il n'y a pas si longtemps, trembler le pays, car elles pouvaient être le prélude d'un coup d'Etat. Pres d'un an après la tentative de putsch, le 3 décembre dernier, des militaires ultra-nationalistes (baptisés *carapintadas* à cause de leurs visages peints), le président argentin peut se vanter d'avoir démantelé ce secteur rebelle, dont les chefs sont en prison et purgés de lourdes peines. Le général Balza a été chargé de maintenir la discipline dans les rangs de l'armée, où les idéaux *carapintadas* gardent des adeptes parmi les sous-officiers, comme on l'a vu au sein de l'état-major de l'armée de terre.

Ch. L.

### Mgr Duval invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Mgr Joseph Duval, président de la Conférence des évêques de France, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 3 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'archevêque de Rouen répondra aux questions d'André Passeron et d'Henri Tineo du Monde, et de Philippe Ballard et de Bernard de La Villardière de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

POLOGNE : les résultats définitifs des élections

### L'Union démocratique devance de peu l'ancien parti communiste

La « course-poursuite » pour le titre de premier parti politique issu des premières élections législatives libres en Pologne depuis cinquante ans s'est officiellement achevée, jeudi 31 octobre, à l'avantage de l'Union démocratique (UD) de l'ex-premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, au détriment de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD, anciens communistes). A l'issue du scrutin du 27 octobre, marqué par un taux d'abstention de l'ordre de 60 %, l'UD s'est assuré 62 sièges à la Diète (Chambre basse du Parlement) contre 60 au SLD.

Ces élections ont, pour la première fois, permis aux minorités

nationales de s'exprimer en toute liberté, ce qui a valu notamment à la minorité allemande de s'adjuger 7 sièges.

Une vingtaine de partis sont désormais représentés à la Diète, ce qui ne contribue guère à faciliter la formation d'un gouvernement et à dégager une majorité stable à la Chambre des députés.

Voici les résultats officiels définitifs des élections communales par la commission électorale nationale. La Diète compte 460 députés. Participation : 43,2 % des inscrits. Nombre de votants : 11 887 949. Suffrages exprimés : 11 218 602. Blancs et nuls : 669 347.

	% des suffrages exprimés	Sièges
- Union démocratique (UD)...	12,31	62
- Alliance de la gauche démocratique (SLD)...	11,98	60
- Action catholique (WAK)...	8,73	49
- PSL (parti paysan, ancien satellite des communistes)...	8,67	48
- Confédération pour une Pologne indépendante (KPN)...	7,50	46
- Alliance du centre (POC)...	8,71	44
- Congrès des libéraux (KL)...	7,48	37
- Solidarité rurale (PL)...	5,46	28
- Syndicat Solidarnosc...	5,05	27
- Les Amis de la bière (PPPP)...	3,27	16
- Minorité allemande...	1,27	7
- Parti démocrate-chrétien...	1,11	4
- Parti X...	0,47	3

Les vingt-neuf sièges restants ont été partagés entre une dizaine de petits partis et de mouvements locaux. — (AFP.)

Se plaignant d'avoir été traité de « tortionnaire » et de « voyou »

### M. Le Pen est partiellement débouté par la cour d'appel de Paris

La cour d'appel de Paris a partiellement débouté, jeudi 31 octobre, un jugement de première instance qui avait condamné M. Bernard-Henri Lévy, le 17 octobre 1990, pour diffamation et injure envers M. Jean-Marie Le Pen et le Front national. La dix-septième chambre du tribunal de Paris avait infligé 10 000 francs d'amende à M. Lévy, et l'avait condamné à payer 30 000 francs à M. Le Pen, 30 000 francs au Front national, et à supporter les frais de publication judiciaire dans trois journaux.

Le président du parti d'extrême droite se plaignait d'avoir été traité de « voyou » et de « tortionnaire », « entouré de repris de justice », par M. Lévy, lors d'une émission de télévision.

La seizième chambre de la cour d'appel, présidée par M. Jean-Marie Desjardins, a déclaré irrecevable la plainte du Front natio-

nal. Elle a débouté M. Le Pen, pour le mot de « tortionnaire », déclarant qu'il ne s'agissait pas d'une diffamation, car la critique n'était pas suffisamment précise. Elle a maintenu la condamnation pour le terme « voyou », qui est injurieux, mais a diminué le montant des condamnations. L'amende de M. Lévy a été réduite à 5 000 francs et les dommages-intérêts dus à M. Le Pen à 10 000 francs. L'arrêt devra être publié dans deux journaux.

□ CHINE : le sommet sino-vietnamien aura lieu à Pékin du 5 au 9 novembre. — Pécin et Hanoï ont annoncé, jeudi 31 octobre, les dates du sommet sino-vietnamien, qui aura lieu dans la capitale chinoise du 5 au 9 novembre prochain. Cette réunion devrait sceller la normalisation des relations entre les deux pays communistes voisins, qui s'étaient fait la guerre à propos du Cambodge en 1979. — (Reuters.)

An sommaire de « Dossiers et documents » de novembre

### L'Allemagne après la réunification

Le premier anniversaire de l'Allemagne unie, célébré dans la plus grande discrétion, est passé presque inaperçu. Il est intéressant pourtant d'y revenir. L'unification s'est faite bien plus rapidement que prévu, même par les experts les plus optimistes, grâce au contexte international bien sûr, mais surtout au travail du chancelier Kohl. Cette période majeure est assombrie par la résurgence des vieux démons de gauche comme de droite. Les difficultés économiques prévisibles

dues à la restructuration industrielle se font sentir, le chômage en particulier y est un des plus importants d'Europe, mais les signes de reprise sont déjà là.

Entre la nommonauté européenne, les voisins de l'Est et le reste du monde occidental, l'Allemagne unifiée a un rôle politique à jouer. La prudence toutefois reste de mise. L'Allemagne nouvellement unifiée cherche à apaiser les craintes de ceux qui redoutent le retour d'une Allemagne dominatrice.

### Le dernier état de l'Europe

L'accord entre l'AELE et la CEE ouvre la perspective d'une nouvelle Europe dans un contexte économique et politique profondément bouleversé. L'affaiblissement des régimes communistes, l'effritement axé par la CEE sur ses voisins ont amené une recombinaison de l'espace européen, sur fond de contours flous et de disparités fortes. Europe des riches, Europe des pauvres, nouvelle Europe, vieille Europe, les évo-

lutions sont parfois brutales, parfois d'une lenteur insupportable. Au nord, les Scandinaves manifestent un intérêt croissant, au sud, l'inquiétude prédomine. A l'est, rien n'est encore vraiment possible. Les flux migratoires bouleversent les habitudes. Sur le plan international, le peuplement européen n'est toujours pas assésé face aux États-Unis et au Japon.

► En vente chez tous les marchands de journaux, 8 F.

### SOMMAIRE

#### DÉBATS

« Václav Havel, un philosophe sur le trône » par Antanin J. Liehm ; « Que fera des minorités » par Fabienne Roussio-Lenoir... 2

#### ÉTRANGER

La conférence de Madrid : les discours de M. Shamir et du chef de la délégation palestinienne ; les interventions des ministres syrien et jordanien des affaires étrangères ; quelle sera la ligne des conversations bilatérales ; une « communauté otage », les juifs de Syrie ; les réactions en Israël et dans les territoires occupés... 4 et 5  
Les divergences entre Belgrade et les Serbes de Croatie retardent un éventuel compromis dans la crise yougoslave... 3  
La Roumanie et l'OTAN... 3  
La rentrée parlementaire en Grande-Bretagne et le discours du Trône... 3  
Une réunion du FLN est perturbée par les islamistes à Alger... 8  
Une délégation de la résistance islamique afghane est attendue à Moscou... 6  
La fin de la rencontre entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev à Latche 6

#### POLITIQUE

Le Front national veut apparaître comme le seul parti authentiquement écologique... 7  
Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale... 7

#### SOCIÉTÉ

Les Européens décident de coordonner leur lutte contre l'immigration clandestine Est-Ouest... 6

#### L'expulsion d'un jeune Tunisien né en France

8  
Tannier : Edberg bute ancre sur Chang... 8  
Un entretien avec le directeur Baïman Habib, auteur du rapport « Sida et transfusion sanguine »... 9

#### CULTURE

Les bonnes œuvres du Festival de Wexford... 11  
George Russell au Festival d'Autonome... 11  
La Martha Graham Dance Company à Gernier... 11  
La mort de Joseph Papp... 11

#### ÉCONOMIE

M. Aubry somme les syndicats de Renault d'accepter ses propositions... 12  
Euro-marché a perdu 1,266 milliard de francs au premier semestre... 13  
Saggeon des ventes automobiles au Japon et chute des bénéfices de Nissan... 13

#### SANS VISA

■ Grenade, janvier 1492 ■ La résurrection des Tasmariens ■ Tatin, dragées et merveilleuses ■ Vieux Nice, vrai Nice ■ Table ■ Jeux... 17 à 24

#### Services

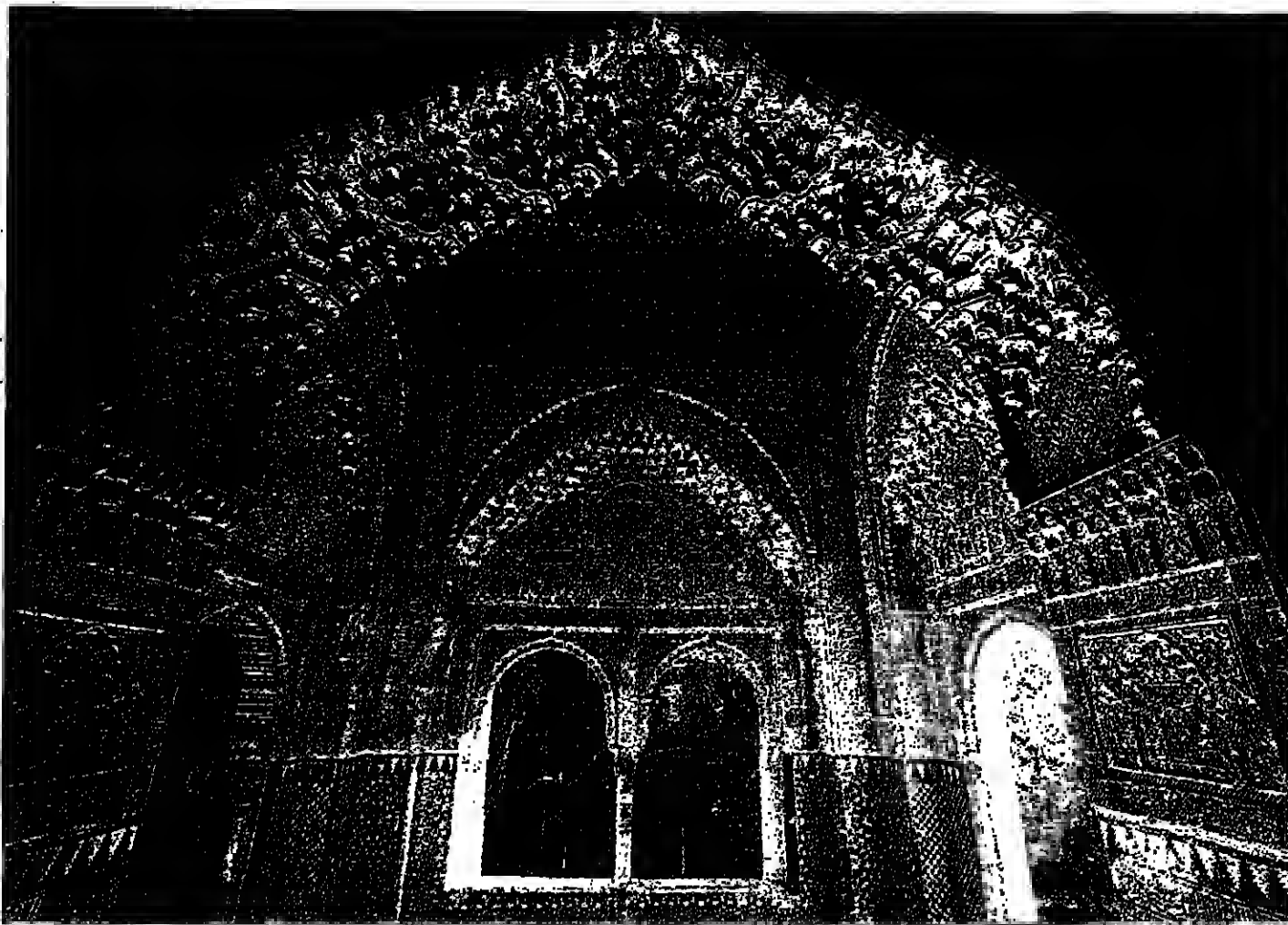
Abonnement... 2  
Marchés financiers... 13  
Météorologie... 14  
Cartes... 14  
Mots croisés... 14  
Radio-télévision... 15  
Spectacles... 10  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> novembre 1991 a été tiré à 483 929 exemplaires.



# S A N S V I S A

## Grenade, janvier 1492



Arches festonnées, stalactites de stuc et faïences, la mirador de Daraxa s'ouvre aujourd'hui sur le jardin des de Lindaraja.

Quand Barcelone — avec les Jeux olympiques — et Séville — avec l'Exposition universelle — frémissent à la veille d'une année pleine de commémorations et d'initiatives, Grenade reste d'une sérénité parfaite. Pourtant Colomb serait-il parti à la rencontre de l'Amérique si l'Espagne catholique n'avait d'abord, le 2 janvier 1492, obtenu la chute du dernier royaume arabe et achevé la Reconquista? Cinq siècles après, l'Alhambra témoigne pour Grenade.

MONTAGNE sacrée des derniers rois maures d'Espagne, palais et jardin, forteresse ultime où, dans le parfum des nonchalances, sept siècles d'islam ibérique allaient s'effacer devant la volonté des rois très catholiques, l'Alhambra de Grenade était, depuis huit mois, l'enjeu et l'horizon d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon assiégeant la capitale des Abencérages et voulant parfaire l'unité nationale avant de lancer leurs caravelles à la conquête de nouveaux mondes.

De Santa-Fé, leur camp de base dans la plaine de la Vega, à dix kilomètres de Grenade, où ils attendaient la reddition de Boabdil, reine à la fin de 1491, ils allaient «prendre», intacte, le 2 janvier 1492, la ville et la citadelle; de là partirait aussi l'ordre de mission passé le 17 avril suivant, caisses d'or à l'appui, au

marin génois: dans Santa-Fé, qui n'était pas encore une ville, s'écrivait une grande histoire.

L'Amérique n'est reconnue que depuis cinq siècles, cela ne fait donc pas plus de cinq cents ans que l'Alhambra, sommet d'art musulman, est passé aux mains des chrétiens, et déjà deux cents ans que voyageurs, artistes et écrivains confirment par leurs récits, leurs dessins, leurs écrits, la juste nostalgie de Grenade qu'expriment continuellement les poètes arabes. Tous rendent ainsi hommage, de Washington Irving, le New-Yorkais, à François-René de Chateaubriand ou Théophile Gautier, à l'étonnante décision d'Isabelle la Catholique qui voulut garder sans la détruire la «prise», un témoignage mémorable, en trophée vivant et visible d'une victoire définitive. Mais il fallut aussi leurs plaintes, et leurs critiques sur l'état d'abandon de la cité haute au dix-neuvième siècle, celles très sévères de l'Anglais Ford, notamment, pour que l'Alhambra soit reconnu en 1870 monument historique et traité comme tel depuis cette date.

Après l'avoir longtemps tue, l'Espagne n'ignore plus la part islamique de son passé (cinq siècles pour l'Andalousie, plus de sept pour le royaume de Grenade, de Jaén à Almería et Malaga) et ce n'est pas le fait du hasard si Madrid vient d'inviter la conférence sur la paix au Proche-Orient; plus qu'un signe, un symbole assumé. Au même moment, universitaires et chercheurs, espagnols, français, italiens, se penchent sur les bienfaits des cultures mêlées, des architectures composites: analysé, étudié par les savants, lu et relu par les commentateurs (des citations entières courent dans les entretiens décoratifs), l'Alhambra lui-même semble porter un message plus complexe: aux yeux de certains experts, comme le Suisse Henri Stierlin qui publie un ouvrage à l'imprimerie nationale, il serait même une tentative architecturale de réconciliation les religions et les mythes, et pourrait

servir plusieurs cultures, chrétienne et juive, en plus de l'évidence islamique.

La nuit tombe... Pourquoi ne pas prendre dès le soir la mesure des lieux? Accès libre. La ville basse se quitte aisément, lourdement banale dans son 1900 opulent et poussiéreux. Même le café Granada dont les bons guides signalaient le charme vieillot est fermé, prisonnier derrière des palissades. Nuit grenadine. Le rouge d'un coubeant vite enfui s'est reporté et concentré sur les murailles et les donjons qui surgissent à travers le bois, au sommet d'une pente abrupte, au bout d'une route en lacets, bordée de rares lampadaires. Là-haut, calme soutenu, intense. L'indiscret déambule sur des parvis étages, devant les murs de forteresses ocre qui appellent le théâtre, la musique, le spectacle, sur les terrasses à l'aplomb d'un vide qu'on entend sans le voir; il surprend le mystère des jardins dévins derrière des portes closes, interroge des chats-messagers qui se posent en hiéroglyphes. L'été, des senteurs capiteuses vous empoignent, assurent les chroniqueurs, mais c'est l'automne, et les parfums s'endorment.

La sonorité d'un site en dit long sur son relief. Ayant atteint cette acropole parfaitement bâtie mais presque inhabitée, on se sait en prise directe avec une autre ville, vivante, en face, où, éprouvant l'écho, des chiens s'interpellent. On imagine les bruits d'une médina, les cris, l'appel des muezzins, les animaux à l'étable, que l'on contredirait à Fès: c'est justement l'Alhambra qui sonne en face, l'ancienne cité arabe, fidèle au plan d'autrefois, ruelles, patios, enclos.

Déjà, on a remarqué une musique qui ne se tait jamais, celle de l'eau, conduite et guidée, courante et visible, une eau de montagne parfaitement civilisée, signe permanent de renouvellement du paysage, qui donne vie au rêve du jardin parfait, reflet du ciel sur la terre, voulu par plusieurs généra-

tions de princes arabo-berbères et patiemment transmis du siècle des caravelles au nôtre.

Matin clair, ciel léger, le bruit de l'eau toujours, mais celui aussi des machines électriques que les jardiniers contemporains utilisent pour tailler les ifs et brider les caprices de l'architecture végétale confirment les impressions du soir. Sentiment de lévitation, comme sembleraient tout à l'heure suspendus entre ciel et terre, à l'intérieur des tours massives de

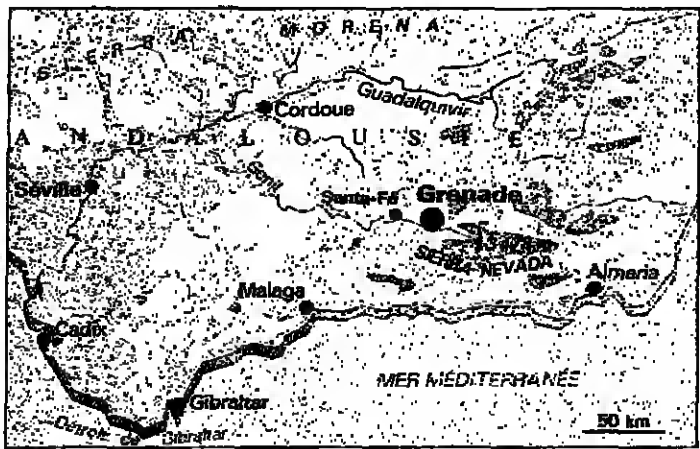
auquel on peut ne pas être sensible, affirment une maîtrise dont le charme agit universellement. Clarté et raffinement extrême, jusqu'à la fragilité. «Quand Yusuf le puis Mohammed V construisent les palais de l'Alhambra, Cordoue et Séville sont déjà tombées et le sort semble scellé», rappelle l'écrivain Michel del Castillo dans le portrait très «piqué» qu'il a consacré à son pays d'origine, l'Andalousie («Points-Planète», Seuil). «Il ne s'agit plus alors d'ex-

et des jardins est encore assez fort pour que les Contes de l'Alhambra, de Washington Irving, se vendent, en plusieurs langues, chez les marchands de cartes postales. Mais notre époque est sans doute plus soucieuse d'une autre symbolique que des érudits, comme le Français Oleg Grabar, à Cambridge, ont étudiée dans le détail, et dont le livre d'Anne et Henri Stierlin donne une nouvelle interprétation: images du ciel, représentation des points cardinaux, des quatre éléments, réseaux d'étoiles, résilles de losanges, trajectoires de l'eau à l'intérieur des pavillons, toute une science un peu occulte mais qui lance des pistes pour être reconnue.

Auteur de nombreux ouvrages sur l'art et l'archéologie, Henri Stierlin propose ainsi sa propre lecture de l'édifice et notamment de la cour des Lions, qui a beaucoup intrigué les historiens. «Un poème d'Ibn Gabirol m'a servi de fil d'Ariane», explique l'auteur. Poète juif ayant vécu trois siècles avant l'Alhambra que nous connaissons, il décrit des éléments que nous avons aujourd'hui sous les yeux et qui pourraient avoir appartenu à un premier palais, construit pour le vizir juif d'un sultan arabe. Ainsi s'éclairent d'autres allusions au baldaquin du temple de Salomon, qui n'est pas étranger à la tradition musulmane, sous le nom de Soliman.

Là où on a souvent voulu voir une juxtaposition empirique de bâtiments successifs, Henri Stierlin souligne au contraire les traces régulatrices (les deux cours principales s'inscrivent à l'intérieur d'un carré plus grand, leurs diagonales se croisent à angle droit) qui expriment selon lui la volonté des souverains nasrides de créer «un palais parfait», un «monument emblématique» qui reçoit en héritage les traditions du monde gréco-romain, les références salomoniennes ajoutées aux plus apparentes, celles de l'islam.

De notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois  
Lire la suite page 20



l'Alhambra, rudés et nues comme des armures, ces anciens salons à décor total et enluminure absolue où l'ornement de la vie aidait jour après jour à déifier les dangers, ou à les ignorer: des sols aux plafonds voûtés, aux ciels de stalactites; des carrelages dynamisés par les infinies ressources de la géométrie aux arabesques gravées dans le stuc, comme celles que «brode dans l'ennui du harem le caprice d'une femme esclave» (Chateaubriand, le Dernier Abencérage).

Sur son éperon rocheux planté dans la ville, témoignage unique d'architecture civile islamique qui nous soit parvenu, sur cette rive de la Méditerranée, en bon état, le palais de l'Alhambra possède une évidence et une puissance formelle qui, au-delà d'un style décoratif

primer une puissance mais de recueillir tout ce que l'islam andalou a su produire de plus haut. C'est l'expression d'une nostalgie. L'architecture surgit d'un songe.

«Quelque chose de voluptueux, de religieux et de guerrier», avait noté Chateaubriand. Dans cette «retraite mystérieuse où les rois maures goûtaient tous les plaisirs et oubliaient tous les devoirs de la vie», il avait vu un «cloître de l'amour», lui qui arrivait de Palestine pour rejoindre une femme aimée, Natalie de Noailles, modèle de la belle chrétienne, Blanca, dont s'éprend le malheureux «dernier Abencérage» revenu incognito dans le palais de ses pères et qui ne veut pas — elle non plus d'ailleurs — renier sa religion. «Melo», certes, mais très noble. Le pouvoir évocateur des palais

### AU SOMMAIRE



Vieux-Nice, la longue mémoire	p. 24
Dragons et merveilles de Robert Tatin	p. 19
Les Tasmaniens, peuple perdu et retrouvé	p. 21
Gastronomie, le caviar et les autres	p. 23
Échecs (p. 18) Jeux (p. 22)	Télex (p. 18) Table (p. 23)

لغة من أجل



هذا هو اصل

## Ombres et lumières sur une casbah

J'ai commencé à flâner dans la casbah en jouant à cache-cache avec la mer. Sans être toujours visible, la mer n'y est jamais absente. Elle est au bout de la rue comme elle est au commencement de la vie et des désirs des enfants et des hommes d'ici. Ce soir, sur le fond rose orange du ciel, elle dessine des petits carrés blancs entre les cubes des maisons blanches. Elle est toute proche : un arrière-pays en somme, qui commence dès les portes de la ville. Plus encore que les jeux sans fin de ses vagues et miroirs entre les toits des maisons, entre les terrasses et les balcons, entre les aotoones et les minarets, ce qui me touche est de voir la primauté de cet horizon sur le centre de la ville qu'il dessine, recueille, protège et magnifie. A mesure qu'on descend vers le port, les ruelles ne se font pas plus larges, non, ce qui nous indique la proximité de la rade, c'est l'odeur plus tenace de la mer, du mazout, et des couleurs plus faciles, plus éclatantes.

J'ai compris que c'était pour cela que je voulais m'enfoncer dans la casbah : quitter l'éclat pour l'ombre. M'insinuer là où les couleurs sont fugitives, précaires, improbables, gagnées par la crasse, l'obscurité poudreuse. Là où, dans des boyaux sombres, il faut renverser la tête complètement pour voir

très haut, très loin, la découpe franche d'un toit ou d'un balcon, l'azur infini et minuscule, le rayonnement déclinant de la lumière. Je me dis qu'il y a là l'indice d'un désaccord accepté entre les choses et le ciel au profit d'une fantastique efflorescence d'ombres et de taches, de toutes les teintes et de toutes les démesures. Quel visiteur du soir voudrait approcher leur volume, leur déclinaison, leur épanchement ? Expérimenter sur elles de nouvelles découvertes, des amertumes plus secrètes, des vertus plus rassurantes ? Ecouter enfin la parole des murs et le discours du silence ?

Et pourtant aussi quelle vie, quelle vivacité arhaïque entre les ombres obliques ! La casbah est toute bruisante d'un quotidien pleuro de fureurs, de travaux, de peines, de rires. Et tout ceci, extérieur, est immédiatement perceptible par nous. Comme les odeurs, si facilement reconnaissables. Ces odeurs fortes qui exaltent mes souvenirs dépareillés : odeurs de l'huile, du cuir, du bois, odeurs des urines des ânes, parfums lourds du Sud où se mêlent la solitude et la vantar-

dise, parfums des sueurs et du jasmin, odeurs chaudes des peaux et des pierres. Odeurs des satietés conquises, quelles douceurs ne me laissent-elles pas aux lèvres ?

Mais me suffiront-elles à comprendre le temps qui s'écoule dans les maisons, derrière les murs ? Non certes, et ma question reste forclosse. Que



de lourdes portes refermées sur ce que jamais même je ne pourrai anticiper sinon sous forme de quelque image de plénitude ! Aussi je décide que la vraie vie est dans les rues et qu'il n'y a que là qu'il me sera donné de circonvenir mes rêves. Et je me contente d'écouter les bruits, innombrables, toujours humains ; je veux dire indus-

trieux mais non pas industriels, ceux des petits ateliers, des petits commerces, qui se font de plus en plus rares : des menuisiers, des glaciers, des tailleurs et des coiffeurs. Des hains aussi, autour de la Grande Mosquée. Des quelques échoppes enfin qui se sont ouvertes dans les petites pièces de l'ancien quartier de plaisir, dorénavant interdit ; une plaque sur une porte atteste de ce passé récent, renié, bauté et fort : « Maison honnête ». Et fin de semaine, j'écoute les mariages et leurs chaots, accompagnés du rythme haletant des tam-tam-horins qui vont jusqu'à séduire la marche des passants. Mais le fond sonore de ces ruelles est bien évidemment la musique sirupeuse des transistors à cassettes qu'écourent des groupes de jeunes gens alanguis, essentiellement attentifs à eux-mêmes. Il y a aussi, hauts dans le ciel, de terrasses ou terrasses, dans la lumière étendue de soleil, les cris des femmes qui lavent les tapis. Il y a enfin et surtout, bien sûr, les enfants qui jouent, s'éclatent, rient, s'apostrophent, toujours entre deux querelles décisives.

Ces enfants rieurs sont les princes des lieux - on me dit qu'ils sont presque cent mille : traverser la casbah, c'est traverser notre enfance et la leur. Mais cette vie si fraîche, si légère, ce oous paraît pas insouciant. J'ai trouvé leurs yeux graves, presque sévères. On ne joue pas impunément dans un univers de murs sombres troués de portes grises et lourdes, de pavés glissants et boueux, d'impasses malodorantes et oïres sous des arches incertaines.

Mais le poète, le vieillard et l'ami aimant et promoteur, dans la chaleur des après-midi assoupis, leur lassitude ou leur orgueil, essayait de retracer en pensées l'histoire de telle pierre ruinée, endolorie, presque poussiérée. Que dans ces rues, pour eux, pour nous, tout semble fragile et pourtant perdurable !

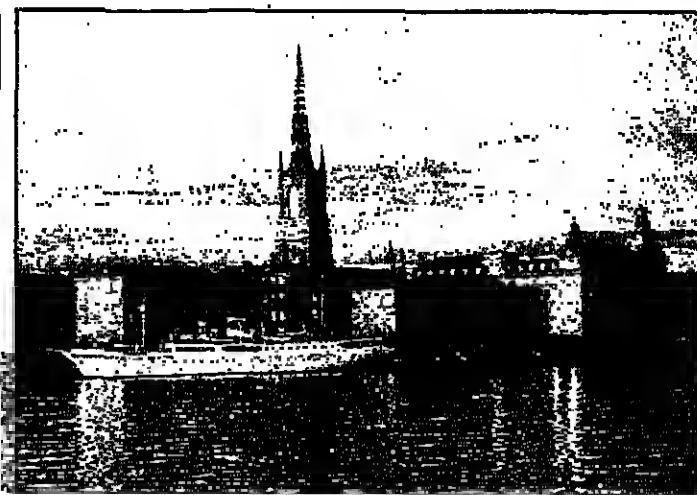
J'aurais juré jusqu'alors que l'on ne voyait que pour échapper à soi-même. Or j'ai trouvé ici un lieu où ce tourisme est impossible et où, traqué d'ombres et de lumières, ce n'est que soi-même que l'on reconçoit. Que l'on visite. Pas moyen d'échapper là aux regards des murs des remparts, des portes et des claustras. Et aussi pas moyen de se perdre dans ce faux dédale de ruelles : toutes, en effet, rejoignent le port et la mer.

Jean-Jacques Abadie

## ESCALES

### Décembre à Stockholm

Le premier Nobel de littérature fut attribué au poète français Sully Prudhomme. C'était à Stockholm, en 1901. On célèbre donc, cette année, le quatre-vingt-dixième anniversaire de ce prix prestigieux, en présence, du 8 au 11 décembre, de cent quatre-vingt-cinq lauréats et par un ensemble de manifestations. Parmi ces dernières, la visite du nouveau Musée Vasa, ce galion royal qui, en 1628, sombrait flambant neuf et fut renfloué, presque intact, trois siècles et demi plus tard. A lui seul, ce superbe vaisseau justifierait une visite hivernale de la capitale suédoise. En fait, les prétextes à escapades ne manquent pas. A commencer par la fête qui, le 8 décembre, se déroulera dans le parc Skansen et s'achèvera par un feu d'artifice sur la ville. A cette occasion, l'Institut Culture et Communication, une société établie à Reims, en Seine-et-Marne (tél. : 64-20-93-94), organise, du 5 au 9 décembre, un voyage haut de gamme dans la capitale suédoise. Skansen est également le cadre, les trois premiers dimanches de décembre, d'un marché de Noël très coloré où l'on peut s'approvisionner pour les réveillons de fin d'année. Un marché semblable se tient également dans la vieille ville, à Stortorget. Ne pas oublier non plus, à la mi-décembre - le 13 très exactement - la Sainte Lucie, fête païenne qui, au Moyen Âge, marquait la nuit la plus longue de l'année. Aujourd'hui, c'est une fête nationale à la gloire de la lumière, sur laquelle règnent des jeunes filles habillées de blanc et coiffées de couronnes ornées de bougies. Au plaisir des yeux s'ajoute celui des papilles, avec ces fameux « buffets scandinaves » baptisés « Christmas tables » et encore plus fastueux. Proposés dans de nombreux restaurants, ils s'installent également, en fin de semaine, sur les vapeurs et vedettes qui sillonnent l'archipel et conduisent notamment à l'île de Waxholm, où l'on peut déjeuner au Waxholm Hotel en admirant la vue sur le port et la citadelle. Renseignements à l'Office du tourisme suédois, 146-150, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 42-25-65-52. Consulter également, dans les agences de voyages, les brochures de Bennett Voyages (un réveillon du Nouvel An avec une soirée à l'Opéra



Stockholm

Royal ou une mini-croisière de trois jours jusqu'à Helsinki à bord des luxueux navires de la Viking Line) et de Scanditours, qui propose une croisière semblable sur les paquebots futuristes de la Silja Line.

### L'Ardèche à fond

Sur les contreforts du Massif Central, entre 1 000 et 1 600 m d'altitude, autour du mont Gerbier-de-Jonc (vieux compagnon des écoliers français...) et du Mézenc, la montagne ardéchoise déroule des paysages au charme discret : lentes ondulations, forêts de hêtres et de résineux, larges espaces dominés, ici et là, par les « sucus », vestiges d'anciens volcans. L'hiver venu, la neige tombée, l'endroit devient un véritable paradis pour la découverte à ski de fond. Sans faire de bruit, discrètement. A l'image de ces « padgels » (ceux d'en-haut), un peu nus, isolés dans des maisons de pierre aux murs épais, à toit de lauze, ou de ces visiteurs, amoureux d'espaces vierges, qui y feront, silencieusement, leurs traces dans la neige, accompagnés d'un habitant du haut plateau épris de solitude et de silence. Ici, point de stations sophistiquées mais une vingtaine de villages qui ont su s'équiper tout en gardant le sens d'un accueil chaleureux. On y skie, certes, mais on y découvre aussi la vie locale, l'artisanat, la gastronomie, et la saveur d'un vin

chaud dégusté auprès d'un feu de bois. Au rythme du pays et à son propre rythme : à pied, en raquette indienne ou à ski, lors d'une balade d'une demi-journée ou d'une randonnée de plusieurs jours, de ferme en ferme. Pour les amateurs de pistes tracées, damées et balisées, sept grands domaines cordiques et des boucles de 2 à 25 km, accessibles aux débutants et aux skieurs chevronnés. Pour les mordants de compétitions, des courses de haut niveau qui, pour autant, gardent le sens de l'humour : la « Nanaloppet » et « la Bourée des neiges ardéchoises ». Ski doux à prix doux : environ 2 000 F une semaine en pension complète dans un 2-étoiles, matériel et encadrement compris. Pour s'informer, demander « Les horizons de l'hiver » et la brochure « Ardèche/vacances actives » des services de réservation Loisirs Accueil au Comité du tourisme de l'Ardèche, 4, cours du Palais, 07000 Privas (tél. : 75-64-04-66). Consulter également la brochure de La Burle (07510 Ussat), tél. : 75-38-80-19 et minitel 3615 RST\*LABURLE. Cette association locale, spécialisée dans les vacances actives et insolites, propose notamment, pour 2 410 F la semaine, des randonnées en raquettes, de ferme en ferme, des lamas portant les bagages. Et, complètement, lire *Hauts Plateaux ardéchois*, édité par La Burle.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

### La Via Domitia

Entre Nîmes et Montpellier, à hauteur de Lunel, l'autoroute A 9, oommée la Languedocienne, se penche sur son passé antique. Elle signale à ses usagers le site d'Ambrussum, relais-étape autrefois prospère de la voie Domitienne, la plus ancienne voie romaine de la Gaule. Il en reste les vestiges d'un pavage usé et d'un pont franchissant le Vidourle, petit fleuve côtier aux crues violentes, ainsi que les traces d'une ville prospère et énigmatique, fondée par les Gaulois (III<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) et enrichie par le trafic routier jusqu'au III<sup>e</sup> siècle après J.-C. Le tracé de la voie Domitienne marque le paysage en bien d'autres lieux, entre le Rhône et les Pyrénées, et ses tronçons les mieux conservés sont l'objet depuis 1985 d'une remise en valeur systématique. C'est déjà le cas entre Beaumont et Redessan, à Ambrussum, à Castelnaud (à l'entrée de Montpellier), à Pinet, près de Pézenas et au Perthus ; il en sera de même à Enlène, Salses et Ruscino. Tirés du passé, protégés, ces sites sont offerts à la curiosité du public. Les questions sur cet axe majeur de la civilisation romaine et du Midi languedocien que suscite leur résurgence trouvent leurs réponses dans un plaisant ouvrage de Pierre A. Clément et Alain Peyre, qui, illustrés à l'appui, disent tout ce que l'on sait sur l'histoire, la construction, les voyageurs de la voie Domitienne et l'usage qu'en firent successivement les Wisigoths, les marchands du Moyen Âge, le réseau royal des maisons de poste, l'administration des intendants du roi et les ponts et chaussées de la Troisième République (*La voie Domitienne*, Presses du Languedoc, Max Chalcil éditeur, 160 F). C'est l'occasion de refaire vivre plusieurs mondes en mouvement et de comparer le coût d'une nuit d'auberge (y compris une fille et le foin pour le mulet) au I<sup>er</sup> siècle après J.-C. avec les tarifs contemporains pour des services comparables. Et de constater que tout a singulièrement augmenté.

Sélection établie par Patrick Francès et Danièle Tramard

## TÉLEX

**La compagnie aérienne Swissair** (cinq vols quotidiens sur Genève et quatre vols quotidiens sur Zurich) quitte Charles-de-Gaulle-1 et s'installe à l'aéroport de Roissy, déjà utilisé par Air France pour ses vols vers la Suisse. Un regroupement qui sera apprécié des passagers utilisant ces deux compagnies.

**Lufthansa intensifie ses vols vers l'Europe de l'Est** : trois liaisons hebdomadaires avec Riga, capitale de la Lettonie, et Kiev, capitale de l'Ukraine ; vols plus nombreux vers Moscou, Varsovie, Prague, Bucarest et Sofia et, pendant l'hiver, maiotien de ceux vers Saint-Petersbourg.

Renseignements auprès de Lufthansa, 21, rue Royale, 75008 Paris, tél. : 42-65-19-19.

**Huit cartes guides originales** sont proposées dans les stations-service Mobil en échange d'un certain nombre de points. Couvrant chacune une région française, elles se consultent facilement. Au dos, miniguide présentant les curiosités, l'histoire, la gastronomie et l'agenda des fêtes du secteur concerné.

**La VII<sup>e</sup> Congrès national des fêtes et spectacles historiques** aura lieu les 2 et 3 novembre prochains à Autun. Réservé aux professionnels, il présentera au grand public un spectacle historique, *Il était une fois Augustodunum*, samedi 2 novembre à 18 h 30, au théâtre romain. Renseignements : office du tourisme d'Autun, tél. : 85-86-30-00.

**« Sur les pas du mandarin blanc »** : la Chine, de 1896 à 1904. Et ce tournant du siècle, Auguste François, alors consul de France, fit œuvre de reporter-photographe. Son sujet : la rue, source d'impressions fortes. Présentation à la Maison de la Chine (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, tél. : 40-26-21-95) jusqu'au 10 février 1992.

**La Seine-et-Marne et l'Île-de-France au cœur d'Euro Disney**, dès avril 1992, avec la seule maison du tourisme implantée sur ce site qui attend 11 millions de visiteurs par an. Le patrimoine de cette région y sera présenté sur 400 m<sup>2</sup> avec recours à des techniques de pointe. A compléter par le nouveau guide Archaud de Dominique Camus sur l'Île-de-France : circuits, thématiques, promenades insolites, sélection d'hôtels et de restaurants. 180 F.

**Le Mont Blanc**, un livre de Roger Frison-Roche publié chez Flammarion (180 F) dans la collection « L'Odyssée ». Un classique, abondamment illustré, hymne à la montagne mais aussi aux gens du mont Blanc et de ses sept vallées.

**Trois nouveaux titres** dans la collection des Guides Michel publiés par un éditeur anglo-israélien : *New York, Barcelone et la Hongrie*. Ces ouvrages (75 F) entendent privilégier une approche « pratique et efficace » des lieux présentés.

**« Les rencontres de Monde »**, en Lozère, auront lieu cette année sur le thème du verre : son histoire, sa fabrication, le verre dans la région, la vie quotidienne, l'art. Exposition de maîtres verriers contemporains, atelier de fabrication du vitrail, démonstration de souffleurs de verre et coocert de 20 instruments en cristal. Du 16 au 24 novembre, au Théâtre municipal.

Renseignements : office municipal de la culture, tél. : 66-49-18-47.

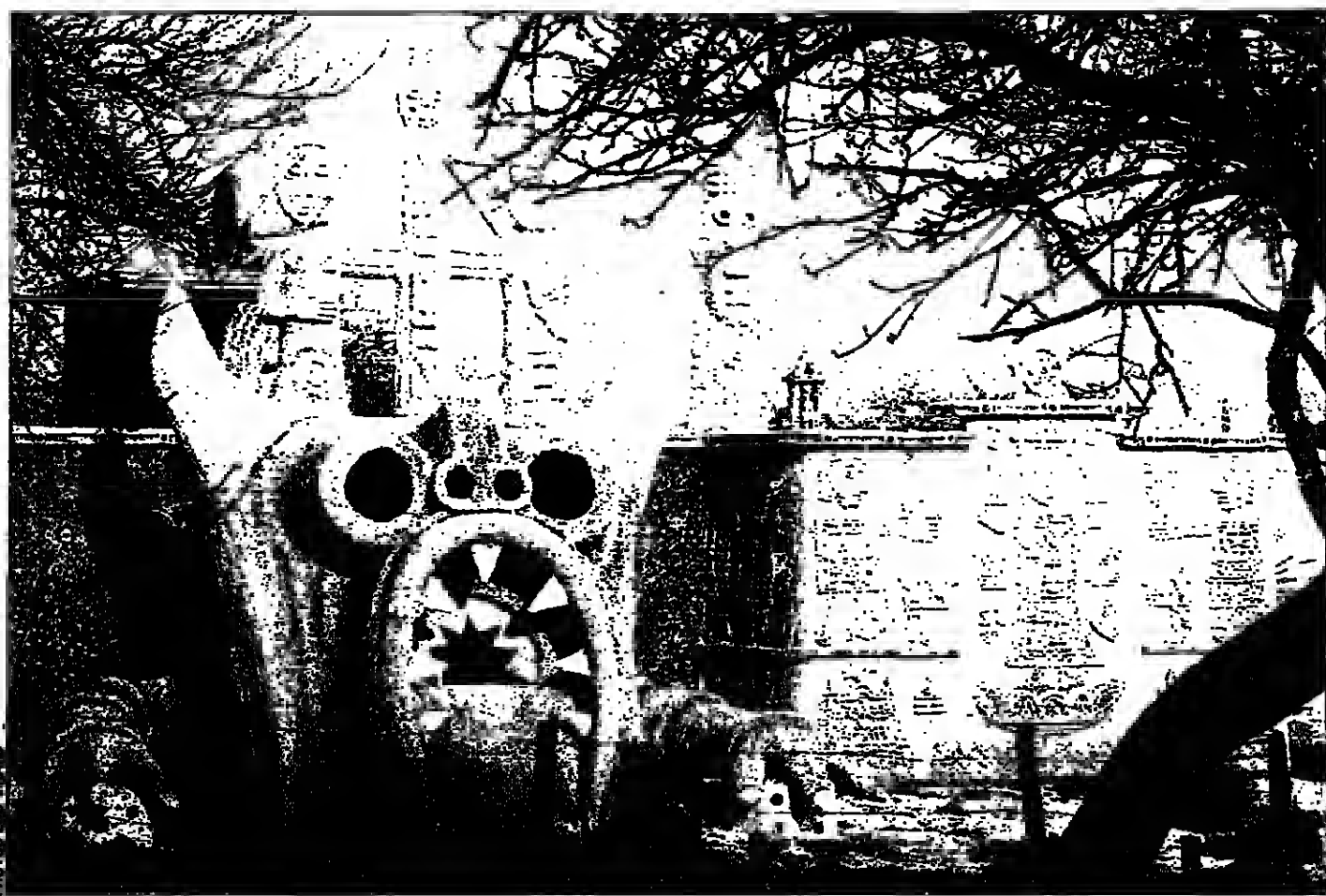
**Le Gard au cœur de Paris** avec un ouvrage de 600 m<sup>2</sup> à deux pas du rond-point des Champs-Élysées. Destinée à mieux faire connaître les attraits touristiques et culturels du département, il se veut également, avec ses bureaux et ses salles de réunion, une base d'appui pour les chefs d'entreprise et décideurs gardois, un lieu de rencontre et un centre d'affaires au service de la région. Espace-Gard, 53, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris, tél. : (1) 40-76-07-14.

**Sur l'agenda des onophiles**, la vente des vins des Hospices de Beaune, le 17 novembre (renseignements auprès de l'office de tourisme, tél. : 80-22-24-51) et la Saint-Vincent tournante, célébrée par les confréries de près de 80 villages de Bourgogne, les 25 et 26 janvier à Vosz-Romanée (comité régional du tourisme, tél. : 80-30-10-20).

**Précision**. La croisière sur le Nil au cours de laquelle interviendra M<sup>me</sup> Christiane Desroches-Noblecourt, conservatrice en chef honoraire des antiquités égyptiennes au Louvre (Escale : « Nil érudite », le *Mondé* du 26 octobre), est organisée par l'association Clio (64, rue du Hameau, 75015 Paris, tél. : 48-42-15-15), spécialiste du voyage culturel.



# Tatin, dragons et merveilles



Mais c'est à sa formation initiale de charpentier (il est initié maître compagnon du Devoir de liberté à vingt-cinq ans) et d'entrepreneur en bâtiment qu'il doit d'avoir su donner une armature convenable à ses rêves, pour édifier, au soir, son « chef-d'œuvre », où sont rassemblés, selon la tradition artisanale, quelques-uns des difficultés, des obstacles et des encouragements au métier de vivre, en une longue allée et un plan de table de 1 200 mètres carrés où il a représenté et présenté les uns aux autres ses convives réels et imaginaires. Un travail d'ampleur telle que son auteur a bien dû recevoir sa maîtrise en palais idéal, là-haut, des mains du facteur Cheval.

Le ciment, voilà sa grande affaire, qui lui permet d'agréger les matières comme il mêle en une cosmogonie de fantaisie le saint Grail, Hermès Trismégiste, le Yogi, le nombre d'or, les rites maçonniques, le tao et le tarot, avec l'aplomb d'un assembleur new-age. De même, lorsqu'il lui faut construire des phrases en place de murs, sont-ce les à-peu-près et les calembours qui lui fournissent son mortier. Ainsi annonce-t-il à André Breton (2) son installation « en Bas-Men et non pas en Bas-Molne-Bas-Men dit aussi Men-DU-Jou Pierre-Noire et Noires-Eaux... » d'où Mayenne... JVOIS-cy-en frontière d'AR MOR/cette frontière s'élève le CERCLE et le CARRÉ... Ici même la Frénouse/Cossé-le-Vivien près Laval... J'ai Payé de Toutes mes Mères et de Tous mes Pères... »

toire de France en la personne de Jeanne d'Arc (l'œil visiblement allumé) et de Vercingétorix, qui s'est fait pour la sortie la tête d'Alfred Jarry (l'animal qu'il herce dans ses bras ressemble d'ailleurs à l'ubuesque archéoptéryx), de quoi apporter, lorsque vos papiers sont en règle, l'assurance nécessaire pour affronter le Verbe Avoir, si impressionnant (il a l'œil de Jeanne), que le Verbe Être, pourtant sur son trente et un, s'est mis cul par dessus tête afin d'éviter le pas de deux (la conjugaison avec l'autre).

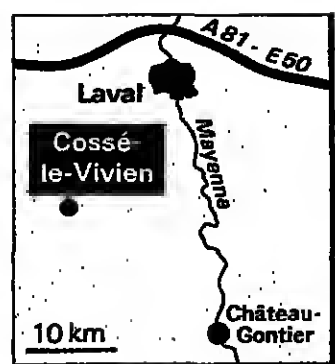
Suivent onze autres bons génies de l'auteur : saintes formes puisées dans le terroir (sainte Anne et la Vierge de l'épine), saints hommes épris de bronze (Auguste Rodin), de magie (André Breton), de couleur (Gauguin avec son œil sur la tête et pas sur la main, et un authentique nid de fourmis dans l'œil gauche), d'amour (Dorian Rousseau)... On passera (étrange sensation) entre un auteur et sa créature, un Alfred Jarry fort d'une bicyclette à l'estomac et d'oiseaux pleins la cage (thoracique) défilant son Ubu Roi (sorte de Jeanne d'Arc nègre), avant de prendre à la sortie un double coup de soleil flanqué à droite par Pablo Picasso et à gauche (moins fort) par Jules Verne.

Une telle allée (allégresse) vous a un air si terriblement « tombeau des Ming » qu'on n'imaginera ensuite pénétrer nulle part ailleurs que dans un mausolée. Les hauts murs à franchir, qui font appel à

l'aréopage des plus grands noms de la peinture, aux images de sites illustres (genre Palais d'été ou Grand Bazar), où l'Orient extrême et l'Occident, lui aussi extrême, se rejoignent en pure logique dans des figures chargées d'indianité, suscitent autant le mystère qu'ils le protègent. Le dragon préposé à l'accueil a rendu son tablier sous forme de langue, si bien que la vierge qui servait de luitte a été dérobée, et qu'il faut entrer par une porte qui ne l'est plus.

Si Pon en reste aux sensations, l'intérieur, tout de symétrie paisible, dont les arches se répètent dans un large bassin, tient effectivement du mausolée et du temple (s'y trouve, rappelons-le, un musée, dont il faut pousser la porte estampillée salle Matarazzo-Sobrinho, qui recèle de belles céramiques faites au Brésil dans les années 50). Mais qui se met à suivre le texte ronéoté distribué à l'entrée se trouve précipité dans un véritable caravansérail, aux pensionnaires tout ce qu'il y a de remuants, merveilles et symboles, plus pressés les uns que les autres d'exhiber leurs papiers d'identité. Comme si, orphelins de père, les murs s'étaient mis dans le besoin d'un règlement, ou d'une logique aussi implacable qu'artificielle dont ils n'ont nul besoin pour tenir.

Robert Tatin, soucieux de sa mise en scène jusque dans ses derniers détails, a pourtant bien pris garde de ne pas se laisser confondre avec ses créations. Muni de toutes les autorisations nécessaires,



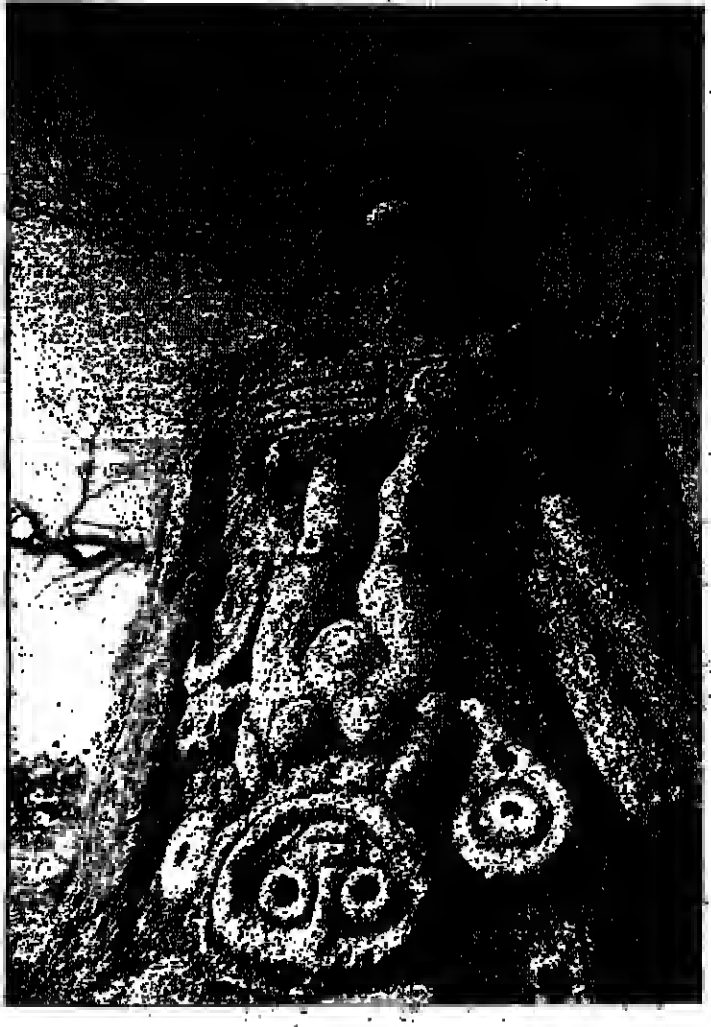
il s'est glissé au milieu des fleurs dans le jardin de façade, sous un cube de marbre noir poli, à l'image de ces carrés que les graphistes plaquent à la fin d'un long texte courant sur plusieurs pages pour signifier, avec la signature, le point final.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

(1) Tout Ubu. Le Livre de poche classique.

(2) Étrange musée Robert Tatin. Librairie Charpentier.

► Musée communal Robert Tatin, La Frénouse, 53230 Cossé-le-Vivien. Tél. : 43-98-80-89. Actuellement ouvert tous les jours, sauf le mardi et le dimanche matin, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Visite de la maison et du musée : 35 F. Le musée seul : 25 F (enfants : 8 F).



A La Frénouse, hameau de Cossé-le-Vivien, à 18 kilomètres de Laval, le peintre et poète en bâtiment Robert Tatin a édifié son « palais idéal ». Une curiosité.

COMMENT situer Cossé-le-Vivien ? Las, de cette question délicate, ses habitants ont préparé une batterie de réponses : leur commune est là où la Normandie a épousé ses confins, là où l'Anjou n'a pas commencé de se manifester, là où pointent à peine les marches de Bretagne. Sans doute s'estimeraient-ils en manque de province si leur voisin lavallois Alfred Jarry-Ubu ne s'en était attribué une, à sa manière, radicale : « Quant à l'action, avait-il prévenu, elle se passe en Pologne, c'est-à-dire Nulle Part », soulignant à l'intention des susceptibles et des bornés : « Nulle Part est partout, et le pays où l'on se trouve d'abord. C'est pour cette raison qu'Ubu parle français. » Si Cossé-le-Vivien, et, plus intensément, son hameau de La Frénouse, peut être dit « Nulle Part », c'est que l'action, vue de loin, vue de ceux qui viennent de loin (dix-huit mille l'an passé), s'y joue sur un territoire (une demeure, un temple, un mausolée) à l'entrée duquel Ubu-Alfred Jarry veille : celui du musée Robert Tatin.

Lorsque la bonne Laval voit Robert Tatin (1902-1983) s'éveiller à l'existence, son père, dryfusard, a été congédié pour une obscure histoire de rachat de biens de l'Église, et est devenu bonimenteur de foire. L'enfant passe ainsi son temps entre les clowns et les trapézistes, non loin, peut-on penser, des lieux où Alfred Jarry, muni des derniers sacrements, teste ainsi le 28 mai 1907 : « Le père Ubu croit que le cerveau, dans la décomposition, fonctionne au-delà de la mort et que ce sont ses rêves qui sont le paradis » (1). Une simple coïncidence que Robert Tatin transforme en passage de relais mental lorsque, cinquante-cinq ans plus tard, il s'en revient au pays construire son paradis, habillant ses rêves et ceux de quelques autres d'une chair de ciment.

On ne parvient pas Nulle Part sans longs détours ni lourds bagages. Passeur de frontières, Robert Tatin n'échappe pas à la règle qui le conduit à bourlinguer de la terre de ses ancêtres à celle de feu, via la ligne Maginot, à passer de la peinture en lettres à celle de chevalet, ce qui lui vaut de décrocher en 1961 l'ultra-conventionnel Prix de la critique. Dans leur boulimie d'apprentissages, ses mains s'essayent à toutes les disciplines des arts dits décoratifs et de quelques autres : il tisse, teint, mouline, dessine, patisse. Et s'il se met en 1946 à la céramique à Paris pour fournir les grands magasins, c'est Jean Dubuffet qu'il rencontre, avant de filer à Sao-Paulo parfaire ses nouvelles techniques.

C'est dans une chaumière de tisserands - et dans son extension - qu'il veut charger d'histoire, et que l'on imagine volontiers peuplée d'elfes, qu'il va réloger son lot de pères enchaînés à autant de mètres, lorsqu'ils ne sont pas simultanément l'un et l'autre. L'intrusion de Robert Tatin et de sa suite extravagante au milieu des pommerais et des troupes d'oiseaux de la campagne mayennaise ne se fait pas sans émoi. « Les paysans, confie son épouse, le regardaient un peu comme le moulin à cinq pattes. » Ce qui explique sans doute pourquoi l'un des premiers à l'encourager ait été le maire du pays, vétérinaire de son état, qui s'engagea suffisamment dans l'affaire pour conduire l'édifice, du vivant de l'artiste, à devenir une « maison communale ».

Bonne maison, au demeurant, où, comme telle, on ne peut guère songer entrer sans références. Pour ceux qui craignaient d'un manquement, Robert Tatin a prévu entre la départementale et sa demeure un sas, une mise à niveau dirait-on aujourd'hui, parcourus en quinze réjouissantes étapes, quinze rencontres avec les références statufiées du maître des lieux, plus d'initiation qu'initiatiques, en dépit de la volonté d'ésotérisme suintant à l'intérieur : le chemin des géants. « Les GEANTS, précise-t-il, ont la tête dans le Ciel des ÉTOILES - les Pieds dans le NOIR de la Terre - ILS partagent la VIE ordinaire avec nous tous » (2).

A la frontière entre leur monde et le nôtre, comme le rassurant agent de la circulation (celui qui fait traverser les enfants), l'his-

pour vos vacances dans  
"l'Etat du Soleil" la  
**FLORIDE**



la meilleure location  
en qualité et en prix  
**DOLLAR**

Dollar offre des produits de la marque Chrysler et autres véhicules de qualité.

à partir de  
**\$79\*** par semaine

tapez  
3615 50 US:  
les États-Unis  
à portée de  
main...

**DOLLAR**  
Région de Paris

Le Monde  
PUBLICITÉ  
TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements : 46-62-73-75

**HAMMAMET • JERBA MONASTIR • SKANES ZARZIS**

**Il y a toujours un CLUB TANIT ou un CLUB SANGHO pour vos vacances dans les plus beaux sites de la Tunisie.**

**TUNISIE CONTACT**  
30, rue de Richelieu - 75001 Paris  
**Tél. : (1) 42.96.02.25**

سكنى من الامم



هكذا في الجبل

# Grenade janvier 1492

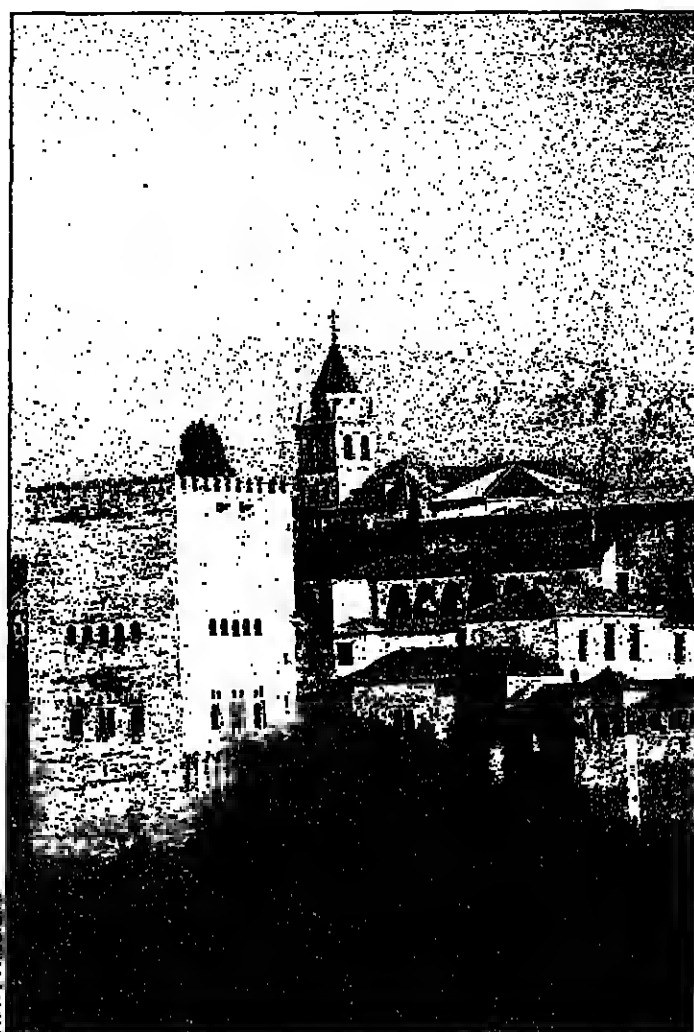
Suite de la page 17

« L'Alhambra n'est pas un palais entouré de jardins, estime l'architecte Chueca Goitia, mais des jardins qui ont entraîné l'existence d'un palais subtil et fragile comme un kiosque de jardin. » Ce sera surtout vrai sur l'autre versant, dans les jardins du Generalife (Yennat al-arif, les jardins de l'architecte) où les rares édifices, placés en fin de parcours, sont de simples abris, secondaires, dans un ordonnancement de terrasses plantées de verdure, de corridors de verdure, de bassins étroits et longs comme des lames, et d'escaliers d'eau.

Pertout dans le palais, dans la suite des cours et des salles qu'elles commandent, dans les perspectives sur les lointains qu'offrent les salons d'apparat (la tour de Comarès d'où le salon des ambassadeurs domine la vallée à 45 mètres de haut), ou dans les échappées plus intimes sur des jardins clos, c'est un jeu alterné du dedans et du dehors, un dédale maîtrisé d'atmosphères opposées, des murs nus aux plafonds extravagants, qui trouve son expression la plus juste, au cœur du système, dans la suite des bains, salles voûtées très sobrement mais éclairées par des percements en forme d'étoile qui, dans leur simplicité, avouent le projet : sans quitter la terre, se rapprocher du ciel. Jouer avec la voûte céleste, c'est, curieusement, et dans un tout autre registre, ce qu'aura fait l'architecte qui bâtit, au seizième siècle, contigu à l'Alhambra des Maures, un palais pour Charles Quint.

Il faisait nuit mais on avait bien sûr remarqué cette façade avec corniches, hautes fenêtres, bossages rustiques accentués par les feux éroisés d'illuminations

savantes, un palais qui manifestement n'appartenait pas au patrimoine arabe de l'Alhambra, « la rouge ». Non, ce splendide et premier exemple du style Renaissance « qu'on viendrait visiter en procession s'il était en Italie », note Henri Stierlin, était l'œuvre de l'Espagnol Machuca qui avait étudié à Florence. Sous le ciel matinal, on est frappé par l'harmonie de la cour circulaire, bordée de deux galeries superposées, sans ornement et sans statuaire, d'où émane une atmosphère sous-marine, accentuée par l'aspect de galets érodés du matériel dont elle est construite. En fait, cet ambitieux projet — une cour aux proportions du Panthéon de Rome et du théâtre maritime d'Hadrien, inscrite dans l'im-



« Sur son éperon rocheux planté dans la ville, témoignage unique d'architecture civile islamique qui nous soit parvenu, sur cette rive de la Méditerranée, en bon état, le palais de l'Alhambra possède une évidence et une puissance formelle qui affirment une maîtrise dont le charme agit universellement. »

mense carré du palais — ne fut terminé qu'après plusieurs siècles d'interruption et l'empereur qui avait fait sien le vœu d'Isabelle de ne pas démolir l'Alhambra, installait ses quartiers dans des bâtiments plus modestes quand il séjournait à Grenade.

Mais le grand chef, accablé de biais au palais arabe, a pu, estime l'historienne française Véronique Gérard, « protéger » d'une certaine façon l'Alhambra. Sa présence témoigne en tout cas de cette politique de juxtapositions, d'ajouts et de transformations que les souverains catholiques ont imposée au patrimoine conquis au lieu de le mettre à bas : construction de la cathédrale « à l'intérieur » de la grande mosquée de Cordoue (conquise en 1236), « récupé-

tion » de la Giralda, le minaret de cent mètres de haut à Séville (conquise en 1248) et, dans Grenade, si les rois ont fait démolir la mosquée pour édifier une cathédrale gigantesque, ils n'ont fait que convertir l'université arabe voisine, la Madrasa, sans la démolir.

Il est deux heures, l'heure espagnole pour déjeuner, ou prendre, dans un bar à tapas, quelques bocadillos et, si l'on a de la chance, il y aura bien un convive qui aura une guitare. Ou bien, l'heure de s'en aller vers l'Albaicín, qu'on devinait dans la nuit et qui dépiète, dans le soleil, des maisons blanches, protégées par leurs jardins, les carmenes, le long de ruelles pavées de galets, des ruelles en pente où revient, incandescente, inscrite en slogan sur les murs, la plainte contre les voitures, et surtout contre les motos, qui dévalent bruyamment rues et escaliers.

Véritable quartier « arabo-andalou », sans trop d'appâts, et sans trop de mystère, où les terrasses des églises offrent des points de vue, à contre-jour, sur l'ensemble de l'Alhambra, et où subsistent quelques exemples d'architecture publique d'avant la Reconquista, comme ce minaret du dixième siècle dans lequel l'église San José, du quinzième, a installé son clocher, ou bien, sur le quai du rio Darro, les banuelos, bains arabes fort bien conservés et entretenus. Du quai, du paseo de Los Tristes où Federico García Lorca, aimait, dit-on, se promener, au pied de l'Albaicín, la falaise qu'avaient choisie les sultans de Grenade pour s'y établir apparaît dans toute son abrupte hauteur. Il sera bientôt temps de remonter, de s'en aller découvrir d'autres itinéraires dans le labyrinthe des jardins du Generalife. Jusqu'au coucher du soleil.

De notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois



« Il est deux heures, l'heure espagnole pour déjeuner, ou prendre, dans un bar à tapas, quelques bocadillos et, si l'on a de la chance, il y aura bien un convive qui aura une guitare. »

## Guide

• Livres : *Alhambra*, per Henri et Anne Stierlin, l'ouvrage que vient d'édition l'Imprimerie nationale, à Paris, est à la fois une histoire savante de l'ensemble monumental, de sa place dans l'islam andalou, et une mise en relation avec les mythes et les références architecturales de l'Orient et les sources bibliques. C'est aussi un livre d'art, au sens où un reportage photographique original et très complet (notamment des vues rapprochées des revêtements muraux et des détails de la sculpture) vient appuyer la démonstration. La qualité de la maquette et l'im-

pression sont irréprochables (222 pages, grand format, abondamment illustrées, 550 F).

Bonne documentation, due à divers auteurs, sur les fêtes, les villes, les toros, le littérateur, dans le numéro « Andalousie » de la revue *Autrement* (n° 38, avril 1989, 89 F).

Visites : plusieurs musées ou monuments nationaux ne sont ouverts que le matin, de 10 h à 14 h, et fermés dimanche et lundi. L'Alhambra, en revanche, est ouvert tous les jours de 9 h à 18 h (20 h en été). Visites en nocturne avec illuminations intérieures (jusqu'à minuit l'été ; ju-

qu'à 22 heures seulement le samedi en hiver). Pour la visite de l'Alcazaba (forteresse et jardin), du palais de l'Alhambra, des jardins du Generalife, domaine qui s'étend sur 10 hectares, le billet d'entrée (500 pesetas) reste valable le lendemain et la découverte peut donc être fractionnée.

Les deux musées (beaux-arts, d'une part, et hispano-mauresques, d'autre part) installés à l'intérieur du palais de Charles Quint, sont ouverts de 10 heures à 14 heures. La cour circulaire est ouverte toute la journée. Le soir, les monuments et l'enceinte fortifiée sont éclairés et l'accès à la citadelle reste ouvert.

Dans la ville basse, plusieurs édifices civils de l'époque mauresque : la Casa del Chapiz qui accueille un centre d'études arabes, le Casa del Castril qui abrite le musée archéologique (jusqu'à 14 heures), les bains arabes, ou banuelos (frapper à la porte de la gardienne des lieux), l'église San José (quinzième siècle) qui a pris pour clocher le minaret (dixième siècle) de la mosquée préexistante, la Cornal del Carbon, présenté comme le plus ancien édifice arabe de la ville, ancien caravansérail où est installé un centre d'exposition-vente d'artisanat espagnol. Enfin, tout le quartier de l'Albaicín est de structure et de style arabo-andalou.

Hôtels : plusieurs hôtels (diverses catégories) sont situés sur les hauteurs de l'Alhambra, à proximité de l'enceinte fortifiée, notamment le « monument » néo-mauresque de l'Alhambra Palace (chambre double avec bain : 16 000 pesetas, tél. : 22-14-88) qui dresse sa grande muraille peinte en ocre face au panorama

de la Sierra Nevada et en surplomb de la ville (emusant d'y prendre un verre ou coucher du soleil). Les deux meilleures adresses, très recherchées (réservées deux ou trois mois à l'avance), sont certainement à l'intérieur de l'enceinte : la pension America (huit chambres doubles, à 8 700 pesetas avec petits déjeuners, cinq simples à 8 500 pesetas, tél. : 22-74-71) et le parador San Francisco (trente-chambres doubles à 18 000 pesetas pour deux personnes, 16 000 pesetas de janvier à mars) admirablement aménagés (depuis 1942) dans un ancien couvent, avec vue sur les jardins du Generalife. Réservation centrale des paradores à Madrid : 435-97-00. Très proches de l'Alhambra, ces deux hôtels sont relativement éloignés du centre-ville.

Vois : il n'y a pas de liaison aérienne directe entre Paris et Grenade, mais de bonnes correspondances avec Iberie et Air France, via Madrid ou Barcelone, chaque jour. Vol week-end (dates bloquées, nuit du samedi sur place) : 2 650 F A.R. Plain tarif : 6 700 F A.R. Trois fois par semaine, vol direct Paris-Málaga (à 150 kilomètres de Grenade) avec la compagnie Viva Air (2 175 F A.R.).

Renseignements : Office espagnol du tourisme à Paris, 43 rue, avenue Pierre-I-de-Serbie, Paris (6), tél. : 47-23-65-61. Patronato provincial de turismo de Grenade, plaza Mariena-Pineda, 10, 18009 Granada. Tél. : 22-35-27.

Fêtes : Festival de jazz en novembre, Festival de musique et de danse en printemps. Fête de la « prise », le 2 janvier. Fête des Croix le 3 mai et processions de la Semaine Sainte.

## LIVRE Hôtels de lettres

D'Aden à Zurich, Nathalie de Saint Phalle part en « voyage autour de la terre » dans les *Hôtels littéraires*, à la recherche des « voluptueuses secrétions psychiques » — dont parle Anaïs Nin — laissées par les écrivains dans ces lieux de villégiature et d'écriture, cadres et objets de leur activité scripturale.

S'attachant au premier chef à l'anecdote, l'auteur, qui considère que « s'endormir au Crillon serait en quelque sorte atteindre la perfection d'une civilisation » et dont le style a parfois une simplicité « scolaire » déconcertante (le passage sur les cartes postales, p. 249), a choisi de présenter son voyage en littérature dans l'ordre alphabétique.

Libre donc au lecteur de poursuivre l'itinéraire de façon linéaire ou de privilégier la ville, l'hôtel qui ont été le théâtre d'événements parallèles parfois dramatiques, en tout cas passionnels. Suivre Verlaine et Rimbaud en cavale à Bruxelles, les errances hallucinogènes des Américains de la Beat Generation, le dernier jour de Charles Baudelaire au Grand Mirail ou ce mois d'août 1867 où encore les actes désespérés d'Essenine, von Kleist ou Raymond Roussel, sur les bords du Wannsee, à Leningrad ou à Palerme. Mais aussi assister à la première rencontre de Balzac et d'Eve Hanska à l'Auberge de l'Arc de Genève ou aux retrouvailles de Lou et Apollinaire à l'Hôtel du Midi de Nîmes, où le poète venait d'être incorporé au 38<sup>e</sup> régiment d'artillerie.

Havres de paix pour Proust (le Grand Hôtel de Cabourg « atroce et somptueux ») ou Rilke, réfugiés pour Céline sur la route de Sigmaringen, ces « espèces d'espaces » — selon le titre choisi par Pécque pour recenser tous les lieux où il avait dormi — se prêtent à toutes les fantaisies des auteurs. Mystiques pour Hemingway, qui se trouve « toujours transplanté au Ritz » lorsqu'il rêve de l'eu-dell, ou revanchardes pour Genet, qui descend au Minzah ou au Hilton de Tanger, « parce qu'il aime voir ses dégoûts servir un sale chien comme lui ».

Et leurs œuvres sont hantées par ces architectures de légende accueillant volontiers les vagabonds somptueux de Barnabooth ou les amours interdites d'Hubert Humbert et de Dolores Haze, qu'elles soient Hôtel des Vagues, dans *Un beau ténébreux* de Gracq ou bien Palace « semblable à quel- que monumental mausolée, monstrueux vestige de quelque civilisation exquise, barbare et corrompue » chez Claude Simon.

Même si l'on a parfois le sentiment que le sujet, infiniment séduisant, y est un peu survolé, le livre de Nathalie de Saint Phalle constitue un bel hommage à un art de vivre — habiter à l'hôtel — dont Brecht disait qu'il était comme l'incarnation de « la conception de la vie comme un roman ».

Florence Duthéil

► *Hôtels littéraires*, de Nathalie de Saint Phalle, Quai Voltaire, 506 p., 180 F.

**RÊVES  
DE GRANDS ESPACES**

**NOMADE**

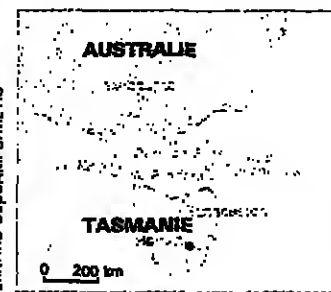
PLUS DE 45 AVENTURES  
À DORMIR SOUS LES ÉTOILES  
DOCUMENTATION SUR DEMANDE  
50, av. des Termes - 75017 PARIS, 43.42.45.45



SANS VISA  
DÉCOUVERTE



Ci-contre, le musée de Hobart, capitale de la Tasmanie.



Par un étrange miracle, un peuple que l'on croyait à jamais disparu depuis 1876 resurgit du génocide et demande réparation. Quel sera son nouvel avenir ?

# La résurrection des Tasmaniens

L'ILE de Tasmanie est l'une des dernières terres habitées avant les immenses glaces de l'Antarctique. C'est aussi l'un des six États de l'Australie, d'une superficie de 68 351 kilomètres carrés (le centième du continent australien), minuscule auprès des millions de kilomètres carrés des autres États. Une Australie méconnue, loin des chichés habituels d'Ayers Rock, des déserts de sable rouge, des kangourous, des « Crocodile Dundee » ou de l'architecture de l'Opéra de Sydney. Une île hors du temps, baignée par les 40° Rugissants, aux montagnes enneigées, aux forêts vierges tempérées, humides, impénétrables. Une île mystérieuse où survit peut-être le thylacine, un tigre marsupial. Une île de beauté et de cruauté.

En effet, à travers un bague meurtrier, avilissant pour l'espèce humaine, et le génocide des premiers habitants noirs, les hommes ont rarement mis autant d'acharnement à détruire l'homme. Rarement, sinon jamais dans le monde, l'occupation d'un pays par les Européens n'aura été aussi tragique puisqu'elle provoqua l'extinction de tout un peuple.

Rappelons que la Tasmanie fut rattachée au continent australien jusqu'à la fin de la dernière glaciation, il y a neuf mille à dix mille ans. La fonte des glaces éleva le niveau de l'océan du sud de 25 mètres, submergeant les basses terres : la Tasmanie devint une île séparée de l'Australie par les 240 kilomètres du détroit de Bass. Les populations habitant cette région, et arrivées là il y a plus de vingt mille ans (sites de Beguners Luck Cave, vingt mille ans, de Hunter Island, vingt-trois mille ans), s'y trouvèrent prisonnières et y vécurent totalement isolées. Cet isolement serait le responsable des quelques caractères physiques acquis les différenciant légèrement de leurs frères, les aborigènes du continent.

On pense qu'à la découverte de l'île par les Européens, au XVIII<sup>e</sup> siècle, trois mille cinq cents à quatre mille Tasmaniens occupaient l'île. Cette population, vivant de chasse, de cueillette et de pêche comme celles du paléolithique, était divisée en neuf tribus, elles-mêmes subdivisées en une cinquantaine de petits groupes. On sait peu de choses de leur organisation sociale ou de leurs croyances car elles ont disparu avant que des anthropologues n'aient eu le temps d'observer leurs us et coutumes. Ces tribus occupaient les régions les moins accidentées de l'île et, tout naturellement, c'est là que s'implantèrent les premiers colons anglais à partir de 1803, plus ou moins par crainte d'une annexion française.

La France, en effet, joua un rôle important dans la découverte de la Tasmanie. Si en 1642 Abel Tasman découvrit l'île qui porte désormais son nom, il ne s'y arrêta que pour prendre de l'eau et n'y

signala aucun habitant. Par contre, en 1772, Nicolas Marion du Fresne fut le premier Blanc à y rencontrer des indigènes. Il fut suivi, vingt ans plus tard, par Antoine Bruni d'Entrecasteaux, qui débarqua dans la baie qui porte aujourd'hui son nom. D'Entrecasteaux et Labillardière reçurent un bon accueil et trouvèrent le style de vie des habitants intéressants. Mais c'est l'expédition Baudin, en 1802, qui recueillit les premières informations sérieuses, les premiers documents sur les Tasmaniens (1). Baudin les décrit bien proportionnés, vifs, intelligents et sociables. Petit, le peintre de l'expédition, fut le premier à les dessiner, et Peron, pour les remercier de leur accueil chaleureux, dans un élan patriotique, leur chanta la Marseillaise ! Puis Dumont d'Urville et d'autres navigateurs français relâchèrent eux aussi en Tasmanie. C'est probablement la fréquence des navires français qui inquiéta les Anglais et les incita, comme en Australie de l'Ouest, à prendre officiellement possession de la Tasmanie.

Après quelques années d'occupation, les aborigènes se virent complètement dépossédés de leurs territoires tribaux, de leurs sites cérémoniels, de leurs terrains de chasse. Ils comprirent enfin que les Blancs n'étaient pas venus pour partager et échanger, comme leurs coutumes étaient en droit de le leur faire croire, mais tout simplement pour voler leurs terres. Ils commencèrent alors une résistance acharnée contre l'envahisseur, tuant le bétail, brisant les clôtures, détruisant les récoltes, tuant à coups de flèches les usurpateurs quand ils le pouvaient. C'est alors que la spirale de la violence se déclencha : en représailles, les Européens prirent des enfants en otage, violèrent, torturèrent des femmes, tirent sur tous les indigènes rencontrés. Puis, arrivés au paroxysme de la sauvagerie, ils distribuèrent de la farine empoisonnée, faisant mourir dans d'atroces souffrances hommes, femmes et enfants.

Loin de capituler, les survivants de ce massacre augmentèrent leur pression par des raids vengeurs contre la colonie. La population européenne étant encore peu importante et vulnérable, la situation devint telle qu'en 1828 le gouverneur Arthur décréta la loi martiale. Elle donnait droit aux soldats chargés de défendre la colonie de capturer ou de tirer à vue sur tout indigène entrant dans la concession. En 1830, une opération connue sous le nom de « black line » fut organisée. Les militaires, assistés de tous les hommes valides de la colonie, formèrent une chaîne humaine qui, durant trois semaines, rataissa l'île de l'est vers le sud, dans le but d'encercler les aborigènes et de les acculer dans la péninsule Tasman. Mais ces derniers, d'une grande mobilité, connaissant parfaitement les moins

recouverts de leur territoire, passèrent tous entre les mailles d'un filet. Tous, excepté un vieillard et un enfant.

Finalement, c'est un conciliateur, Georges Augustus Robinson, qui réussit à gagner la confiance des cent trente-cinq rescapés et à les convaincre de s'exiler sur l'île Flinders, cela afin de les protéger des Blancs, des civils et des militaires. Mais beaucoup moururent de faim, de maladie, de malnutrition et de désespoir.

Prenant peut-être conscience de leur responsabilité devant l'Histoire, les autorités rapatrièrent les quarante-sept survivants sur leur île natale, à Oyster Cove, près de Hobart. C'est là qu'en 1874 mou-

développement et tenta d'oublier la sombre histoire de sa naissance. C'était compter sans les incertitudes de l'Histoire.

C'est en 1972 que, probablement influencés par le mouvement mondial des minorités revendiquant le droit à leur identité, quelques Australiens résidant en Tasmanie, ne se différenciant généralement par aucun caractère physique des autres, commencèrent à chuchoter qu'ils avaient en des ancêtres 1874-1875 Tasmaniens. De chuchotements en chuchotements, la nouvelle se répandit et d'autres Australiens, physiquement aussi européens que les premiers, prétendirent à leur tour avoir du sang aborigène. Tels des fleurs jaillissant

disparaître par crémation, comme le voulait la coutume de la plupart des tribus. Car seule cette cérémonie purificatrice permettrait aux âmes des ancêtres de repasser enfin en paix et effacerait en partie l'outrage antérieur subi.

Certains musées, comme celui d'Irlande, acceptèrent de restituer leur « collection ». Le Musée de l'homme, l'un des musées possédant un nombre important de crânes tasmaniens, fit la sœur oreille et conserve donc ses précieuses reliques arrivées en France dans les années 1830. Reliques considérées comme des témoignages historiques et scientifiques, appartenant au patrimoine de l'humanité (2).

gènes se dérouleront plus paisiblement à travers le troc, l'échange d'outils, de vêtements, de tabac, de farine contre des produits de pêche, de peaux de kangourou et aussi, semble-t-il, de femmes. Tous jours est-il que des couples se formèrent, procréèrent, se multiplièrent et, dès 1842, une petite communauté de cinquante personnes de sang mêlé, ignorées du monde, s'implantait dans les îles Fourmeaux. Ce sont donc ces aventuriers, ces exclus de la société qui sauvèrent le peuple tasmanien de sa totale extinction. Une sombre histoire à laquelle se réfèrent les « Tasmaniens » d'aujourd'hui.

Pourquoi avoir attendu plus d'un siècle pour révéler leurs origines ? A cette question, ils nous ont répondu que leurs ancêtres furent pendant longtemps considérés comme des êtres à peine humains. Posséder une ascendance aborigène eût été avouer une tare qui, inévitablement, les aurait mis au ban de la société. Les familles cachaient donc cette origine, parfois même à leurs enfants, et certaines d'entre elles emportèrent ce lourd secret dans la tombe.

Le monde a changé. Nous commençons à reconnaître la valeur culturelle des peuples appelés autrefois primitifs, leur droit à une identité, à disposer d'eux-mêmes. D'anciens penseurs même que l'évolution technologique est contraire à l'évolution de la pensée humaine et que les peuples restés au stade de la civilisation du paléolithique, qui vivaient en osmose avec la terre-mère, étaient plus proches de la vérité que ceux qui poursuivaient aujourd'hui l'aventure nucléaire.

Triganini n'était donc pas la dernière Tasmanienne. Ses « bâtardeaux » se sont réveillés ! Leur volonté d'être reconnus aborigènes tasmaniens à part entière témoigne du besoin pour l'homme d'avoir ses racines qui attestent ses origines, le différencie par une mémoire collective spécifique des autres ethnies et lui donne une raison d'exister.

C'est probablement pourquoi ces nouveaux Tasmaniens au visage pâle proclament leur identité et revendiquent leurs droits. Devenus une minorité dans la société occidentale, seront-ils pour autant plus heureux ? Cette minorité, volontairement créée dans une société jusqu'alors uniforme, leur apportera-t-elle moins de problèmes que les autres minorités du monde n'en apportent à leurs membres qui, eux, n'ont pas eu à choisir leur différence ?

Jacques Villemainot  
chargé de mission pour le Muséum national d'histoire naturelle

(1) Le musée du Havre possède de nombreux documents sur la présence française en Australie à cette époque.

(2) Ces crânes auraient été donnés à la France, dans les années 1829 et 1839, par Augustin Robinson.



rut le dernier Tasmanien et, en 1876, Triganini, la dernière Tasmanienne. Rappelons que sur le continent, à la même époque, se déroulait une chasse à l'homme aussi cruelle et que seule l'immensité de l'Australie réussit à sauver la population noire d'une extinction totale. Avec des amis australiens, nous avons plusieurs fois évoqué cette sombre page de leur courte histoire.

« Ce fut une période dont nous ne sommes pas fiers, mais en réalité nous ne sommes pas entièrement responsables de ce lourd héritage. A l'époque de ces événements dramatiques, ce sont les Anglais qui en étaient les protagonistes. Nous, nous sommes australiens. » Le génocide dura trente-cinq ans. Trente-cinq ans au cours desquels trois mille à quatre mille Tasmaniens furent tués en défendant leur pays et cent quatre-vingt-trois Européens durent payer de leur vie le besoin d'hégémonie de l'Occident. La mort de Triganini mettait un point final à l'extinction de tout un peuple, et le rideau pouvait tomber sur cette tragédie. La colonie, enfin débarrassée de ses « sauvages », trouva le calme propice à son

sous la pluie d'un désert, quatre mille nouveaux Tasmaniens selon les uns, pas loin de sept mille selon Denise Gardner, responsable à Hobart du Tasmanian Aborigines Center, revendiquent aujourd'hui une parenté avec les premiers occupants de l'île. Mais, à part quelques rares exceptions, bien peu de choses, sinon rien, dans leur physique ne révèle leurs lointaines origines.

Aujourd'hui, encouragés par l'exemple du mouvement d'émancipation des aborigènes du continent et par des leaders efficaces, ces « nouveaux Tasmaniens » se regroupent, élisent leur identité, rappellent haut et fort les injustices, les exactions dont furent victimes leurs ancêtres. Ils organisent des meetings, des défilés de protestation, revendiquent leurs droits et la restitution de leurs sites sacrés.

En 1985, Mike Mansell, avocat, le leader, entreprit la visite des grands musées occidentaux (dont le Musée de l'homme, à Paris) pour tenter de récupérer les crânes tasmaniens qui s'y trouvaient et les rapatrier dans leur pays d'origine. Non pas pour les mettre à l'abri dans les musées de Hobart ou de Lancaster, mais pour les faire

Cette résurrection inattendue des premiers Tasmaniens trouble la quiétude des Australiens. Elle soulève des problèmes juridiques sans précédent, comme par exemple le problème de la revendication des terres, celui de la révision des manuels scolaires où il est dit que la race tasmanienne disparut en 1876, etc. Aux dires de Denise Gardner, une loi serait à l'étude qui, si elle passait, devrait, entre autres, rendre aux descendants des premiers habitants de l'île vingt et un petits territoires, autrefois sites cérémoniels.

Quel est le bien-fondé de cette révélation d'identité ? Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le détroit de Bass fut fréquenté par des marins, des chasseurs de baleines, d'éléphants de mer, par des aventuriers de tous poils, souvent en conflit avec la société, repris de justice, évadés du bagne, mutins de navire, etc. Ces hommes trouvèrent refuge dans les îles du détroit de Bass et certains s'y établirent définitivement. Quelques-uns, sans scrupules, se livrèrent à des razzias en Tasmanie pour se procurer des femmes, n'hésitant pas pour cela à tuer tout le reste de la famille. Cependant, la plupart des contacts avec les abori-

لبنان في 1991







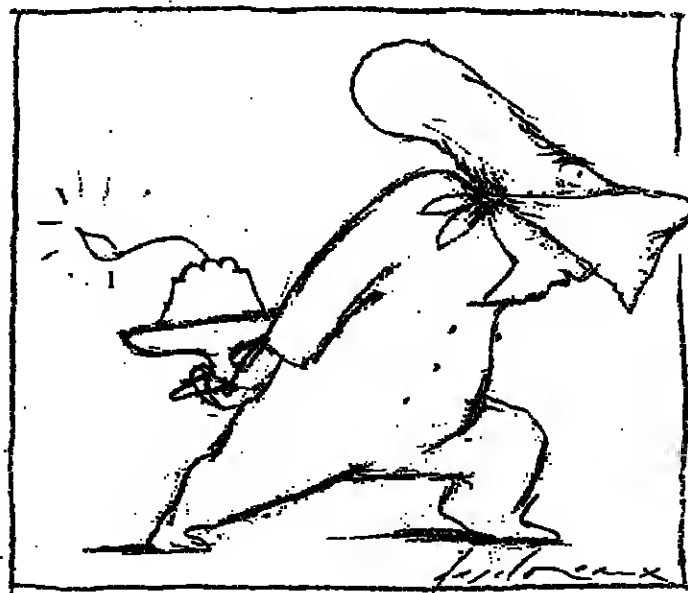
# La plombières

UN livre vient de paraître : *Sauveurs des terroirs de France*. Les recettes ? Je voudrais faire remarquer aux auteurs que les crêpes Suzette ne sont point flamées (voir Escoffier), qu'avec le saucisson chaud les Lyonnais avisés ne servent pas de pommes à l'huile (gras sur gras) mais en robe des champs, que navarin ne vient pas du nom d'une bataille mais de navet, que classer le canard à l'orange dans la cuisine orléanaise paraît douteux puisque son ancêtre est le canard à la bigarade zuréenne. Passons ! Mais les commentaires sont plus douteux encore. Par exemple pour la glace plombière.

Saint-Honoré Paris-8) des desserts pour toute une famille, cette bombe glacée à base de crème anglaise au lait d'amandes, enrichie de crème fouettée et additionnée de fruits confits macérés (au kirsch le plus souvent), a un petit goût d'autrefois charmant.

En ce bouquin, donc, je lis (une fois de plus, car la légende est tenace) que cette glace fut créée par un pâtissier de Plombières-les-Bains, dans les Vosges, lors de l'entrevue, en 1858, de Napoléon III et de Cavour.

Dans *Splendeurs et misères des courtisanes*, Balzac écrit : « A la fin du souper on servit des glaces dites plombières. Tout le monde sait que ces sortes de glaces contiennent de petits fruits confits très délicats... Ces glaces avaient été commandées par madame du Val-Noble chez Tortoni, dont le célèbre établisse-



ment se trouve au coin de la rue Taibout et du boulevard. » Or ce roman de Balzac a été écrit... en 1847, onze ans avant l'entrevue vosgienne !

Tortoni avait été fondé en 1798 par Velloni et repris par son pre-

mier commis, également italien (du pays des gelati, ces crèmes glacées apportant un final de douceur glacée aux piquants repas de l'Italie du Sud). Mais on peut remonter plus loin encore puisque, en 1928, Viard, dans son *Cuisinier royal*,

donne la recette d'une crème plombière.

Mais alors, direz-vous, pourquoi « plombières » ?

Joseph Fabre, dans son *Dictionnaire de cuisine pratique* (1895), écrit « plombière » au singulier, indiquant que le mot est synonyme de « bombe », qu'il désigne quelque chose de moulu dans un récipient de plomb, et en donne cette définition : « Glace moulée renfermant le plus souvent des fruits confits et composée de plusieurs glaces ».

Et dans son *Cuisinier moderne* (1887), Gustave Carlin cite en effet la « bombe italienne ».

Entre la glace tyrolienne (aux ahricots, pistache et vanille) et la bombe de Solferino (glace vanille encerclant un pétard : « Priez un convive d'y mettre le feu au moment de la servir ! »), c'est pour le coup que le mot « bombe »

conviendrait mieux. Vous me direz que même le dictionnaire de l'Académie des gastronomes adopte la version Plombières-les-Bains, mais ce n'est pas une référence.

Et en dégustant une plombière (avec ou sans « s », car enfin s'il est vrai que le mot vient du plomb et non de la ville...), on s'en régale donc, on peut évoquer le perron de Tortoni, chanté par Desaugiers, les bons mots d'Aurélien Scholl, la silhouette de Barbey d'Aurevilly. Le temps enfin où Ponson du Terrail disait de Paris : « Cet Eldorado qui commence à Tortoni pour finir au Bois ».

Mais, à propos, pourquoi ne trouverait-on pas la glace plombière sur la carte de La Cascade ?

La Reynière

## ENTRE-METS

### Rogues et ikra

SÉJOURNANT à Bucarest un peu avant 1935, Paul Morand est saisi, devant la vitrine d'un traiteur, par « l'éclat des carpiers : caviar frais ou pressé, caviar vert de carpe ou de brochet, caviar rouge de morue mandchoue » (1). Nomenclature quelque peu fantaisiste ; aujourd'hui, il n'est de caviar qu'issu d'esturgeons arrivés à maturité et soumis à une préparation où excellent les Russes des bords de la Caspienne.

Les autres œufs de poissons répondent au terme générique de « rogues » : œuf féminin, comme il se doit : la rogue assure la reproduction de l'espèce. Et la variété en est infinie. Selon Fernand Braudel, la civilisation hanséatique des ports, de Rotterdam à Riga, consomme les œufs de hareng, très légèrement frits, avec la pomme de terre. « C'est un plat pour enfants hollandais », nous confie Roy Yöleger, le capitaine du *Comptoir du saumon* (2). Le lump est un gros poisson innommable, dont les œufs pilés de coir servent surtout à endeuiller les buffets. A fuir !

Les œufs de truite sont une curiosité. Quant à ceux de l'ablète, ils ont la ténacité blonde des filles du Nord. On les appréciera au *Skaglundh* (14, rue Saint-Claude, 75004 Paris ; tél. : 48-04-05-06), charmante escale scandinave au Marais. Le mulot – kefal en turc (*Mugil cephalus* Linné) – est un poisson fin et délicat, chanté par le poète grec Oppien.

C'est un familier du lac de Tunis et de l'estuaire des fleuves de Méditerranée. Ses œufs, précieux, séchés au soleil et sertis dans la cire, constituent un mets oriental délicat. Appelés *poutargue* en France méridionale – Martignes en est la capitale –, *putargo* en mer Ionienne, ils figurent sur la table des mézéz comme au menu séparé. Le classique tarama est préparé avec des œufs fumés de cabillaud (chez Israël, 30, rue François-Miron, 75004 Paris ; tél. : 42-72-66-23), de la mie de pain trempée et uoé émulsion de bonne huile d'olive. Spécialité grecque, turque, ou juive, on ne sait plus. An supermarché, on trouve même un tarama « arménien » !

La saveur des œufs de saumon dépend tout à la fois de la provenance – Atlantique, Pacifique ou Baltique –, de l'espèce et de l'état du poisson, selon qu'il est sauvage ou d'élevage, au moment de la pêche. Les œufs de saumon en provenance de Russie

sont plus sapides, à la fois concentrés et savoureux ; mais les chairs sont médiocres. En Norvège, c'est l'inverse. Le saumon sauvage pêché en Suède est pâle et très subtil. Tandis que les œufs canadiens ou américains, issus de la cavale insensée du saumon, qui, affo de retrouver pour la ponte ses lieux de prédilection, remonte les fleuves au détroit de Georgia (Colombie-Britannique) et franchit les rapides des rivières Fraser et Thompson, sont les plus appréciés du continent nord-américain. On fera la différence chez Kaspia (17, place de la Madeleine, 75008 Paris ; tél. : 42-65-33-52), qui présente plusieurs variétés parmi une belle série de rogues.

Ne vous avisez pas, à Moscou, de commander du caviar. Les Russes appellent indifféremment ikra les œufs de saumon ou d'esturgeon : *krasnata*, s'ils sont rouges, *chernata* lorsqu'ils sont noirs. Le oom turc *kaviyir* – en italien *caviare*, et *caviar* sous la plume de Rabelais co 1432 – atteste que Constantinople fut sans doute la mère caebée de toutes ces cuisines qui affluaient d'Asie aux confins de l'Empire ottoman, et qui s'y mélangeaient.

Le caviar fut certainement une gloire du Sofra, la grande table turque, avant même d'être présenté au tsar de toutes les Russies. La chair du royal *Oxyrhynchos*, le nez pointu à perles noires, est réservée aux effendis de Topkapi. Ce poisson figurait déjà aux repas de Trimalcion et de Septime Sévère, et Ovide le nommait « esturgeon pèlerin ». Il est inconnu de Balzac, qui n'écrivait jamais le mot « caviar ». On n'en servait pas au *Rocher de Cancale*.

Marcel Proust et ses bêtes du Ritz, dont Paul Morand, qui en sera le thuriféraire, apprennent à le connaître au début des années 20. Le narrateur n'apprécie que modérément : « De l'autre côté de mon assiette, il y en avait une plus petite, remplie d'une matière noirâtre que je ne savais pas être du caviar... » (A l'ombre..., p. 539, juin 1919). La fortune du caviar est récente et liée à l'arrivée de l'émigration russe et au négoce des frères Petrossian (3).

C'est alors qu'il entre dans la légende, mets cosmopolite, avec un fin goût de désordre. Ce qui rend encore très actuel *Ouvert la nuit*, de Paul Morand : « Une boîte en fer haute d'un pied et pleine de caviar faisait l'unité d'un repas » (la *Nuit* turque, p. 79, 1922). C'est ainsi que, à

Aubervilliers, les petites mains de la société Kaspia conditionnent encore les jolies boîtes qui seront en vitrine et sur les tables de l'unique salon de dégustation parisien, au 17, place de la Madeleine. Là, le repas est une fête.

Bernard Faucon, photographe et gastronome d'Apt, prétend, comme Balzac, qu'il n'est de repas réussi qu'entre amis. On ne sert pas du caviar à n'importe qui ! Sa transparence sied au visage aimé. Et s'il avait été coono au dix-neuvième siècle autrement que dans les songes d'Alexandre Dumas, c'est été pour les « belles corsetées » – « une belle sous les armes », dit Brillat-Savarin – aux généreux appas, avec le champagne qui pétillait et met en valeur le goût mario d'Aphrodite. *Acipenser oxyrinchus*, l'esturgeon producteur de caviar, oe s'épanouit guère que dans la Caspienne, aux confins des empires russe, turc et iranien, et surtout aux embouchures de la Volga (Russie), près d'Astrakhan, ainsi qu'à la pointe de l'Oural, à Gourev (Kazakhstan), et au sud de Bakou (Azerbaïdjan).

Dans cette zone instable est produite la majeure partie de la production annuelle (1 800 tonnes). Des rives iraniennes, qui n'ont point de fleuves, sont extraites les 300 tonnes qui correspondent aux quantités exportées annuellement par Prodiatorg. Car, à l'image de la consommation des cigares à Cuba, le marché intérieur englobait près de 1 800 tonnes. Chiffre ahurissant dans un pays menacé de famine ! Le beluga, centenaire, donne 1 tonne d'œufs, l'oscietre environ 300 kilos, et le petit sevruga seulement 10 % à 12 % de son poids. Le premier est le plus recherché, le plus gros.

Le caviar pressé provient, en fin de pêche, des grains ayant dépassé le stade habituel de maturité. Lavés, passés au tamis, additionnés de sel et de borax (la législation européenne est floue sur cette question, qui pourrait être bientôt tranchée à Bruxelles), les grains sont conservés à une température voisine de zéro degré, dans des boîtes métalliques de 2 kilos.

Les chefs, grands et moins grands, ont eu, ces dernières années, des attitudes parfois ambiguës à l'égard du caviar. Jacques Manière, avec l'œuf « Céline », le traitait comme un orfèvre sertit un diamant. L'œuf poule au caviar de Michel Guérard, plus compositif, introdui-

sait des nuances savoureuses (échalote, ciboulette), mais critiquées par les puristes. C'est à Fredy Girardet (1, route d'Yverdon, Crissier, Suisse ; tél. : [21] 634-05-05) que revient, le premier, le mérite d'utiliser le caviar comme un « assaisonnement », dans un plat fameux de petits choux farcis de langoustines au beurre de beluga. « J'aime bien ce genre de mariage entre le rustaud et la précieuse », dit cet immense chef, qui nous fit apprécier aussi un court-bouillon d'écrevisses à l'aneth et au beluga.

Aloïse Possard, à L'Arpège, dont les gourmands attendent l'immense réouverture, accommode les langoustines avec une crème au caviar. Alain Raichon, au Saint-Moritz (33, avenue de Friedland, 75008 Paris ; tél. : 45-63-55-43), s'élève de l'inspiration franco-comtoise grâce à un tartare de poissons à la crème de caviar, haut en goût et modeste en prix.

Les lieux habituels de la dégustation de caviar à Paris sont nombreux et incertains. Mis à part Dominique (19, rue Bréa, 75006 Paris ; tél. : 43-27-08-80), où Gérard, au bar, est la figure tutélaire de cette épicerie-restauration, unique à Montparnasse, et aussi la *Datcha Lydie* (7, rue Duplex, 75007 Paris ; tél. : 45-66-67-77). En revanche, à la *Maison du caviar* (1, rue Vernet, 75008 Paris ; tél. : 47-23-53-43), il vous sera difficile de vous faire entendre de serveurs trop souvent occupés à gérer leurs querelles pour être attentif à vos désirs, même les plus chers ! Alors, rabattez-vous sur les œufs de saumon, comme Jean Dutourd, qui, en honneur de famille, en recommande l'usage. On s'en délecte de Passy à Auteuil pour les fêtes, accompagnés de blinis (achetés chez Soukhanof) et de crème. Pourquoi pas ? C'est bon, goûteux et nourrissant. En matière de caviar, la bourgeoisie voit rouge !

« Qu'est-ce que le foie ? C'est le caviar du cheval. C'est ce qu'il aime », dit Alain dans ses *Propos*. Tout est relatif.

Jean-Claude Ribaut

(1) Bucarest, de Paul Morand, Plon, 1935.

(2) Comptoir du saumon : 60, rue François-Miron, 75004 Paris ; 49, rue Censier, 75005 Paris ; 125, boulevard de Grenelle, 75015 Paris ; 139, rue Ordener, 75018 Paris.

(3) Petrossian, 18, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris.

## Semaine gourmande

### La Barrière de Clichy

On ne le dira jamais assez : à quelques tours de roues de Paris, cette agréable maison à pour patron un très bon jeune chef : Gilles Le Gallès. Aussi son menu (270 F vin compris, samedi excepté) est-il justement apprécié (mon choix : dos de maquereau, pommes à l'huile, mijoté de lapereau, fromage, tarté légère aux

pommes, le tout arrosé d'un Château La Bégude). Mais la carte aussi vous sera « heureuse », du foie gras landais avec son verre de sauternes à la feullantine caramélisée et noisettes en passant par le lapereau au camembert ou le tournedos de biche. Bons vins et excellents cafés. Compter 350 F-400 F.

► La Barrière de Clichy, 1, rue de Paris, 92110 Clichy ; tél. : 47-37-05-18. Fermé samedi midi et dimanche. CB, AE, DC.

## Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL  
B.P. n° 5  
MOUSSY 51200 EPERNAY  
Propriétaire-viticulteur  
Doc. et tarifs sur demande  
Etiquettes personnalisées

Les LYCÉES VITICOLES DE FRANCE se sont associés pour que vous puissiez constituer votre cave en une seule commande (cognac, bordeaux, champagne, val de Loire, jura, côtes du Rhône).  
Demandez les tarifs à :  
GIE CLUB DES ÉCOLES  
Lycée viticole, 71960 DAVAYE  
Tél. : 85-35-85-92.

\* « L'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

NICE  
HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plénie centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin.  
Chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
HÔTEL LE CHAMOIS\*\*\*  
LACS DE FRANCE  
Soleil, calme, ski de fond, piste  
Pension, demi-pension  
Tél. : 92-45-83-71.  
Fax : 92-45-80-58

SIXT-FER-A-CHEVAL  
Haute-Savoie  
Hôtel 2\*\* sur les pistes de ski alpin  
de fond et à 10 m du Grand Massif  
par navette skieurs.  
7 jours pension de 1 765 F à 2 095 F.  
Baby club le matin. Animation.  
Possibilité de forfait tout compris.  
Rens. Le Petit Ténar : 50-34-42-51  
Fax : 50-34-12-02.

#### Paris

SORBONNE  
HÔTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F  
FAX : 46-34-34-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA\*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Téléc. : 211838. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (300 F à 350 F)  
Petit déjeuner à 25 F  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

#### Suisse

LEYSIN  
Alpes Valdoises

HÔTEL SYLVANA\*\*\*  
Pour vos vacances d'hiver, situation  
exceptionnelle à 50 m des pistes de ski.  
Chambres tout confort.  
Prix demi-pens. selon saison Fr 57.-  
à 90.- (env. FF 285.- à 360.-) n. compr.  
Fam. Bonelli. Tél. 19-41/25/34-11-36.  
CH-1854 Leysin.

#### TOURISME

##### SKI DE FOND

Haut-Jura 3 b Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent  
dans une sociétienne ferme franc-comtoise du XVII<sup>e</sup>, confortable, rénovée,  
chères 2 personnes avec s. de bns, w.c.  
Ambiance conviviale, détente, repos.  
Accueil 14 pers. maxi., tables d'hôtes.  
Cuisine mijotée (produits maison et  
pain cuit au vieux four à bois). Poss.  
rand. pédestres, patin à glace, tennis,  
VTT. Pension complète + vin  
+ matériel de ski + accompagnement  
2 400 F à 2 950 F pers/semaine.  
Renseignements et réservations  
(16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU  
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements : 46-62-73-75

سنة ١٤١٢ هـ



سكنا من لاند



« Quand le Vieux-Nice étire ses toits dans le soleil couchant. Curieux quartier méridional, théâtral, avec ses petites peuplées et ses architectes de la rénovation, ses traces de misère, en tout cas de précarité, sur ses crépis ocre ou rouge de Roussillon. C'est un peu Naples, un peu la Provence, mais c'est d'abord Nice. »

## Vieux-Nice, vrai Nice

Certes, les mauvais garçons ont un peu vieilli, mais la grande ville garde encore ici beaucoup de ses coutumes et elle protège encore beaucoup son fond de nostalgie. Impressions.

L'HISTOIRE s'écrit largement hors de lui, mais, de Nice, il reste le cœur, labyrinthe obsessionnel, triangle de ruelles saccées, à peine aérées, de places, compréhensibles, surtout, d'en haut, quand le Vieux-Nice étire ses toits dans le soleil couchant. Curieux quartier, méridional, théâtral, avec ses petites peuplées et ses architectes de la rénovation, ses traces de misère, en tout cas de précarité, sur ses crépis ocre ou rouge de Roussillon, et ses snobismes de voies piétonnières. C'est un peu Naples, et quelques ruelles d'Italie, un peu la Provence, comme dans le Vieux-Grasse, sa voisine, des vies de fourmis rencontrées ailleurs, plus à l'est ou plus à l'ouest, vies de porches d'immeubles, de coursives et de venelles, d'arrière-cuisines aux senteurs d'herbe.

Mais c'est d'abord Nice, c'est-à-dire un fort goût de particularisme, du piquant dans l'accent, finalement assez éloigné de celui de Pagnol, des gestes mesurés, sans l'émphase phocéenne, comme contrariés, réfractés, à l'image d'un peu près tout dans ce petit quartier, royaume lilliputien qui ne fut jamais tout à fait d'Italie ou de France, ses deux mairaines rivales. Le Vieux-Nice demeure une énigme, en tout cas une incongruité, dans cette ville anglaise construite par des Anglais, vitrine sans surprise de tous les luxes, de toutes les aises, parfaite d'urbanisme réussi et de décoration, opulente et interminable, comme cette Baie des Anges pour l'usage de laquelle elle a été conçue.

Tout est dans Nice, ou à peu près, et en version must, comme on dit dans les parfums : aéroport, casinos, palais, promenades, congrès, arrière-pays fleuris, corniche pour milliardaires et microclimat pour troisième âge. Et pourtant, rien n'y est, enfin, rien de ce qui compte vraiment. Par exemple, les pouvoirs, qui se nichent à l'entrée du vieux quartier, l'ancien palais de Jacques Médécine, l'hôtel de ville, qui surprend le visiteur par sa modestie, à l'un des coins de la rue Saint-François-de-Paule ; la préfecture, qui pour rappeler que la France, après tant de Savoyards et de Sardes, était maîtresse de cette baie parfaite, loge dans la plus belle bâtisse du Vieux-Nice ;

le palais de justice, les églises, les partis politiques, et même les locaux du comité de soutien à Bernard Tapie, bien situés, au premier étage du café Le Long Cours, à égale distance de la mairie, de la préfecture, du palais et des églises.

Au fond, tout se joue ici, dans ce triangle d'immeubles efflanqués et sombres, ce qui plaît aux Nipois, les embrouilles et le reste, la vie quotidienne, les matins ensoleillés du cours Saleya, longue place, à peine plus large qu'une artère du Nice des Anglais, où se tient, chaque jour, un marché de fleurs, de fruits et de poissons que tout le monde vient voir, au moins une fois, avant le travail, pendant les courses, pour s'assurer qu'il est bien encore là, et que la vie, dans Nice, vaut d'être vécue avec nonchalance. Autre paradoxe : ce cours Saleya, parallèle à la mer, dédaigne de la regarder. Deux lignes de fortifications basses, composées d'entrepôts et de poissonneries, une autre ruelle dressent un obstacle reposant. Comme si le quartier et ce cours se méfiaient de la vue, et de ce qui fait sa mondiale réputation : *Sea, sex and sun*.

Petit périmètre qui défie souvent la chronique. Les « médecins », ceux de la mairie et de sa fameuse police municipale, viennent se désaltérer, et regretter « le temps avec Jacques » dans les bars et les restaurants proches du cours. Le palais de justice, à deux pas, traite tellement d'affaires compliquées, de casinos ou de drogue, de malversations d'immobilier, que les acteurs de cette comédie nicoise, et leurs avocats, ont depuis longtemps prolongé leurs débats au bar d'en face. A 10 mètres encore, Albert Spaggiari tira sa révérence pendant une audition chez son juge d'instruction, avec l'aide involontaire des ruelles encombrées.

Dans Nice, on vous assure volontiers que cette vie-là du cours Saleya n'est plus que folklore. Le Vieux-Nice se range, peu à peu. Les voyous ont vieilli. Et beaucoup regrettent, parmi ces braves gens qui connaissent trop l'étranger pour vous toiser en vous parlant, que « leur » maire n'ait pas eu la chance d'admirer la dernière de ses passions pour la rénovation urbaine. Le quartier, justement, tout en chantiers, avec ses centres d'accueil, même sociaux, et même pour immigrés, ses bureaux d'études, ses associations de conservation du patrimoine. La renaissance, ici, se fait, comme on croyait, tout dans Nice. A la hussarde. Avec un sentiment appuyé de nouveau riche certain de ne pas descendre de l'aristocratie, et une tendresse d'autodidacte.

Depuis quelques années, les expositions se multiplient sur cette anachronisme du Vieux-Nice. Car il est de taille, c'est vrai, et à explorer sans cesse — certains

habitants y ont consacré leur vie — cette rue Droite qui s'incurve, les mystérieuses beautés de la place Rossetti et de sa cathédrale Sainte-Réparate, bref, à se perdre dans ce dédale, on s'étonne sans cesse que le Vieux-Nice tourne le dos à ses trois côtés. La mer, on l'a déjà vue, depuis l'Opéra, qui n'ouvre que sur une ruelle et présente ses fesses à la baie ; le Château, dernier vestige du premier Nice, Nice-La Haute, bâtie sur le promontoir rocheux pour se protéger des invasions ligures.

Avant même que les Italiens, les Français et les Provençaux ne se

Le Pailon. Les Nipois se sont mis à l'aimer, ce trait à angle aigu qui contraignait la Vieille Ville à se loger à l'étroit contre son rocher, mais ils y ont mis le temps. Là encore, cette cité qui servit plus souvent qu'à son tour de monnaie d'échange aux Grands de cette Europe dut attendre quelques siècles, et la paix enfin sûre, l'Annexion, ici appelée Victoire, l'ultime rattachement à la France, à mi-cours du dix-neuvième siècle, pour traverser ce fleuve-démon, et occuper enfin sa plaine.

Jusqu'alors, il n'y eut longtemps, pour remplacer les ponts

des bastides provençales, déjà au milieu des fleurs. Bien sûr, il y avait place, Nice étant retenue, accolée dans son triangle. La Révolution renvoya, un temps, les Anglais en Angleterre, puis l'Annexion en fit les vrais propriétaires, au moins saisonniers, des trois quarts de ce qu'allait devenir Nice. Les palais, les premiers jardins aux palmiers furent pour eux. N'avaient-ils pas tracé eux-mêmes la Promenade, qui n'était encore qu'un sentier le long d'une immense plage de galets, un sentier élargi par des chômeurs rétribués, à ses frais, par le Révérend Lewis Way ? Un estivant.

des hommes qui ne furent jamais, même en leurs solides murailles, que des paysans de mauvaise terre rocailleuse, à des otages de la diplomatie qu'entre deux livraisons de grain les Génois, les Sardes ou les comtes d'Anjou oublièrent souvent de ravitailler. Un souci aussi, partout présent, dans les ruelles, de préserver, plutôt de retrouver, la difficile identité nicoise, ses particularités linguistiques et cet art unique de mélanger l'italien et le français, le provençal et le savoyard, le corse, le sarde et le piémontais.

Fiche imbroglio, à l'image du Vieux-Nice, mais qui vaut mieux que la réputation équivoque laissée par les dernières décennies. Comment faire savoir que, avant Albert Spaggiari, Giuseppe Garibaldi naquit aussi ici, et que, malgré son combat pour l'unité de l'Italie — Nice comprise, — il resta fidèle au vieux triangle ? Comment comprendre que, aux côtés des « médecins », vécurent si longtemps, et souvent aux mêmes tables de bar, les communistes de la rue de la Loge ? Que la CGT habite encore une belle bâtisse au crépi foncé ? Qu'en fait la ville, majoritairement d'immobles de rapport, qui continuait à habiter la mesure de ses aïeux, parce qu'on ne sert pas d'aïoli dans les palais du bord de mer.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio

► A lire : *Histoire du pays nipois*, de René Lissac. Editions du Rocher, 1971. Ainsi que deux albums de photographies : *Pour l'amour du Vieux-Nice*, de Pierre et Germaine Leduc, aux éditions Gilbert Vitaloni, et surtout le livre du premier photographe de la Côte d'Azur, Charles Nègre : *la Riviera de Charles Nègre, 1852-1895*, Edisud, 1991.



« Le cours Saleya, longue place à peine plus large qu'une artère du Nice des Anglais, est parallèle à la mer et dédaigne de la regarder. »

livrent des assauts réguliers pour la prise de cette forteresse qui marquait frontière, les Nipois, qui s'appelaient encore Nissards, synthèse locale de Nikaia, sous les Grecs, Nixa, sous les comtes de Provence, ou Nizza, pour les Sardes, les Nipois, donc, s'installèrent sur les pentes, les fortifièrent, attendant le Second Empire, et quelques traités depuis Louis XIV, pour ne plus redouter d'être ballotés entre un prince et un autre.

La mer, le roc, qui ferme le quartier et commande l'escalade. Mais aussi le troisième côté du triangle. Plus curieux encore. Une méchante rivière, torrentielle, souvent en crue rapide parce que descendant de trop haut, dans la montagne voisine. Un cours d'eau désespérant parce qu'il imposait un lit trop large, digne de la Seine à Paris, pour le flet d'eau qu'il offrait au cœur de la saison sèche.

de bois emportés, à chaque humeur de la rivière, que le Pont-Vieux. Les lavandières, surnommées les « bugadières », s'enfuyaient aux cris d'un cavalier-guetteur, payé pour surveiller la force du flot. Et les Nipois ne voyaient la mer qu'au-delà des Ponchettes, leur barre du cours Saleya, au ras d'une embouchure de pierres et de sables, où se pêchait juste de quoi nourrir leur cher ghetto. Souvent, le soir, ils allaient jusqu'à la plage, la leur, au long de ce qui est, aujourd'hui, le quai des Etats-Unis, aux pieds du Château, et jusqu'au petit port Lympia.

Mais, de la Baie des Anges, ils ne tenaient qu'une minuscule partie. En face, dès le dix-huitième siècle, habitaient, bien à plat, les Anglais, ces découvreurs de paradis, et les riches Français, des Allemands et quelques archiduchesses russes. Dans

Berghotel  
SCHATZALP

Enchantement et féerie d'un hiver enneigé pour jeunes et moins jeunes. Sur la face ensoleillée du domaine skiable, au pied des pistes.

Hôtel Bella Epoca allie le charme rétro au confort le plus moderne.

CH-2270 Davos Platz  
Tel. 051/11 54 12 31 - Fax 051/12 31 34

LE FESTIVAL INTERNATIONAL  
DE L'OMIAU DE COMPAGNIE

et le 10<sup>e</sup> Championnat  
de Paris

(Concours des plus beaux oiseaux domestiques), organisés par l'AOP France, exposent les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> novembre 1991.

salle Saint-Pierre, 7 bis, rue du Moulin Vert, 75014 Paris

M<sup>e</sup> Aïda, vendredi 1<sup>er</sup>, de 14 h à 18 h 30, samedi 2<sup>e</sup> et dimanche 3<sup>e</sup> de 10 h à 18 h 30.